

INpreCOR

Numéro 346 du 14 au 27 février 1992 ♦ 25 FF 6 FS 150 FB



OU VA LA CRISE ?

Spécial Economie

Loria

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 346
DU 14 AU 27 FEVRIER 1992

DOSSIER SPECIAL ECONOMIE

3

INTRODUCTION

Les vitrines de l'Occident
Claude GABRIEL

4

CONJONCTURE INTERNATIONALE

Un nouvel an morose
Maxime DURAND

5

Capitalisme-casino
Winfried WOLF

7

RECESSION MONDIALE

Où va la crise ?
Maxime DURAND

13

Le labyrinthe de la crise
J. Albarracín et P. Montes

18

ETATS-UNIS / EUROPE

La bataille du GATT
Claude GABRIEL

21

TRANSITION A L'EST

Le marché pour quoi faire ?
Catherine VERLA

24

ETATS-UNIS

En attendant la reprise
David FINKEL

27

ALLEMAGNE

La fin du miracle
Winfried WOLF

29

GRANDE-BRETAGNE

L'héritage empoisonné
A. KILMISTER et J. LISTER

30

AMERIQUE LATINE

A la recherche du temps perdu
Alfonso MORO

33

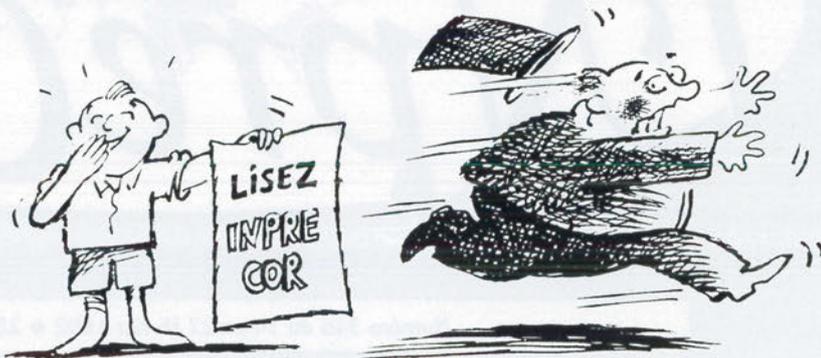
COTE D'IVOIRE

Faillite d'un pays modèle
Jean-François MARQUIS

36

ALGERIE

Les crimes de la "démocratie"
Chaouki SALHI



Le dessin de "une" a été réalisé par Sonia.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre

de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence

Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Les vitrines de l'Occident

Ce numéro "spécial économie" est en partie le fruit d'un séminaire d'économistes organisé en novembre 1991 par la IVe Internationale. L'un des thèmes de cette rencontre portait sur la mutation capitaliste dans la crise. Nous reproduisons ici deux études qui avaient fait l'objet d'une des principales discussions (voir les articles de M. Durand en p. 7 et de J. Albarracín et P. Montes en p. 13) ; elles traitent de la réorganisation capitaliste et de son impact sur les conditions d'une éventuelle "sortie de crise". *Inprecor* s'efforcera de continuer à suivre ces questions.

Une longue période récessive a commencé en 1974. Depuis cette date, l'économie mondiale a connu plusieurs phases de relance cyclique. La dernière (entre 1983 et 1989) n'a pas manqué, tout comme les précédentes, de relancer le fatras habituel des illusions sur les nouvelles vertus expansionnistes du capitalisme. La "fin du communisme" ne venait-elle pas, à point nommé, confirmer la nouvelle modernité du capital ? Et puis la récession revint (voir les articles en p. 4 et p. 5) ! Le système n'était toujours pas sorti de sa longue période dépressive...

Cependant la reprise de 1983-1989 avait mis en évidence certains effets cumulés des transformations du capitalisme dans la crise. Dès lors, il était important de faire le point sur les changements que ces dix-neuf ans de période dépressive avait occasionnés ou permis. Il était aussi nécessaire d'envisager les conditions politiques, sociales et économiques dont le capitalisme contemporain aurait besoin pour retourner à une onde longue d'expansion.

Les articles de M. Durand et de J. Albarracín et P. Montes amorcent donc un débat à propos du fonctionnement du capitalisme et de la manière dont il pourrait retrouver durablement taux de profit et accumulation. Quelle devrait être la part nécessaire des modifications structurelles cumulées ? Et quelle devrait être l'ampleur des événements extérieurs à la stricte sphère économique — les facteurs dits exogènes — pour que de nouvelles conditions sociales étayent la reprise ? Enfin, le capitalisme tardif pourrait-il retrouver un jour une croissance équivalente à celle des "trente glorieuses" ou est-il dorénavant condamné, pour ses futures phases non-récessives, à de simples convalescences erratiques ?

Cette discussion est loin d'être académique. Il ne s'agit pas simplement de pronostiquer les conjonctures et les cycles. En effet, parler de crise capitaliste ne signifie pas que le patronat et les classes dirigeantes sont le dos au mur, vivant d'expédients, gérant leurs dettes et leurs taux d'escompte au gré des jours. La crise est aussi porteuse de profondes mutations, dès lors que les travailleurs, principalement ceux qui vivent au cœur du système impérialiste, se montrent incapables d'utiliser la faiblesse de l'adversaire pour le mettre à bas ou, du moins, pour modifier les rapports de forces sociaux.

Plus ou moins protégé, sur le moyen terme, du danger révolutionnaire, le capital accumule alors un certain nombre d'innovations qui finissent par constituer les premiers remèdes à sa crise : réorganisation du travail et de l'entreprise, implantation de nouvelles technologies, nouvelles divisions du travail, pénétration de la "marchandise" dans de nouveaux secteurs de la vie sociale, etc. Rien de tout cela n'est peut-être suffisant, mais tout cela entame à chaque fois un peu plus les acquis sociaux antérieurs.

Ainsi, comment ne pas voir dans la mise en place du traité de libre échange pour les Amériques (voir l'article en p. 33) ou dans celle de l'Union économique européenne cette recherche pragmatique d'une sortie de crise qu'auront à payer, au sens figuré et réel du terme, des centaines de millions de salariés ? Comment ne pas comprendre que, dans les "nouveaux marchés" de l'Est, le capital cherche un second souffle, une nouvelle sphère d'accumulation et de profits ? Mais, au fait, à quel prix social ? Quelles formes prend la transition dans ces pays (voir article en p. 21) ?

Et l'économie nous renvoie à nouveau aux rapports de forces entre les classes et aux combats politiques.

Voilà pourquoi nous publions par ailleurs des articles traitant de la conjoncture et de l'évolution économique dans certains des principaux pays industriels. Car, si l'on veut juger du chemin parcouru depuis près de vingt ans, il faut évidemment faire le point sur ce que devient l'organisation du capital dans ces centres de l'économie mondiale.

En effet, si la majeure partie des

échanges internationaux se fait entre les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (voir l'article en p. 18), c'est aussi dans ceux-ci que se concentre l'essentiel de la demande solvable mondiale. C'est là encore que sont produites la majorité des biens durables et les principales innovations technologiques. Bien que, comme leur nom l'indique, les multinationales étendent leur pouvoir un peu partout dans le monde, c'est toujours dans des pays comme le Japon, les Etats-Unis ou l'Europe qu'elles emploient la plus grande part de leurs salariés.

Ce n'est donc pas là où les affrontements de classes semblent, pour le moment, particulièrement opaques, ou du moins fort peu explosifs, que les enjeux socio-économiques pour l'avenir sont les moins décisifs. Les apparences sont mensongères.

C'est bien dans ces pays que se croisent les résultantes de toutes les luttes de résistance. C'est donc à partir de ceux-ci que devraient s'organiser les réseaux de solidarité.

Bien sûr, l'image du capitalisme, prédateur et monstrueux, nous est donnée par la misère du tiers-monde ou bien par le risque, à l'Est, d'une "guerre de tous contre tous" pour l'accès aux premiers dividendes du "marché".

Mais c'est précisément parce que le capitalisme veut toujours donner cette impression de n'être vraiment lui-même — vertueux et redistributif ! — que dans les pays du "centre", qu'il faut prendre le plus grand soin à démonter ce mensonge et à faire tomber le masque : l'économie capitaliste, aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, est au plus mal ! Elle y génère chaque jour un peu plus de misère et de marginalité. Des dizaines de millions d'hommes et de femmes y sont privés de travail. Les Etats brigandent et redistribuent les fruits de la corruption comme dans de simples républiques bananières. Bref, derrière ces façades cossues de l'impérialisme, la grosse machine du capital tourne toujours à coup de barbarie et d'oppression.

Alors si les vitrines de la société libérale font encore illusion, apportons quelques pavés ...

★

Claude GABRIEL
12 février 1992



Un nouvel an morose

La situation de l'économie mondiale s'inscrit aujourd'hui dans un climat de morosité où l'inquiétude commence à se faire sentir : un récent éditorial de *The Economist* se faisait rassurant, tout en titrant : "En chute libre ?" On sait bien que les prévisions économiques enregistrent des fluctuations sans doute plus importantes que les phénomènes économiques eux-mêmes : ainsi, après avoir redouté une nouvelle récession nord-américaine au milieu des années 80, puis décrété que la crise était finie vers la fin de la décennie, les économistes veulent se convaincre de l'imminence d'une reprise qui, pourtant, se fait attendre.

Maxime DURAND

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a dû revoir ses prévisions à la baisse. En 1991, la croissance a été très lente, de 1,1 % pour l'ensemble du monde capitaliste, où le nombre de chômeurs a augmenté de 3,4 millions en un an. L'OCDE prévoit une légère amélioration en 1992, avec 2,2 % de croissance, et comme d'habitude, l'année d'après devrait être encore meilleure, avec 3,3 %. Mais, en réalité, on ne voit émerger aucune perspective de croissance harmonieuse de l'économie capitaliste mondiale. Comme l'écrit le magazine français, *L'Expansion*, « La reprise, si elle a lieu, sera fragile et sans vigueur : l'économie des grands pays industriels entre en cure de désintoxication. »

Cette conjoncture morose livre plusieurs enseignements. En premier lieu, elle met fin à un débat ouvert avec les performances plutôt bonnes enregistrées dans les années 1988-1990. Celles-ci pouvaient *a priori* s'expliquer de deux manières. Les optimistes pensaient que la politique libérale finissait par porter des fruits : l'"ajustement structurel" avait suffisamment assaini les économies qui, enfin, allaient pouvoir renouer avec un rythme de croissance analogue à celui d'avant la crise. Mais on pouvait aussi interpréter cette période comme une simple phase de remise à niveau de l'investissement et en conclure qu'il s'agis-



sait d'une reprise conjoncturelle. Le ralentissement actuel montre que c'est cette seconde interprétation qui était correcte. Le retournement de situation est d'ailleurs nettement antérieur à la guerre du Golfe (1), et s'échelonne selon les pays : on peut le dater de la mi-1988 pour la Grande-Bretagne, de la mi-1989 pour les Etats-Unis, et de la fin 1989 pour la France et l'Italie.

La deuxième caractéristique de la phase actuelle apparaît dans le tableau ci-dessous, qui montre que les grands pays évoluent de manière dorénavant désynchronisée.

Cette désynchronisation contribue à expliquer le fait que l'économie mondiale ait pu éviter une troisième récession généralisée, où toutes les économies auraient reculé en même temps.

La fin des illusions

Si l'on examine de plus près les évolutions de chacun des grands pays, on s'aperçoit que l'année économique 1991 sonne le glas de trois illusions. L'illusion libérale

d'abord : il est frappant, en effet, de constater que le ralentissement est particulièrement marqué pour la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, à tel point qu'on peut parler de véritable récession en ce qui les concerne. Les pays du "libéralisme triomphant" sont donc arrivés à la limite de leurs performances : leurs perspectives se sont durablement retournées, et le temps où ils constituaient un exemple à suivre est révolu.

La seconde illusion à laquelle les réalités économiques viennent apporter un cinglant démenti, c'est la formation du "grand marché européen".

Le mythe de 1992 avait été célébré avec emphase par les technocrates de Bruxelles qui promettaient au moins 2 millions de créations d'emploi. En 1991, le nombre d'emplois dans la Communauté économique européenne (CEE) a stagné, tandis que le taux de chômage est passé de 8,9 à 9,3 % de la population active ; la suppression des douanes n'est pas en soi porteuse d'une nouvelle dynamique d'accumulation dont les déterminants se situent ailleurs.

Enfin, une troisième baudruche économique vient d'être dégonflée : la réunification allemande et, de manière générale, l'ouverture de nouveaux mar-

Croissance du produit intérieur brut (PIB)

	1983-1989	1990	1991	1992
Etats-Unis	3,9	1,0	-0,5	2,2
Japon	4,6	5,6	4,5	2,4
Ex-RFA	2,7	4,5	3,2	1,8
France	2,1	2,8	1,4	2,1
Italie	3,1	2,0	1,0	2,0
Grande-Bretagne	3,5	0,8	-1,9	2,2
OCDE	3,7	2,6	1,1	2,2

Source : OCDE

1) Voir *Inprecor* n° 324 du 15 février 1991.

chés à l'Est, devaient procurer au capitalisme un appel d'air qui le ferait sortir définitivement de la crise (voir l'article en p.28). Déception là encore : la réunification coûte plus cher que prévu, et la croissance allemande, après avoir fortement progressé en 1990, est sur la voie du ralentissement. La balance des paiements s'est dégradée et la réponse a été une hausse du taux d'intérêt qui en dit long sur la coordination des politiques monétaires dont on nous rebat les oreilles depuis quelques mois. Les supposés nouveaux marchés ouverts à l'Est continuent de s'effondrer : durant la première moitié de 1991, la production industrielle a reculé de 29 % en Bulgarie, de 14 % en Tchécoslovaquie, de 17 % en Hongrie, de 9 % en Pologne et de 17 % en Roumanie. Dans l'ancienne Union soviétique, le produit national a reculé d'environ 12 % sur la même période.

Une crise qui dure

Comment peut-on expliquer ce mauvais climat à l'échelle internationale ? Il faut y voir pour l'essentiel l'effet différé des contradictions que l'on a réussi jusque là à repousser. La plus fondamentale est la suivante : le rétablissement du profit réalisé pendant la décennie qui vient de s'achever ne pouvait être accompagné d'une dynamique suffisante des débouchés. La croissance de la demande a reposé sur divers dispositifs, dont deux au moins sont en train d'atteindre leurs limites. La distorsion croissante des revenus au détriment des salaires

Balances commerciales				
	1989	1990	1991	1992
Etats-Unis	-116	-108	-72	-79
Japon	77	63	98	106
Allemagne	78	73	20	21

Milliards de dollars
* Source : OCDE

ne peut pas être approfondie indéfiniment. De la même façon, la tendance à l'endettement généralisé qui a permis, notamment aux Etats-Unis, de soutenir la demande, ne peut plus être prolongée. Le capitalisme est donc en train de redécouvrir la fameuse contradiction entre profits et débouchés.

Un autre élément à prendre en considération concerne la réduction des déséquilibres financiers au niveau mondial. La croissance des années 80 a été sous-tendue par une dissymétrie entre les trois grandes puissances financières : le déficit nord-américain croissant était financé par les excédents japonais et allemands. Ce déséquilibre est en train de se résorber, puisque le déficit américain et l'excédent allemand reculent, tandis que l'excédent japonais continue à progresser (voir le tableau ci-dessus).

Un autre trait frappant de la conjoncture actuelle réside dans la réduction des marges de manœuvre des politiques économiques. Là aussi, les effets de la décennie libérale se font sentir : la récession actuelle aux Etats-Unis est certes d'une gravité inférieure à celle du début des années 80, mais elle traîne en longueur, beaucoup plus que ce qui était prévu. Une relance budgétaire permet-

trait de faire redémarrer l'économie, mais cela est rendu impossible par le poids déjà accumulé de la dette publique. Le même raisonnement s'applique à la Grande-Bretagne et à la France.

Enfin, un dernier facteur marque cette conjoncture, que les économistes bourgeois baptisent "tensions inflationnistes". Cela renvoie, en réalité, au maintien d'un rapport de forces minimal entre travailleurs et patronat. Toute reprise de la croissance un peu trop vive s'accompagne immédiatement d'une croissance des salaires jugée trop rapide, à laquelle les patrons s'empressent de répondre par la hausse des prix. C'est ce phénomène qui contribue à expliquer le freinage des économies allemande et japonaise, qui ne fait d'ailleurs que commencer. Au Japon, l'inflation était ainsi passée de 0 % en 1987, à 4 % à la fin 1990 : ce n'est pas beaucoup, mais il s'agissait là d'un symptôme très clair d'une trop forte tension sur le marché du travail.

Il ne s'agit donc pas d'un effondrement, mais plutôt d'un enlèvement progressif de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale : la conjoncture actuelle illustre donc parfaitement l'idée que le capitalisme n'est pas vraiment sorti de la crise, en ce sens qu'il n'a pas su retrouver de nouvelles modalités suffisamment stables lui permettant de garantir son dynamisme. Les expédients dont il use pour maintenir ce dynamisme tendent à se révéler de moins en moins efficaces, et de plus en plus coûteux. ★

Janvier 1992

Capitalisme-casino



Les années 80 peuvent être considérées comme une décennie d'or pour l'économie mondiale, mais l'on peut aussi dresser un parallèle avec les années 20, qui se sont terminées par la crise économique de 1929-1932. D'ailleurs, en ce début 1992, l'économie mondiale connaît une récession qui pourrait déboucher sur une crise économique internationale.

Winfried WOLF

Laissons pour l'instant de côté les chiffres du produit national brut (PNB) et de la production industrielle, et prenons plutôt un indicateur très éloquent sur le "capitalisme-casino". Le chiffre d'affaires des producteurs de champagne, qui a été multiplié par cinq dans les années 80 — passant de 183 millions de francs à plus de 1 milliard —, a connu sa première grosse chute depuis 1982, en perdant près d'un cinquième.

Des phénomènes semblables ont eu lieu dans d'autres secteurs de la production de biens de luxe. Dans la haute-couture, les marges de profit ont été aussi étroites que des ourlets. Le marché de l'art a été aussi catastrophique ; à l'Exposition de Cologne, il a été dit que le chiffre d'affaires de l'art contemporain avait diminué de 70 %.

On laissera pour plus tard, pour un séminaire économique de haut-niveau, le soin de décider si la période qui va de 1983 à 1989-1990 peut être considérée comme un seul cycle économique.

Si tel était le cas, il s'agirait d'un cycle exceptionnellement long, comme les "sept années fastes" de la Bible. Mais on peut penser aussi que les baisses de la production industrielle, constatées dans toutes les économies en 1986 et 1987, marquaient la fin d'un cycle, suivi par un autre, plus court, qui, à partir de 1990 aux Etats-Unis, et de 1991, en Europe, a déjà débouché sur la récession. De tels zigzags conjoncturels et un tel développement en courbes de l'économie ont déjà été observés auparavant.

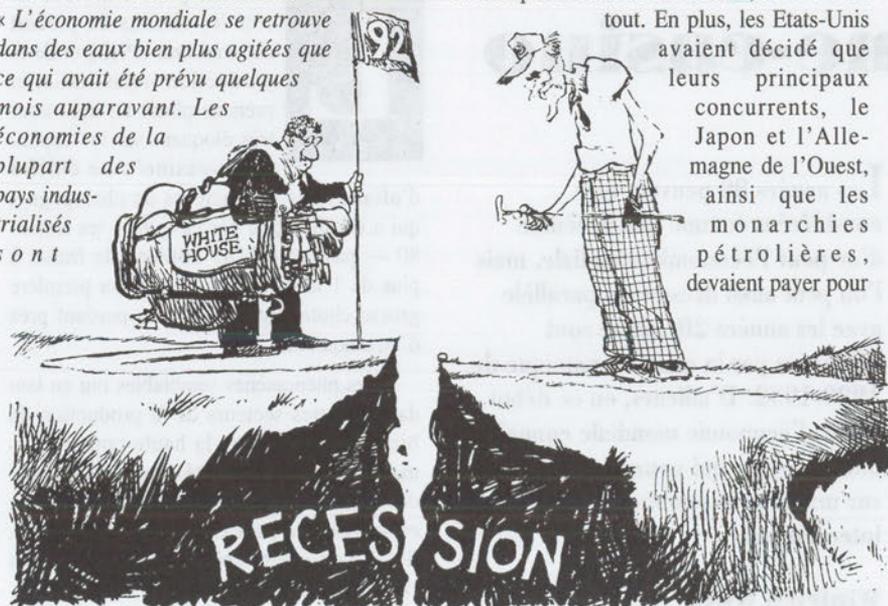
En 1970-1971, l'Allemagne de l'Ouest a connu une mini-récession alors que des signes bien plus évidents de récession apparaissaient dans d'autres pays.

Les chemins sinueux de la récession

Si l'on met de côté cette mini-récession, l'Allemagne de l'Ouest n'a connu aucune récession entre le ralentissement économique évident de 1966-1967 et la récession internationale bien plus marquée de 1974-1975 — c'est-à-dire qu'elle a vécu "sept années fastes". Nous rappelons cela parce que l'absence de récession en 1986-1987 a conduit à des débats au sein de la gauche pour savoir si notre compréhension antérieure du développement cyclique de l'économie et de la régularité des crises économiques était encore valable. Ce n'est pas un hasard si cette idée est apparue au moment même où le capitalisme international remportait une victoire politique et où de nombreux anciens militants de gauche renonçaient à tout objectif d'émancipation économique.

Comme toujours, et selon *Business Week* de la mi-décembre 1991 :

« L'économie mondiale se retrouve dans des eaux bien plus agitées que ce qui avait été prévu quelques mois auparavant. Les économies de la plupart des pays industrialisés sont »



en état de faiblesse et les économies de l'ancien empire soviétique se désintègrent à une vitesse croissante ; le danger logique d'une crise mondiale grandit » (1).

Depuis la mi-1991, la production industrielle dans les trois blocs impérialistes est en baisse par rapport à la même période de 1990. Les derniers chiffres disponibles dans ce domaine (décembre 1991) — qui, dans la mesure où ils enregistrent la production matérielle, sont beaucoup plus opérationnels que le PNB — font état de la situation suivante : en septembre 1991, la production industrielle était tombée par rapport à l'année précédente de 1,5 % aux Etats-Unis, de 2,1 % au Japon et de 0,7 % dans la Communauté économique européenne (CEE). Bien qu'en moyenne la baisse pour la CEE soit insignifiante, on assiste à une chute nette dans tous les grands pays : Grande-Bretagne (-1,7 %), France (-0,8 %), Allemagne (-0,5 %) et Italie (-3,1 %) (2).

Si on analyse de façon plus précise la réalité, ces baisses peuvent être encore plus dramatiques. Ainsi, à la fin novembre 1991, la production d'acier aux Etats-Unis est tombée de 13 % et celle d'automobiles de 36 % sur l'année.

A la fin des années 80, le cours pris par ce cycle était tel que beaucoup espéraient que la récession internationale serait évitée, comme cela avait été le cas en 1986-1987, en utilisant les mêmes politiques à hauts risques de l'endettement croissant. Les Etats-Unis étaient déjà entrés dans la récession en 1990.

Le "médicament" de la guerre

La guerre du Golfe, une relance puissante de la plus grande machine de guerre du monde, constituait aussi un programme anticyclique pour éviter la récession, en donnant un coup de fouet à l'économie ; mais c'était

tout. En plus, les Etats-Unis avaient décidé que leurs principaux concurrents, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, ainsi que les monarchies pétrolières, devaient payer pour

cet effort de guerre. Et en fait, après la chute du début 1991, il y a eu un court sursaut du PNB des Etats-Unis, qui a provoqué des commentaires sur le thème "la récession est finie". Lorsque l'économie britannique, sur le fil du rasoir de la récession comme celle des Etats-Unis, a connu elle aussi un sursaut avec l'augmentation des exportations d'armes, au début 1991, les économistes ont commencé à attendre un miracle.

Comme le soulignait la revue nord-américaine *Business Week*, au début 1991, il était prévu que « la légère croissance de l'Allemagne et du Japon serait contrecarrée par une forte amélioration économique aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne — économies qui étaient déjà en récession. Finalement, l'économie mondiale pourrait profiter du fait que chacune des économies connaît des hauts et des bas dans le cycle des affaires à des moments différents ». Mais cela n'a pas été le cas, à cause de la crise prolongée des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Les derniers piliers de l'économie internationale, le Japon et l'Allemagne, connaissent aussi un début de récession. Ce développement est extrêmement dangereux. Actuellement, l'économie mondiale est beaucoup plus interdépendante qu'au début de la dernière récession. Alors que la part des exportations dans le PNB des économies principales — Etats-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne et France — représentait 17 % en 1979, elle dépasse 23 % en 1991 : toutes les économies sont bien plus dépendantes de l'état du marché mondial pour vendre leurs produits.

La nouvelle récession internationale est marquée par l'existence d'un secteur financier international devenu de plus en plus faible tout au long des années 80. L'endettement qui va croissant s'appuie sur un capital d'investissements relativement inchangé ; de plus en plus de débiteurs plongent ; les groupes des pays les plus endettés, comme le tiers monde, l'Union soviétique ou l'Europe de l'Est, sont quasiment incapables de payer. La chimère de la spéculation immobilière commence à se dégonfler ; les prix du terrain diminuent en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Japon, entraînant une dévaluation à moyen terme des avoirs des institutions financières.

Le directeur de la Banque de Bruxelles, Lambert, décrit cette situation avec des mots qui ressemblent à un discours catastrophiste de gauche : « Le danger de déflation et de dépression n'a jamais été aussi grand depuis les années 30 » (3). ★

SoZ, décembre 1991

1) *Business Week*, 16 décembre 1991.
2) Chiffres parus dans *The Economist* du 7 décembre 1991 et *Wirtschaftswoche* du 6 décembre 1991.
3) *Süddeutsche Zeitung*, 7 septembre 1991.

Où va la crise ?

Après la décennie libérale, le début des années 90 marque toute une série de transformations dans le fonctionnement du capitalisme mondial. Cet article se donne pour objectif d'inscrire ces transformations dans une perspective de moyen terme, et d'en proposer une lecture théorique.

Maxime DURAND



Notre analyse de la crise repose sur deux piliers qu'il faut rapidement rappeler. Le premier est la compréhension, spécifiquement marxiste, de la double nature de la dynamique du capital : son fonctionnement nécessite à la fois des profits et des débouchés, et c'est de cette double exigence que surgit l'une de ses principales contradictions. Le second outil à notre disposition est la théorie des ondes longues, qui insiste en particulier sur le fait que le passage d'une onde longue expansive à une onde longue récessive résulte de facteurs internes au système, tandis que la mise en place des conditions d'une nouvelle onde expansive suppose l'intervention de facteurs exogènes. Cela ne signifie évidemment pas que la lutte des classes soit extérieure à l'économie capitaliste, mais que ces facteurs exogènes ne sont ni automatiques, ni garantis.

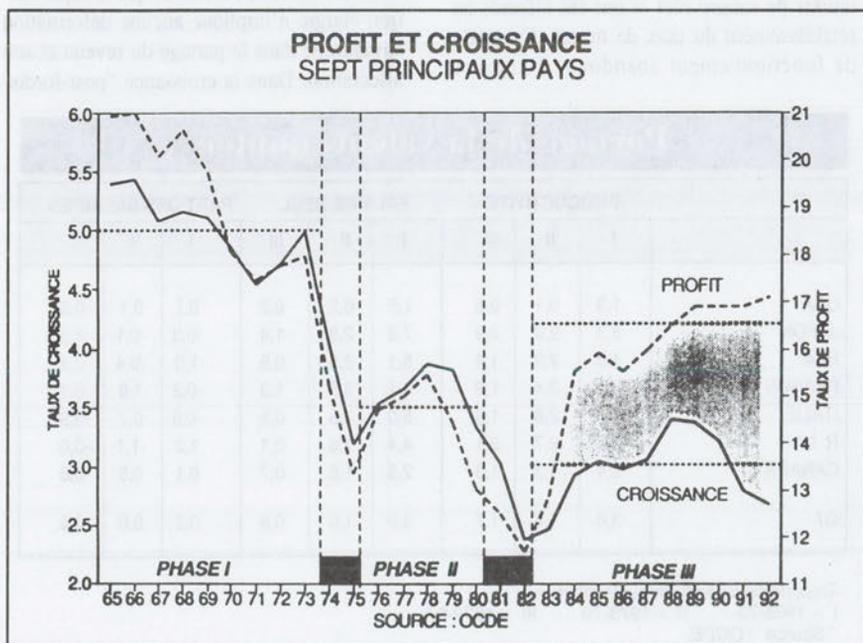
Cette approche a conduit les marxistes à formuler un double pronostic au début des années 80. Le premier portait sur l'imminence d'une troisième grande récession que nous pensions inéluctable, en raison de la difficulté pour le capitalisme de rétablir le profit tout en maintenant des débouchés suffisants ; difficulté à laquelle venaient s'ajouter d'autres facteurs liés aux déséquilibres inter-impérialistes et au désordre financier

international. En cherchant à restaurer le profit, les politiques de la bourgeoisie tendraient à casser les débouchés, et donc à déclencher une nouvelle récession, cette fois du côté de la demande. Le second pronostic mettait l'accent sur l'idée selon laquelle il ne pouvait y avoir d'amélioration fondamentale du point de vue du capitalisme sans une modification radicale des rapports entre classes : les affrontements étaient donc devant nous.

Les spécificités des années 80

Il faut aujourd'hui constater que les années 80 sont venues infliger un double démenti à ce pronostic. En premier lieu, il n'y a pas eu de troisième récession généralisée, ni même d'effondrement financier, puisque même le faux pas du krach d'octobre 1987 a été bien surmonté. Le rétablissement des profits a pu être réalisé, tout en maintenant un taux de croissance raisonnable.

Pour comprendre les raisons de cette relative bonne santé, il faut examiner de plus près les particularités de la dernière décennie. Le graphique ci-contre permet de les inscrire dans une perspective de longue période, à partir de deux courbes retraçant l'évolution du taux de croissance de la production et du taux de profit. Ces deux variables ont été calculées à partir de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et portent sur le Groupe des 7 (G7), formé des principaux pays impérialistes (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada) ; elles ont été ensuite traitées de manière à gommer les fluctuations. Ce graphique est particulièrement riche d'enseignements, qu'il convient de commenter au fur et à mesure. Le premier résultat qui saute aux yeux c'est, bien sûr, le parallélisme des deux courbes, qui vérifie ce vieux théorème marxiste selon lequel c'est l'évolution du taux de profit qui détermine la dynamique du capitalisme. Seconde vérification : la baisse du taux de profit moyen s'enclenche avec la récession américaine de 1967 et s'accompagne d'un ralentissement de la croissance, qui est donc largement antérieur au "choc pétrolier" de 1973. A la fin de cette première phase, en 1972 et 1973,



RECESSION MONDIALE

on peut d'ailleurs constater une reprise de la croissance qui correspond à une poussée d'accumulation du capital visant à contre-carrer les effets de la pression salariale.

La première récession généralisée survient alors en 1975-1976 — elle est signalée par un rectangle sombre sur le graphique. La croissance et le taux de profit chutent de concert — cette chute est encore plus forte que ce qui apparaît sur le graphique qui, rappelons-le, est construit de manière à "lisser" les évolutions. Après cette première récession, s'ouvre une nouvelle phase durant laquelle les politiques de relance de la demande conduisent à une légère amélioration du profit et de la croissance. Mais ces politiques ne sont plus à la mesure de l'ampleur de la crise, et la seconde récession généralisée de 1980-1982 vient rapidement mettre fin à cette seconde phase.

rythme de progression est en moyenne divisé par deux avec l'entrée en crise. Dans un premier temps, la progression du salaire réel tend à ralentir en offrant une forte résistance dans des pays comme la France ou l'Italie. La décennie libérale est marquée alors dans tous les pays par un nouveau ralentissement du salaire réel qui progresse dorénavant moins vite que la productivité : le résultat de ces deux inflexions est le recul de la part des salaires dans les principaux pays industriels, à l'exception de la Grande-Bretagne qui avait opéré ce tournant avant les autres (voir le tableau sur le partage de la valeur ajoutée).

Une économie de capital constant aurait fourni un moyen de rétablir le taux de profit sans exercer de pression excessive sur les salaires, mais tel n'a pas été le cas : l'introduction des nouvelles technologies s'est

règles essentielles du "fordisme", à savoir la croissance parallèle du salaire réel et de la productivité. La question de savoir comment se reproduit le système dans ces conditions constitue alors un bon fil directeur. En effet, que ce soit en termes keynésiens ou marxistes, cet écart croissant entre productivité et salaire devrait conduire à une crise de réalisation : si les travailleurs produisent de plus en plus sans gagner plus, qui va acheter ce qu'ils produisent ? La compression des salaires, menée à grande échelle et en même temps par tous les pays, risquait assez vite de déboucher sur un nouvel accident de parcours résultant pour l'essentiel cette fois d'un rétrécissement des débouchés. Cette périodisation conduit donc à une interrogation sur le mode de fonctionnement du capitalisme des années 80 et sur ce qui constitue la difficulté théorique, à savoir sa capacité à rétablir le profit sans casser la croissance.

Les trois phases de la crise

PHASE I 1965-1973	Expansion	Croissance forte (5 %)	Taux de profit élevé (19 %)
PHASE II 1976-1979	Politiques keynésiennes	Croissance moyenne (3,5 %)	Taux de profit médiocre (15 %)
PHASE III 1983-1992	Politiques libérales	Croissance moyenne (3 %)	Taux de profit moyen (17 %)

Avec le tournant général vers le libéralisme, s'ouvre alors une troisième phase, qui dure maintenant depuis près de dix ans. Le phénomène nouveau, qui apparaît clairement dans la zone grisée du graphique, est que les deux courbes, celle du profit et celle de la croissance, tendent à diverger. Le taux de profit se rétablit assez rapidement, sans réussir cependant à retrouver les niveaux de la première phase, et la croissance reprend, sans réussir à décoller vraiment. La conjoncture du début des années 90 se caractérise par un ralentissement marqué de la croissance, et par un tassement du taux de profit.

Les trois phases de cette période de crise peuvent donc être synthétisées dans le tableau ci-dessus où les grandeurs sont des données stylisées établies sur les périodes hors-récession.

Le rétablissement du taux de profit

Le rétablissement du taux de profit constitue le phénomène majeur de la période : il résulte, pour l'essentiel, d'un déplacement général de la part des salaires dans la valeur ajoutée, dont l'examen détaillé fait apparaître deux tendances importantes. La première est un ralentissement de la productivité du travail dont le

accompagnée jusqu'ici de la hausse, ou au mieux du maintien, de la composition du capital. Le tableau en p. 9 montre en effet que le coefficient de capital, c'est-à-dire le volume de capital fixe par unité produite, a continué à augmenter durant la dernière décennie.

Les gains de productivité ont donc été de moins en moins consacrés à des augmentations de salaire réel et ont été affectés au rétablissement du taux de marge. Ce mode de fonctionnement abandonne l'une des

Un nouveau mode de croissance

C'est le dynamisme de la plus-value consommée qui a constitué le principal facteur d'ajustement. Il s'agit là d'une thèse essentielle, qui découle assez simplement d'un retour sur les schémas de la reproduction. Le schéma en p. 10 propose une représentation stylisée de ce mode de croissance spécifique.

On raisonne ici sur un modèle simplifié de la reproduction capitaliste. Le revenu se partage entre profit et salaires. Le salaire est intégralement consommé, une partie de la plus-value est accumulée (ACCU), le reste est consommé (PVC). Dans la croissance "fordiste", la reproduction élargie se fait de manière à ce que toutes les composantes du revenu et de la demande croissent proportionnellement, de telle sorte que la reproduction élargie n'implique aucune déformation structurelle dans le partage du revenu et son affectation. Dans la croissance "post-fordis-

Partage de la valeur ajoutée

	PRODUCTIVITE			SALAIRE REEL			PART DES SALAIRES		
	I	II	III	I	II	III	I	II	III
USA	1,3	0,1	0,8	1,5	0,2	0,2	0,2	0,1	-0,6
JAPON	8,3	2,9	2,9	7,9	2,8	1,4	-0,3	-0,1	-1,5
RFA	4,0	2,9	1,4	5,1	2,5	0,9	1,0	-0,4	-0,4
FRANCE	4,4	2,4	1,9	4,1	3,5	1,3	-0,2	1,0	-0,6
ITALIE	5,6	2,8	1,8	5,0	3,5	0,9	-0,6	0,7	-0,9
R. UNI	3,2	2,7	2,1	4,4	1,6	2,1	1,2	-1,1	-0,0
CANADA	2,4	1,3	1,3	2,5	1,8	0,7	0,1	0,5	-0,6
G7	3,6	1,6	1,7	3,9	1,6	0,9	0,2	0,0	-0,8

Taux de croissance annuels moyens
I = 1965-73 II = 1973-79 III = 1979-87
* Source : OCDE.

te", les choses se passent différemment. On peut supposer, pour simplifier, que le revenu augmente mais que les salaires sont bloqués : il en va donc forcément de même pour la consommation salariale. Dans ces conditions, la réalisation de la valeur suppose une croissance relative de la fraction consommée de la plus-value.

Ce principe abstrait s'accompagne de trois modalités concrètes qui définissent un schéma d'accumulation très spécifique. L'élément essentiel est la distorsion des revenus au détriment des salaires : il s'agit, à la fois, de rétablir le profit tout en réorientant la demande de manière plus adéquate aux exigences de réalisation de ce profit. Un processus du même genre se déroule dans la mise en place d'une configuration de l'économie mondiale où le déficit des Etats-Unis, et la véritable croissance à crédit qu'il soutient, correspondent à un transfert de revenu vers les sphères à forte propension à consommer. Enfin, la "financiarisation" doit être interprétée avec ses deux versants : le gonflement de la sphère financière renvoie à une création de plus-value qui ne trouve pas à s'accumuler, mais qui débouche sur une modification dans la répartition des revenus de manière à assurer le recyclage de cette plus-value vers la consommation.

Le néo-dualisme

Cette présentation se distingue d'autres analyses. On peut dire qu'elle est en un sens plus régulationniste que les régulationnistes, qui ont progressivement renoncé à proposer une lecture d'ensemble du capitalisme tel qu'il fonctionne depuis dix, voire quinze ans, et qui semblent s'en tenir à une comparaison des scénarios possibles ou souhaitables. Cette analyse de la financiarisation se distingue également du discours qui consiste à parler d'"économie-casino", à dénoncer les "gâchis" résultant de critères d'efficacité trop centrés sur la seule "rentabilité financière". Ce discours, qui est notamment celui des économistes français du Parti communiste français (PCF), renvoie, sur le fond théorique, à une mauvaise compréhension de la loi de la valeur (comme si la sphère financière pouvait devenir totalement autonome vis-à-vis du cycle du capital) et s'accompagne d'illusions quant à la possibilité de faire fonctionner le capitalisme "autrement", en l'occurrence de manière plus "productive".

Si l'on veut préciser les modalités actuelles de la reproduction du capital, il faut maintenant insister sur sa tendance à un fractionnement en deux grands secteurs : le premier est le secteur de l'industrie moderne et des services informatisés ou informatisables et se caractérise essentiellement par des gains de productivité élevés et d'assez

L'analyse du ministère de l'Economie français

« Les entreprises exposées à la concurrence internationale doivent viser la productivité la plus élevée. Une politique de bas salaires risquerait de les laisser à la traîne du développement technologique. (...) En revanche, dans les secteurs les moins exposés à la concurrence internationale, on peut pratiquer une politique de bas salaires plus favorable à l'emploi.

» Les services aux ménages constituent un très important gisement d'emplois. Mais les effectifs ne peuvent y être multipliés que si les salaires sont suffisamment bas (...) pour maintenir des prix attractifs (...). Ils ne peuvent donc se développer que si les salaires y sont très différents de ceux du secteur exposé. Cela signifie une dispersion des revenus importante et croissante, comme aux Etats-Unis, ou même au Japon. La Suède donne l'exemple inverse d'une répartition très égalitaire des revenus. C'est aussi le pays où la part des services privés dans l'emploi total est la plus petite, ce qui est compensé par le poids particulièrement élevé des services publics. Ceux-ci sont financés par des prélèvements obligatoires (...) acceptables socialement si la qualité des prestations fournies en contrepartie est suffisante. Cela semble le cas de la Suède. (...)

» Mais cela implique un niveau élevé de qualification dans les services, une forte cohésion sociale et une population active globalement assez homogène. Or, la population en Suède, avec une part très réduite d'immigrés non scandinaves, est justement plus homogène que dans les autres pays. Le modèle américain est sans doute plus apte à offrir des emplois à une population très diversifiée sur le plan culturel et en termes de niveaux de productivité. » ★

Document de juillet 1991

faibles créations d'emplois. Le second secteur est celui des services à faible productivité, plus abrités par nature de la concurrence internationale ; c'est le lieu privilégié des créations d'emplois.

Ce schéma que l'on a pu présenter comme une solution élégante à la crise de l'emploi, ne peut cependant fonctionner que si plusieurs conditions sont remplies. La première porte sur la rentabilité : il faut rappeler ici que la productivité est l'un des paramètres essentiels qui vient déterminer le niveau et l'évolution du taux de profit. Un ralentissement de la productivité, s'il permet des créations d'emplois plus nombreuses, tend donc à faire baisser le taux de profit. Tout le problème consiste alors à déconnecter la création d'emplois sur la base d'une faible productivité, d'un côté, et la détermination du taux de profit, de l'autre. La seule solution logique réside dans le développement d'une sphère de l'économie non soumise aux exigences de la rentabilité capitaliste ou bien qui compense la faible productivité par de bas salaires. Les écarts de pro-

ductivité conduisent donc à ce que l'on pourrait appeler un néo-dualisme. Le ministère de l'Economie français a très officiellement théorisé ce modèle (voir encadré ci-dessus).

La fonction économique des inégalités

Ce schéma théorique admet plusieurs corollaires importants. Le premier concerne la fonctionnalité des inégalités. Le capitalisme n'a certainement jamais eu comme objectif central celui de réduire les inégalités. Mais le modèle qui est en train de se mettre en place leur attribue un rôle central. Que faut-il, en termes de revenus, pour que le schéma décrit jusqu'ici fonctionne ? Dans la sphère des services, il faut évidemment que les salaires restent à un niveau bas, parce qu'ils vont devoir s'échanger soit contre les salaires du secteur compétitif, soit contre la plus-value redistribuée, et, réciproquement, il faut assurer une concentration des revenus en faveur des riches qui seuls pourront consommer largement des services aux prix relatifs croissants.

On peut ensuite exclure l'idée-limite d'une expulsion en dehors de la sphère capitaliste d'un secteur d'économie qui fonctionnerait sur lui-même, parce que le modèle, pour être crédible, implique une articulation des deux secteurs. Dans ces conditions, la production du secteur des services ne peut être achetée par ce secteur lui-même ; elle ne peut l'être que par les salaires des autres secteurs, ou par de la plus-value non accumulée. Inévitablement, soit parce qu'ils viennent s'incorporer aux salaires, soit parce qu'ils ponctionnent la plus-value disponible pour l'accumulation, ces dépenses en services permettant le développement d'un sec-

Coefficient de capital			
	I	II	III
USA	-0,2	1,1	0,4
Japon	2,6	3,2	1,7
RFA	1,4	1,0	0,9
France	-0,9	1,0	0,4
Italie	-0,3	-0,3	0,6
R. Uni	0,6	1,5	-0,5
OCDE	0,4	1,5	0,8

Taux de croissance annuel
 I = 1960-73 II = 1973-79 III = 1979-88
 * Source : OCDE

RECESSION MONDIALE

teur de services créateur d'emplois vont avoir des effets en retour néfastes sur le taux de profit et/ou le taux d'accumulation.

L'échappatoire est donc l'émergence d'une "troisième demande" caractéristique, par ailleurs, de nombreux pays semi-industrialisés. Il s'agit de revenus non salariaux augmentant régulièrement de manière à acheter la production des secteurs à faible productivité, tandis que la progression des salaires du secteur productif reste bloquée. En outre, la manière dont les riches répartissent leur revenu entre placements, achats de biens industriels et dépenses en services convient mieux aux critères de la dynamique actuelle du capitalisme.

Le rapide examen de ce modèle théorique de croissance conduit à deux prévisions : les créations d'emploi dans les services doivent être assorties de salaires inférieurs et la répartition du revenu doit être modifiée en faveur d'une demande non salariale. L'exemple des Etats-Unis confirme clairement ces deux pronostics. Il était devenu courant de parler de la "Great American Job Machine" (la grande machine américaine à fabriquer des emplois) ; en effet, les Etats-Unis ont créé 10 millions d'emplois entre 1980 et 1986, quand les quatre principaux pays européens en supprimaient près de 2 millions et cela pour une population active équivalente. Mais ces nouveaux emplois sont dans leur immense majorité des emplois de services mal payés : entre 1981 et 1987, les secteurs créateurs d'emplois ont versé des salaires inférieurs d'un tiers aux autres (1 830 dollars par mois, contre 2 700), alors que la différence était négligeable durant les vingt années précédentes : il s'agit donc bien d'une rupture avec les tendances antérieures. Ce retournement est confirmé par de nombreuses études, aussi bien pour les Etats-Unis que la Grande-Bretagne.

C'est une évolution analogue qui s'est amorcée en France depuis 1983 : le pouvoir

d'achat du salaire stagne, et le surplus dégagé par les progrès de la productivité est distribué sous forme de revenus non salariaux. Deux catégories bénéficient de cette manne : les détenteurs d'actifs financiers, dans la mesure où la hausse des taux d'intérêt signifie une augmentation de leur quote-part de plus-value, et les professions indépendantes parce qu'elles bénéficient d'une évolution très favorable des prix relatifs. Ce recul de la consommation salariale vient d'être confirmé de manière spectaculaire par une enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques français (INSEE) établissant qu'en dix ans « les dépenses réalisées par le quart des ménages les plus aisés ont augmenté d'environ 20 % en francs constants, alors que celles des ménages les plus modestes ont stagné. L'écart de consommation entre ménages aisés et ménages modestes s'est accentué ».

Retour sur les schémas de reproduction

A l'échelle mondiale, un phénomène de nature similaire tend à écarter des zones entières du développement. En 1987, le monde capitaliste comprenait environ 3,4 milliards d'habitants ; leur revenu moyen était de 3 600 dollars par an. Mais la moitié la plus pauvre ne gagnait qu'un peu plus de 1 200 dollars par an, les deux-tiers gagnant moins de 3 000 dollars. De plus, durant toute la décennie 80, et cela pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le produit par tête moyen a reculé dans des zones aussi peuplées que l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine. Les fameux "Quatre Dragons" d'Asie du Sud-Est (Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong et Taïwan) n'existent que comme exception, puisqu'ils ne représentent que 1,4 % de la population mondiale.

Avec la notion de normes de consommation,

peut s'en tenir à une analyse globale de la valeur examinant comment elle se ventile entre salaires et plus-value. Il faut encore que la structure de la production soit adéquate à celle de la consommation en ce qui concerne les valeurs d'usage. Une société ne peut, par exemple, faire porter son effort sur la production de biens de luxe et privilégier en même temps les salaires. Il ne s'agit pas d'ailleurs ici d'un quelconque dépassement du marxisme mais plutôt d'une restitution des analyses de Marx quant au rôle de la valeur d'usage.

De ce point de vue, l'onde longue expansive a, entre autres facteurs, été rendue possible par une adéquation entre normes de consommation et conditions de production, que les régulationnistes ont baptisé "fordisme". En bref, la consommation des salariés est constituée, pour une part croissante, de produits manufacturés que ces mêmes salariés produisent dans des conditions assurant des gains importants de productivité. Ces gains de productivité permettent à leur tour de compenser les effets d'un salaire réel croissant sur la rentabilité du capital.

Pour que la reproduction du capital se réalise de manière dynamique, il faut finalement que soient réalisées trois séries de conditions :

- 1) la production de plus-value assurant la mise en valeur du capital ;
- 2) la réalisation de cette valeur en termes de grandes masses de valeur d'échange ;
- 3) la correspondance entre ce qui est produit et ce qui est consommé par chaque type de revenus.

Il faut encore que ces conditions ne soient pas réunies une fois de temps en temps mais reproduites en dynamiques garanties au cours du temps.

Cette grille de lecture nous conduit à mettre en lumière un troisième facteur de crise : le capitalisme rencontre non seulement des difficultés croissantes à obtenir à la fois profits et débouchés, mais il tend de plus en plus à se heurter à un obstacle supplémentaire, qui réside dans une déconnexion croissante entre la structure des besoins sociaux et les exigences de rentabilité. Le problème économique principal est ici celui de l'affectation du travail social : si l'on considère la société comme un tout, celle-ci dispose à un moment donné d'une certaine quantité de travail, qu'elle va choisir d'affecter dans tel ou tel secteur, en révélant ainsi les priorités qu'elle se fixe explicitement ou non. Or, cette affectation se réalise en combinant deux séries de critères qui n'ont aucune raison de coïncider. D'un côté, la recherche du profit maximum et, de manière plus précise encore, des perspectives de profit à un niveau le plus élevé possible sur une longue période de temps,

les régulationnistes ont insisté sur un aspect important de l'analyse de la reproduction sociale, qui porte sur l'articulation entre valeur et valeur d'usage. N'importe quel mode de consommation n'est pas compatible avec les conditions de la reproduction. On ne

DEUX SCHÉMAS DE LA CROISSANCE CAPITALISTE

Période initiale

Salaires	Profit	
Consommation salariale	PVC	

Croissance "fordiste"

Salaires	Profit	
Consommation salariale	PVC	ACCU

Croissance "post-fordiste"

Salaires	Profit	
Consommation salariale	PVC	ACCU

"sphère financière"

conduit à une règle que l'on peut assez simplement résumer ainsi : les capitaux tendent spontanément à s'investir dans les secteurs assurant la plus forte croissance possible de la productivité, car celle-ci est la base et la garantie d'un taux de profit maintenu à un niveau élevé. L'autre logique, que l'on pourrait avec Engels appeler celle des "effets sociaux utiles", conduit à donner la priorité aux besoins sociaux les plus urgents, ou les plus intenses. Sous le capitalisme, cette logique est présente, mais reste dominée : on ne peut vendre des marchandises qui ne répondent à aucun besoin social, et la satisfaction de certains besoins sociaux vient s'imposer à la logique spontanée du capitalisme, qui n'existe dans sa version pure que dans les manuels.

Notre thèse est que la période actuelle du capitalisme se caractérise par un fossé croissant entre les deux séries de critères, autrement dit par une difficulté croissante à assurer la correspondance entre ce que les gens veulent acheter et ce que le capitalisme veut produire. Alors que la période dite "fordiste" était caractérisée par un déplacement des normes de consommation vers les biens manufacturés (automobile, etc.) produits dans des conditions de forte productivité, la demande salariale des pays impérialistes se déplace vers des catégories de biens dont la satisfaction est assurée dans des conditions de moindre productivité. Si l'on revient sur la question de savoir pourquoi on ne referait pas avec un autre produit ce qui a été fait avec l'automobile, on s'aperçoit que la réponse essentielle se trouve du côté des normes de consommation et tient en deux points. D'une part, les produits de l'électronique ménager, sur lesquels on avait pu compter pour enclencher un "néo-fordisme", ne représentent pas un volume de marché suffisant : baladeurs, magnétoscopes, etc., sont en pleine expansion, mais un magnéto-scope vaut vingt fois moins cher qu'une voiture... Et surtout, la demande des salariés se porte spontanément vers d'autres sortes de biens, ou plutôt de services, qui ne sauraient, dans l'état actuel des techniques, être "industrialisés".

L'exemple le plus significatif est celui des dépenses de santé qui augmentent spontanément plus vite que le revenu et que l'on cherche pourtant à freiner dans tous les pays industrialisés — la raison de fond étant qu'elles ne peuvent donner lieu à une production associée à une forte productivité. Le capitalisme ne traite pas à égalité les différents types de demande : quand un ouvrier achète une voiture, il relance l'économie ; quand le même ouvrier se fait soigner, il participe à une croissance jugée "excessive" des dépenses de santé. En toute généralité, il ne fait pourtant, dans l'un ou l'autre cas, que satisfaire un besoin.

La modification de la répartition du revenu vers la troisième demande est donc dans le même temps une modification de la structure de la consommation vers les biens industriels ou vers les biens industriels à valeur moyenne supérieure. L'un des corollaires de cette évolution est d'ailleurs le rôle joué par la reproduction incessante des hauts de gamme : pour chaque produit qui entre dans la phase de la production de masse avec de fortes baisses de prix, il faut constamment recréer une différenciation et introduire par le haut de nouveaux modèles maintenant le volume de la demande. Mais cela ne peut se faire qu'en privilégiant la demande émanant des hauts revenus dont la structure correspond mieux aux exigences de mise en valeur du capital.

L'exclusion technologique

Insister sur cette dimension en introduisant la notion de "norme de consommation", ce n'est certes pas reprendre à notre compte la position régulationniste qui est au contraire mise en défaut aujourd'hui. L'un des aspects de la crise contemporaine est bien que, contrairement au postulat régulationniste, il n'existe aucun processus d'ajustement automatique des normes de consommation à la structure de production.

Cette figure du fractionnement est encore renforcée sous l'effet des mutations technologiques. L'un des principes de l'analyse marxiste du capitalisme consiste à ne jamais dissocier les innovations techniques des relations sociales au sein desquelles elles doivent venir s'insérer. C'est pourquoi il ne saurait y avoir de sortie de crise renvoyant purement et simplement à de telles innovations. L'un des paradoxes les plus étonnants de la situation actuelle est que le capitalisme dispose aujourd'hui de nouvelles méthodes de production qui permettent d'envisager une progression qualitative de la productivité du travail humain, ainsi qu'une réorganisation radicale des processus de travail. Mais ces potentialités ne peuvent prendre toute leur extension dans le cadre du capitalisme, qui pour se perpétuer, a besoin de reproduire à la fois le domaine d'extension



de son principe de fonctionnement essentiel, la loi de la valeur, ainsi que l'asservissement salarial. Il s'agit d'assurer la soumission de l'ensemble de la sphère économique à la domination de la logique du capital. Or, les mutations technologiques constituent une double entorse par rapport à cette domination. Elles impliquent une considérable économie de temps de travail qui ne ferait qu'accentuer les problèmes qui naissent de la crise du travail. De plus, elles supposent dans leur essence une réorganisation du travail dans un sens qui n'est pas compatible avec la discipline salariale : polyvalence, travail d'équipe, initiative, "implication", etc.

Pour la première fois dans son histoire sans doute, le capitalisme apparaît incapable de plier à sa logique toute une série d'innovations qui, du coup, restent en friche. Les possibilités que recèlent l'automatisation en termes d'économie de travail, ainsi que les instruments électroniques de communication en termes de circulation et d'échange d'information et de connaissances, sont absolument sous-exploités ou, si l'on préfère, sur-exploités mais sur des segments étroits donnant la priorité au futile et à l'élitisme.

Un livre récent (1), *La fin de la division du travail ?*, jette sur ces questions un éclairage intéressant. Comme son titre l'indique, c'est l'une des analyses qui se montrent le plus optimistes quant au contenu progressiste des nouvelles méthodes de production. Mais, en même temps, ses auteurs insistent sur cette idée fondamentale : « *Tant que les nouveaux modèles de production demeureront enfermés dans leur cadre privé étriqué, ils constitueront tout au plus une modernisation entravée, ne satisfaisant pas l'exigence qu'implique cette notion d'une rationalité intéressante l'ensemble de la société.* »

1) Horst Kern et Michael Schumann, *La fin de la division du travail ?*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris 1989.

RECESSION MONDIALE

Confronté à son incapacité d'absorber toutes ces potentialités, le capitalisme, et c'est l'une de ses caractéristiques essentielles aujourd'hui, va réagir en induisant des processus de toutes sortes de différenciation, dont nous avons vu déjà quelques exemples. Dans le domaine de l'organisation du travail, la tendance n'est pas à l'extension progressive à l'ensemble des secteurs des formes d'organisation et des méthodes les plus avancées, c'est, au contraire, une logique d'implantation sélective qui domine. Les deux sociologues déjà cités concluent leur ouvrage en insistant sur les évolutions qu'ils repèrent au cœur même de l'industrie allemande, et « qui consistent, pour les entreprises, à rejeter à l'extérieur, dans la mesure du possible, les phénomènes négatifs qui accompagnent les nouveaux modèles de production et, si cela n'est pas réalisable, à les concentrer, à l'intérieur, sur des secteurs isolés », et qui constitue « un facteur accentuant la formation de segments ».

Cette contradiction, classiquement marxiste s'il en est, entre développement des forces productives et rapports de production, peut alors être formulée ainsi : « Cet actuel morcellement du monde du travail entre acteurs gagnants ou résignés de la rationalisation, entre ouvriers sans aucune qualification, "marginalisés", entre victimes de la crise, entre chômeurs de longue durée, qu'exprime-t-il d'autre qu'une nouvelle forme d'inégalité en contradiction avec une conception historique et sociale de la modernisation ? »

Le capitalisme morcelé

Ces termes de morcellement, de segmentation, de scission, de fractionnement ou encore de déconnexion renvoient tous à une même tendance du capitalisme à délimiter la sphère dans laquelle il peut se développer intégralement. Ce processus est puissamment à l'œuvre au niveau mondial, sous forme d'une déconnexion accrue entre centre et périphérie : la disposition des nouvelles technologies crée une nouvelle base de dépendance et accompagne la formation d'une structure impérialiste tripolaire où chacun des sommets de la "triade" structure les zones de main-d'œuvre à bas salaires où il installera de manière sélective des unités de production avancée. Les Etats-Unis sont en train de reconquérir le continent américain avec l'Initiative pour les Amériques (2), à coup de traités de libre échange multilatéraux, qui sont autant de contrats léonins entre partenaires inégaux mis en concurrence. L'Asie se structure autour du géant japonais, de manière parfaitement hiérarchisée,

des "Quatre Dragons" aux pays les plus pauvres, en passant par les aspirants à l'industrialisation par les bas salaires comme la Malaisie ou les Philippines (3).

Quant à l'Europe, elle organise de manière moins dense ses différents cercles concentriques, qui vont du noyau dur du centre de la Communauté économique européenne (CEE) aux zones à bas salaires du Sud et de l'Est (4). La logique de ce modèle conduit, en ce qui concerne les pays de l'Est, à un pronostic très clair, d'ailleurs en cours de vérification : la pénétration de "l'économie de marché" n'y sera pas linéaire (voir l'article de C. Verla en p. 21). Au lieu de se



ruer vers un nouvel Eldorado, les investisseurs internationaux vont au contraire mettre en place des procédures de tri et de sélection des secteurs susceptibles de s'incorporer utilement à la division internationale du travail (5). Ce processus va donc avoir pour effet de fractionner, de dissocier les sociétés concernées, en rejetant, ou marginalisant, en "informalisant", etc., les secteurs non compétitifs et les segments de la main-d'œuvre incapables de s'adapter aux nouvelles technologies. Cette frontière pourra passer totalement à l'extérieur de certains pays particulièrement démunis.

Le capitalisme n'est donc pas sorti de sa crise. Mais, afin de préciser la portée de ce diagnostic, il convient de préciser sommairement les divers usages que l'on peut faire en économie de ce mot passe-partout. Une première distinction doit être établie entre la crise périodique et la grande crise : la première résulte du fonctionnement normal du cycle du capital, qui a toujours fait alterner des phases de prospérité et de récession. La forme du cycle peut changer selon que l'on se trouve dans une phase générale d'expansion ou de récession, et selon le degré de synchronisation entre les conjonctures des différents pays. Mais d'un point de vue théo-

rique, le principe de fond est que le capitalisme sort de manière endogène de ce type de crise ou de récession, autrement dit sans faire appel à d'autres mécanismes que le déroulement spontané du cycle.

Vers une longue période de crise rampante

La grande crise, comme celle des années 30, marque le passage d'une onde longue expansive à une onde longue récessive, c'est un tournant plus ou moins brutal, mais dont la profondeur met en cause tous les éléments du mode de croissance et qui suppose des transformations exogènes, autrement dit l'invention d'un nouveau cadre de fonctionnement, nécessaire pour renouer avec une croissance de long terme.

Mais il faut encore opposer deux acceptions du terme de crise, puisque le même terme peut à la fois désigner la phase brutale de retournement et les périodes longues où le capitalisme fonctionne de manière incertaine, où sa légitimité est remise en cause. Enfin, il est nécessaire de démêler l'écheveau des composantes de cette crise, et d'examiner à quel degré elle porte sur les principes mêmes de fonctionnement de l'économie capitaliste. De ce dernier point de vue, la période actuelle nous semble devoir être caractérisée comme une période de crise de système du capitalisme, car, pour la première fois dans son histoire, c'est son principe même de fonctionnement, la loi de la valeur, qui est mis en cause.

Cette véritable crise du travail est révélée par la montée inexorable du chômage capitaliste, qui ne laisse entrevoir aucune inflexion significative à court ou moyen terme. Cette montée découle du ralentissement de la croissance qui se combine avec la progression de la productivité pour conduire à un recul absolu du nombre d'heures travaillées. Face à cette évolution, le capitalisme choisit la solution du chômage, autrement dit l'expulsion en dehors de la sphère du travail rentable. Dans tous les pays capitalistes, on peut constater une détérioration globale du statut de salarié : les emplois précaires, mal payés, non déclarés occupent une part croissante, que l'on évalue en France à un emploi sur cinq. Ce "fordisme" à l'envers signifie sur le fond que la rationalité capitaliste, qui fait du temps de travail la mesure de toute valeur, ne parvient plus à régler de manière progressiste l'affectation du travail

2) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 mai 1991.

3) *Ibidem*.

4) Voir *Inprecor* n° 334, 337 et 342 des 5 juillet, 27 septembre et 6 décembre 1991.

5) Voir *Inprecor* n° 335 du 19 juillet 1991.

social. La loi de la valeur s'oppose de plus en plus au progrès humain.

Le cadre de raisonnement proposé ici s'inscrit parfaitement dans la thèse centrale de la théorie des ondes longues sur le caractère historiquement daté et non garanti de l'émergence de périodes expansives. Mais ce qui se passe aujourd'hui ne correspond pas au retournement brutal (fascisme + guerre) des années 40. Il s'agit plutôt aujourd'hui d'une offensive multiforme, rampante et qui prend la forme de grignotages, d'affaiblissements successifs, etc. plutôt que d'un choc frontal. Il s'agit d'obtenir le même résultat au prix d'une accumulation de défaites partielles. Nous sommes donc dans une phase

de transition entre une onde longue récessive et une onde expansive, période que l'on pourrait qualifier de crise rampante.

Le capitalisme est-il capable de sortir "par le haut" de cette période, en dégageant de la gangue de la crise un modèle social attractif ? Notre réponse est négative, en fonction de l'analyse qui précède. Il n'y a, en premier lieu, pas de perspective de retour au "fordisme", défini comme une croissance des salaires proportionnelle à celle de la production. L'austérité salariale et les inégalités sociales se trouvent durablement au cœur du modèle de croissance mis en place depuis le début des années 80. Il est impossible aujourd'hui de discerner une solution pro-

gressiste au problème du chômage dans le cadre du capitalisme. Le capitalisme contemporain a des atouts : il a suscité des innovations technologiques révolutionnaires, rétabli le profit et contenu les salaires, mais il ne peut cependant fonctionner que sur une base de plus en plus étriquée. Sa logique actuelle implique un durcissement des inégalités et des processus d'exclusion, aussi bien à l'intérieur des pays impérialistes, qu'à l'échelle de l'économie mondiale. Sur tous ces points, l'analyse marxiste nous semble confirmer sa supériorité sur les tenants de l'harmonie spontanée. ★

Janvier 1992

Le labyrinthe de la crise

Le dernier cycle d'expansion du capitalisme a été plus long que prévu, il a commencé dans les années 80 et s'est terminé avec cette décennie. Cependant, son intensité a été moins importante que celle enregistrée lors de la phase expansive qui a précédé la crise actuelle, avec de forts déséquilibres et une instabilité marquée ; elle n'a pas permis de restaurer des taux de profit équivalents à ceux antérieurs à la crise. Enfin, elle a débouché sur une nouvelle récession d'une gravité encore méconnue.

Mais, malgré tout cela, assiste-t-on à la création des conditions pour une nouvelle onde longue d'expansion ?

Jesus ALBARRACIN
Pedro MONTES

Selon l'explication traditionnelle, il faut une hausse substantielle du taux de croissance pour sortir de la phase de récession, hausse qui ne peut être obtenue que si la lutte des classes le permet. Mais, pour certains économistes, ce critère est faux dans la mesure où des transformations très importantes sont en train de surgir au sein du système, créant progressivement les conditions pour que le capitalisme entre dans une étape de relative stabilité économique et sociale. Selon ces économistes, nous sommes dans une période transitoire entre la phase récessive et la phase expansive de l'onde longue. De façon nouvelle, c'est bien le débat sur les possibles issues endogènes ou exogènes de la crise qui est posé.

La dernière phase d'expansion du capitalisme à l'échelle internationale a été longue, mais son intensité, en termes de croissance du produit intérieur brut (PIB) et d'accumulation, a été inférieure à celle enregistrée durant la phase d'expansion qui a précédé la crise de 1973. Le PIB des pays de l'Organisation de coopération et de dévelop-



pement économiques (OCDE) a augmenté durant la période 1983-1989 de 3 % par an, pour tomber en 1990 et 1991 à 2,6 % et 1,1 % respectivement, alors qu'entre 1960 et 1973 le taux annuel moyen était de 4,9 %, pour l'ensemble de l'OCDE et pour chacun des principaux blocs impérialistes.

L'épidémie de l'endettement

La restauration du taux de profit s'est produite dans des circonstances avantageuses, qui ne peuvent pas se répéter dans les années qui viennent. D'abord, l'économie mondiale a pu compter sur l'élan de l'expansion nord-américaine qui, grâce à un énorme déficit intérieur, a encouragé les exportations des autres pays, en facilitant pour eux une certaine reprise. La balance en comptes courants des Etats-Unis est passée d'un excédent de 7 milliards de dollars en 1981, à un déficit de 160 milliards en 1987, soit 3,6 % de son PIB. Ce déficit extérieur s'est reflété dans une augmentation substantielle du déficit public, qui s'est maintenue

RECESSION MONDIALE

durant la période 1982 à 1988 au-dessus de 3 % du PIB. Ensuite, la chute du prix des matières premières entre 1982 et 1986 et celle du prix du pétrole en 1985 (qui est passé de 27,4 dollars en 1985 à 15 dollars en 1986 en moyenne pour le pétrole importé par les pays de l'OCDE) a entraîné un transfert substantiel des revenus des pays producteurs vers les pays consommateurs, qui a contribué à prolonger la reprise. Enfin — et même si ce fait n'a pas la portée des précédents — suite au krach boursier d'octobre 1987, les gouvernements ont pris transitoirement des mesures monétaires expansives afin d'éviter un effondrement des marchés financiers après la récession annoncée. Cet ensemble de facteurs a joué un rôle important tant dans l'intensité de la croissance des années 80 que dans sa durée, de sorte que la période peut difficilement se répéter et qu'elle est quelque peu artificielle.

Ce point de vue est renforcé par l'analyse d'un autre trait de l'évolution économique récente. Le fort endettement dans lequel se sont plongés tous les secteurs économiques de la plupart des pays a eu comme effet une hausse de la demande et a permis de soutenir l'activité, tout en limitant les chances d'expansion future.

Les déficits du secteur public se sont progressivement accumulés et, au début des années 90, tous les pays affichent un rapport endettement du secteur public/PIB sensiblement plus élevé qu'avant la reprise. Dans la Communauté économique européenne (CEE), ce rapport a augmenté de 15 points, passant de 45 à 60 %, avec des hausses spectaculaires dans certains pays comme la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas ; aux Etats-Unis, cette hausse a aussi été de 15 points. La plupart de ces pays continuent d'aggraver leur déficit public et la charge de la dette a augmenté de façon significative dans beaucoup d'entre eux, constituant un obstacle important pour leur politique fiscale. La marge de manœuvre de la plupart des pays pour adopter une politique fiscale expansive s'est donc vue réduite.

Il en va de même pour les entreprises, dont le rapport des bilans entre les ressources propres et extérieures et l'endettement par rapport aux PIB montre une aggravation tout au long de la décennie, malgré la récupération enregistrée des excédents. Enfin, on peut dire la même chose de l'économie des ménages, dont l'endettement par rapport aux revenus disponibles s'est dégra-

dé de façon importante. C'est ainsi que, entre 1980 et 1990, par exemple, l'endettement des ménages a augmenté aux Etats-Unis, passant de 77 % du revenu disponible à 96 % : au Japon de 58 à 92 %, en Allemagne de 76 à 87 %, en Grande-Bretagne de 48 à 105 %. Toute perspective de reprise doit tenir compte de cette hausse de l'endettement de tous les secteurs économiques, ce qui les limite de manière importante.

La croissance réduite de la productivité

L'augmentation de l'endettement s'est accompagnée d'une chute sensible de l'épargne nationale, qui est à un niveau inférieure à celle enregistrée dans la phase expansive. Pour les pays du Groupe des 7, le taux d'épargne était de 10 % dans les années 80 — il représentait 13,5 % du PIB dans les années 60 et 70. Pour les ménages et les entreprises familiales, le taux d'épargne a chuté entre 1980 et 1990 aux Etats-Unis de 7,3 à 4,3 % ; au Japon de 17,9 à 14,3 % ; en France de 17,6 à 12 % ; en Italie de 21,6 à 15,6 % et ainsi de suite, sauf en Allemagne. Le recul de l'épargne s'est accompagné d'une chute de la moyenne de la part des investissements dans le PIB, ce qui s'est traduit par une croissance fortement réduite. Après une hausse moyenne de 3,8 % durant la période 1960-1973 pour les pays de l'OCDE, l'augmentation s'est vue réduite à 2 % entre 1983 et 1990. Dans les secteurs des entreprises, elle n'a pas dépassé 1,5 % entre 1973 et 1990, contre 4,1 % en 1960-1973 — ce phénomène touche tous les pays, quelles que soient les fortes différences qui existent entre eux.

La croissance moindre de la productivité est un trait important de la dernière période, mais elle doit être nuancée suivant les différents secteurs économiques. Dans l'industrie, noyau de la production de la valeur, l'augmentation de la productivité a été plus forte que dans les services ; mais cette croissance, contrairement au passé, a été essentiellement due à la diminution de l'emploi. L'augmentation des emplois s'est située dans le secteur des services — la productivité de ce secteur s'est donc peu accrue — ; il s'agit de postes très précaires. En outre, le chômage a été réduit ces dernières années — jusqu'à une date récente, où il a recommen-

cé à augmenter à cause de la récession de certains pays — mais il se maintient à un niveau très élevé, ce qui confirme que chaque cycle conjoncturel d'expansion commence avec un niveau supérieur de chômage, en termes absolus et relatifs. Au sommet de la reprise précédente, le chômage frappait 25 millions de personnes ; actuellement, il en concerne 28 millions.

La dernière reprise s'est accompagnée de forts déséquilibres économiques internationaux.

Face à l'importance du déficit extérieur américain, la balance des paiements du Japon et de l'Allemagne a enregistré des excédents importants. La brèche de ces déséquilibres s'est vue réduite ces derniers temps, mais les flux financiers, qui devraient arriver pour solder les balances courantes, n'ont pas diminué, car aux nécessités de financement provoquées par chaque nouveau déficit, il faut ajouter celles dérivées du refinancement des soldes antérieurs s'ils n'ont pas été couverts par des ressources stables.

L'instabilité internationale

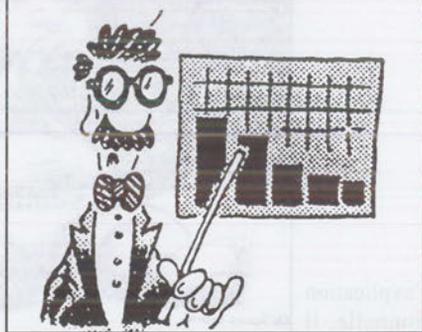
Ces déséquilibres des balances de paiement sont à la base de l'importante augmentation des flux financiers internationaux, mais la complexité et les dimensions prises par la sphère financière dépasse l'importance de ces déséquilibres. L'internationalisation des marchés de capitaux et la dérèglementation des marchés ont créé une énorme bulle financière, dans laquelle se produit une hyperactivité de l'économie réelle, surtout nourrie par la spéculation.

En outre, le problème de la dette du tiers monde est loin d'être résolu, même si les risques qu'elle faisait peser sur les systèmes bancaires des pays créditeurs ont été désamorçés — mais elle s'est aussi aggravée avec la faillite des pays de l'Est.

Cette caractéristique des marchés financiers peut s'étendre aux marchés de change, autre terrain de spéculation. Durant les années 80, il y a eu une grande instabilité des types de change. La dernière décennie a commencé avec une réévaluation importante du dollar, poussé à la hausse par les taux d'intérêt américains élevés dans le but de financer le déficit de la balance des paiements, pour ensuite, à partir de 1985, enregistrer une chute accélérée du dollar qui ne pouvait plus maintenir sa valeur en étendant et en prolongeant le déficit en comptes courants.

Les déséquilibres extérieurs sont aggravés par la force de la spéculation et l'absence d'une monnaie stable comme base du système monétaire international : tout cela contribue et encourage un climat d'insécurité économique internationale peu propice à

Les nations doivent réduire les salaires pour rester compétitives sur le marché mondial...



un développement stable et ferme de l'accumulation du capital.

Comme nous avons essayé de le montrer, le capitalisme est traversé par de graves problèmes qui entâchent les résultats obtenus durant la dernière décennie et qui sont autant d'obstacles pour une reprise future. Quant aux possibilités pour que cette reprise représente en plus le début d'une nouvelle onde expansive, il faut souligner que les succès d'une restauration du taux de profit par le passé ont été assez limités. Si on observe l'évolution du taux de rentabilité dans les pays de la CEE, on constate que la reprise des années 80 n'a pas été suffisante pour rétablir le niveau du début des années 70. Cette reprise s'est appuyée sur la croissance des excédents dérivés de l'expansion économique elle-même et surtout des effets de la redistribution des revenus imposés par les politiques d'austérité, qui ont rencontré plus ou moins de résistance de la part des travailleurs. En conséquence, les salaires indirects et différés ont subi des coupes sombres à cause de la remise en cause générale de l'Etat-providence. Cependant, ni les salaires directs ni l'Etat-providence n'ont diminué de façon suffisamment importante pour permettre une récupération du taux de profit au niveau où il se situait avant la crise des années 70. Pour les pays de la CEE, les dépenses publiques ont augmenté de 12,7 points entre 1970 et 1982 par rapport au PIB. Ensuite, elles ont diminué de 1 point seulement.

Les transformations durant la crise

Depuis la moitié des années 70, certains auteurs français ont analysé la crise à partir d'une perspective nouvelle. En se réclamant totalement ou partiellement de Marx, selon les auteurs, ils y ont intégré certains apports keynésiens. Les contributions de ce courant sont éparpillées et hétérogènes, mais ces auteurs peuvent être classés dans ce qu'on appelle l'"école de la régulation" (1). Récemment, le débat s'est vu enrichi par d'autres économistes qui se placent dans le champ d'analyse des ondes longues et qui soutiennent le caractère exogène du passage de la phase récessive à la phase expansive, tout en intégrant une partie importante des schémas des "régulationnistes".

Selon ces derniers, la récupération soutenue du taux de profit n'est pas un critère permettant de savoir si l'économie capitaliste sort de sa crise ; mais il s'agit de savoir si elle pourra atteindre une certaine stabilité sociale, quel que soit le niveau du taux de profit ou de la croissance économique, par de nouvelles régulations qui lui permettront de concilier ses contradictions avec suffisamment de consensus social et d'efficacité

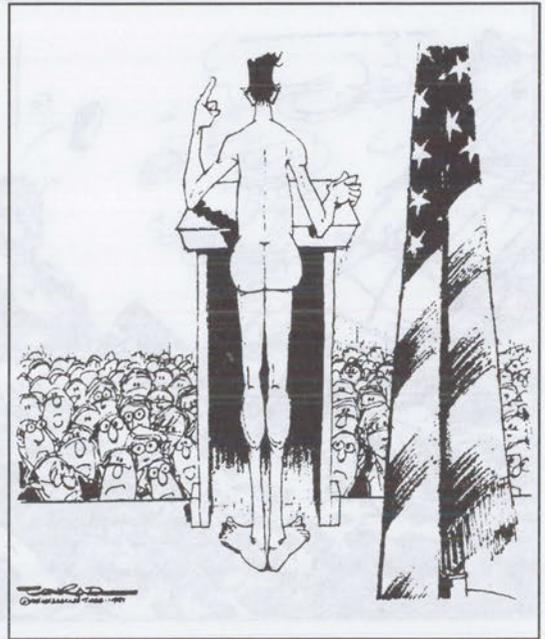
économique. Selon eux, tout au long de la dernière décennie, il y a eu des changements significatifs dans ce sens que l'on pourrait résumer comme suit.

D'abord, des transformations se sont produites dans la régulation des salaires qui peuvent jouer le même rôle à moyen terme que les défaites de la classe ouvrière qui ont eu lieu lors des autres ondes longues récessives. Auparavant, il était couramment admis que les salaires réels augmentaient avec la productivité, de sorte que leur participation aux revenus se maintenait ; actuellement, le fait que les salaires se maintiennent au niveau du pouvoir d'achat est légitime. Le recul de la participation des salaires dans le revenu national est donc accepté, ce qui revient à accepter l'augmentation du taux d'exploitation. En lien avec cela, une véritable crise du travail s'est produite. Durant l'onde expansive, l'emploi aurait augmenté parce que la production augmentait plus que la productivité et, qu'en outre, le temps de travail se trouvait réduit. Aujourd'hui, la croissance de la productivité se fait sur le dos de l'emploi et du maintien du temps de travail.

La crise de l'emploi dans les secteurs productifs, le taux de chômage, la précarité et la marginalisation montrent qu'on assiste à une "dualisation" entre les travailleurs. La division interne de la classe ouvrière n'est pas nouvelle, mais durant la phase expansive il y avait une tendance à l'homogénéisation, notamment par les salaires, ce qui aujourd'hui serait justement le contraire. Cela suppose un changement substantiel dans le comportement des salaires. Tout cela ne constitue pas une victoire décisive de la bourgeoisie, mais c'est une avancée pour ses intérêts.

Deuxièmement, selon ces auteurs, la reprise du taux de profit a été insuffisante parce que la croissance de la productivité est très basse par rapport aux technologies existantes et aux nouvelles formes d'organisation du travail, mais on peut citer certains éléments qui nuancent ce fait.

D'abord, la dernière phase d'expansion s'est appuyée sur les services, dont la productivité est plus faible, poussant vers le bas la croissance de la productivité globale — cela ne veut pas dire que l'industrie ne serait pas en train de croître. Ensuite, on n'assiste pas à une réalisation intégrale des changements technologiques, à cause de l'incapacité du capitalisme à les incorporer (il s'agit de méthodes plus coûteuses et plus difficiles à généraliser, elles impliquent une pénétration plus lente, etc.), mais le potentiel



« Il paraît qu'on dit que je n'ai pas de politique économique ! »

existe. Enfin, le changement substantiel qui s'est produit dans le domaine des salaires permet de compenser, par le taux de profit, un taux de croissance de la productivité inférieure.

En troisième lieu, la façon dont la demande a été soutenue malgré la faible croissance des salaires suppose aussi un changement significatif. Pendant la phase expansive, une régulation avait été établie, la participation des salaires au revenu national se maintenait, la demande et la production augmentaient de façon harmonieuse, encouragées par la consommation des ménages. Aujourd'hui, et alors qu'il y a croissance, ce ne sont pas les salaires qui en profitent, mais les profits. La consommation qui provient des salaires n'augmente pas, mais le système financier canalise une partie de l'excédent créé dans les entreprises vers la consommation non-salariale. En effet, les difficultés qui existent pour trouver des investissements productifs rentables poussent des flux importants de capitaux vers le système financier, qui s'enfle considérablement. Mais à travers les taux d'intérêt élevés, une partie des bénéfices finit par parvenir aux familles riches qui, elles, augmentent leur consommation. La "financiarisation" croissante de l'économie facilite la consommation, en amortissant les effets négatifs de la distribution des revenus, au détriment des salaires, dans la réalisation de la plus-value, faute de demande.

Finalement, selon eux, on peut déceler

1) Voir Michel Aglietta *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris 1976 et Robert Boyer *La théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, Paris 1986, ainsi que les études du centre d'Etudes prospectives d'économie mathématique appliquée (CEPREMAP) et du Groupe de recherches et d'études sur les systèmes productifs (GRESPE).



« Ben... oui ! Je crois qu'une récession est possible ! »

un "nouveau dualisme", c'est-à-dire une tendance au fractionnement des économies en deux secteurs : d'un côté, l'industrie moderne et certains services informatisés ou informatisables caractérisés par des taux de croissance élevés de la productivité, à salaires relativement élevés, mais peu créateurs d'emplois ; de l'autre, le reste des services avec une faible productivité, plus à l'abri de la concurrence, créateurs d'emplois mais plus précaires et avec des salaires inférieurs. Cette "dualisation" est nécessaire à la reproduction du capital, étant donnés les changements signalés plus haut. En effet, durant la dernière phase d'expansion, la contradiction entre la récupération du taux de profit et le maintien de la croissance de la demande a pu être réglée par la substitution à la consommation non salariale de la consommation salariale. Mais celle-ci ne peut pas être une solution permanente, car, à long terme, la contradiction demeure et la seule solution consiste à déconnecter la détermination du taux de profit du maintien de la demande par le biais d'un nouveau dualisme : d'un côté, un secteur compétitif, avec une forte croissance de la productivité et un taux de profit élevé ; de l'autre, un secteur non soumis aux exigences de la rentabilité capitaliste ou qui compenserait la croissance de la productivité par des salaires inférieurs, mais créateur d'emplois.

En conclusion, pour ces auteurs, la phase récessive a été caractérisée par une chute moins brutale que lors des ondes antérieures ; nous serions aujourd'hui dans une phase intermédiaire prolongée dans laquelle le dualisme croissant peut jouer le même rôle que le fascisme, par exemple, dans l'onde précédente. La nouvelle onde d'expansion se fera par une dégradation des conditions de vie d'une grande partie des

travailleurs, de sorte que le capitalisme ne sera plus "progressiste". Mais il peut y avoir une issue à la phase récessive sans un grand saut dans l'accumulation et la croissance, c'est-à-dire que le capitalisme trouverait une forme de stabilité sociale différente de celle des années 50 et 60 (basée sur la croissance des salaires pour tous, sur l'Etat-providence, etc.). Une croissance soutenue, même si elle est faible, peut lui permettre de préserver un certain soutien social, de stabiliser les rapports sociaux et d'obtenir un certain consensus, malgré le dualisme ; par ailleurs, il reste toujours le recours à la coercition. De toute façon, ces bases ne sont pas encore définitivement assises : il faudrait une usure de la classe ouvrière encore plus importante pour que les gens acceptent n'importe quel emploi. Tout ne sera pas facile pour le capitalisme, mais c'est ainsi qu'il essaye de sortir de la crise.

De nouveaux mécanismes de régulation ?

Les opinions sur la situation — les résultats modérés obtenus par le capitalisme lors de la dernière reprise, les spécificités de celle-ci, la "financiarisation" croissante, la dualisation sociale, la reprise insuffisante du taux de profit, les éléments d'instabilité — qui se basent sur un examen des conditions économiques et sociales dominantes dans la plupart des pays — constituent un substrat commun à toute la gauche. Une autre idée qui semble être partagée est que les conditions n'existent pas qui permettraient au capitalisme d'entreprendre une reprise vigoureuse, prélude au début d'une nouvelle phase expansion. Cependant, l'affirmation selon laquelle il y aurait une voie stable pour le capitalisme, pavée de certaines transfor-

mations en cours, est assez discutable. Les "régulationnistes" pensent que cette voie existe et ils l'envisagent comme un avenir logique et prévisible. De notre côté, bien qu'il soit osé de considérer cet avenir comme totalement impossible, nous soutenons que les changements en cours n'ont pas une telle importance et qu'ils ne sont pas très différents de ceux intervenus dans d'autres phases de crise du capitalisme — nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'attendre une période stable pour le système. Comme lors d'autres moments historiques comparables, le dénouement qu'on peut prévoir sera sûrement fait de convulsions et lié à des événements politiques et sociaux de grande portée, dans lesquels la lutte des classes jouera un rôle décisif.

Un des problèmes du "régulationnisme" est sa tendance à interpréter comme des caractéristiques spécifiques d'une période des facteurs qui ne sont que des traits généraux de toute situation de crise, ce qui entraîne des généralisations abusives et donne une importance de premier plan à certains phénomènes. C'est ce qui arrive avec le "néo-dualisme", un phénomène qui n'est pas nouveau dans les crises du capitalisme et qui ne devrait pas être considéré comme un mécanisme de régulation spécifique dans la crise actuelle (2). Le chômage, comme première expression de cette dualité, a été tout aussi important à d'autres moments historiques, et les séquelles de l'affaiblissement et de la segmentation de la classe ouvrière, la surexploitation de certains de ses secteurs, la dégradation des conditions de travail sont les manifestations habituelles de toute crise. La dualisation sociale tend à s'accroître dans les périodes de stagnation et à s'amortir dans celles d'expansion. Historiquement, ce n'est pas cette voie qui a permis une augmentation suffisante du taux d'exploitation permettant une reprise du taux de profit afin d'amorcer un changement de tendance.

De la même manière, les "régulationnistes" soulignent l'importance des nou-

2) Certains phénomènes de la crise actuelle, comme la précarisation, les bas salaires dans certains secteurs ou la segmentation de la classe ouvrière, semblent nouveaux mais ne le sont pas. Dans les années 30, par exemple, les travailleurs à la pièce ne savaient pas le matin s'ils allaient toucher une paye ou pas ; les inégalités salariales étaient tout aussi énormes — entre ceux qui touchaient un salaire hebdomadaire et ceux qui étaient mensualisés, entre les travailleurs à la pièce et ceux qui étaient embauchés fixes, entre ceux qui travaillaient dans le privé ou le public, etc. Dans une période où il y avait des déflations de prix, les intérêts immédiats des différentes couches de travailleurs divergeaient souvent (les travailleurs à la pièce, par exemple, voyaient leurs revenus chuter avec la baisse des prix, ce qui n'était le cas des employés ni des fonctionnaires, dont le pouvoir d'achat augmentait mois après mois). Voir les descriptions de C. P. Kindelberg, *La crisis económica 1929-1939*, Editorial Critica, Madrid 1985.

velles "normes salariales", la reprise du pouvoir d'achat devenant un objectif minimum face au maintien des augmentations salariales équivalentes à celles de la productivité. Outre le fait que la "norme salariale" est un concept "régulationniste" qui pose problème, il ne semble pas nouveau qu'en temps de crise les travailleurs soient dans des conditions moins favorables pour négocier leurs salaires. En plus, dans la période actuelle, il faut souligner certains faits qui limitent la portée des acquis obtenus par le capital. Pendant les années 80, les salaires ont augmenté en dessous du taux de productivité dans la plupart des pays, mais cette situation s'est inversée ces dernières années dans de nombreux pays — le discours des gouvernements qui disaient aux travailleurs que la modération salariale était la meilleure façon d'accéder à la reprise économique et d'arrêter le chômage s'est épuisé. Par ailleurs, les salaires se sont désaccéléérés pendant les années 80, mais la productivité aussi, de sorte que la différence qu'a pu obtenir le capital, autour de 1 %, ne peut pas être considérée comme une grande victoire. Ce n'est pas par la régulation des salaires, en conclusion, qu'on donnera les assises minimum à la sortie de la crise.

Le problème de la faible productivité est plus important dans l'évolution du système que ne le suggèrent les "régulationnistes". Si on prend la "règle salariale dominante", il pourrait sembler anodin, mais nous avons déjà dit que cette règle n'est pas stabilisée et qu'elle n'a pas fourni de grands avantages dans le domaine de la distribution des revenus.

Enfin, il faut tenir compte du fait que le taux de profit n'est pas indépendant de la productivité : il augmente proportionnellement à celle-ci, ainsi qu'à la distribution des revenus en faveur des profits, alors qu'elle diminue lorsque l'intensité du capital croît. Du point de vue de la demande, l'avance de la productivité n'est pas indifférente, étant donné que pour une différence donnée entre la croissance de la productivité et des salaires, le niveau des deux variables n'est pas le même. La question politique n'est pas négligeable : le système apparaîtra d'autant plus "progressiste" et il sera mieux accepté qu'il est plus productif.

En ce qui concerne la question de l'hypertrophie financière, il faut nuancer les positions des "régulationnistes" à

deux niveaux. D'abord, il faut réduire l'importance du rôle qui lui est donné, en tant que nouvelle voie qui permettrait de résoudre la contradiction de la demande. Ensuite, il faut tenir compte de l'instabilité qu'elle a introduite dans le système, et qui est loin d'être neutralisée.

Dans les phases de stagnation prolongée — et c'est un trait de l'histoire du capitalisme —, en l'absence d'une rentabilité suffisante du capital dans le domaine productif, des activités spéculatives se développent, impliquant un mécanisme d'exploitation supplémentaire des travailleurs. Ce n'est pas nouveau, même s'il n'est pas inutile de souligner que l'exploitation par cette voie n'a jamais constitué un moyen pour dépasser les ondes longues dépressives ; l'exploitation n'apporte aucune stabilité au système et elle lui ôte une partie de la légitimité obtenue par l'exploitation aseptique qui donne sa "neutralité et efficacité au marché", incluant celui de la force de travail.

La fièvre de la spéculation

La "financiarisation" de l'économie est plus complexe qu'un mécanisme de régularisation. L'extraordinaire développement de l'activité financière qui a eu lieu lors de la dernière phase d'expansion et les hausses spéculatives sur les marchés des valeurs et dans le secteur immobilier, qui ne se sont pas encore dégonflées, constituent une bombe à retardement accrochée au système, qui peut éclater à tout moment et qui provoque une crise aux conséquences imprévisibles.

Une multitude de nouveaux instruments financiers, de nouveaux marchés, de nouvelles institutions et de nouvelles opérations ont fait du capitalisme un énorme casino, où des masses faramineuses de capitaux errants, qui n'ont pratiquement aucun rapport avec les flux réels dont ils multiplient la valeur par cent, cherchent des rentabilités par des

paris spéculatifs qui se font 24 heures sur 24. L'instabilité intrinsèque de tout ce montage est indiscutable et, dernièrement, nous avons connu certaines commotions financières — le krach des marchés des valeurs en 1987, la répétition de 1989, la panique

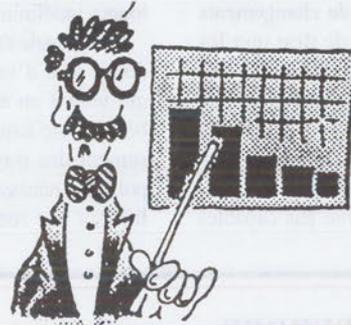
provoquée, par exemple, lors du début du conflit au Moyen-Orient, la chute de plus de 30 % de la Bourse de Tokyo depuis 1990 — qui doivent être interprétées comme des signaux de quelque chose qui doit arriver : la désactivation de la bulle financière qui a été créée.

La taille actuelle de la sphère financière n'a pas de précédent dans l'histoire, même pas dans les années qui ont précédé la

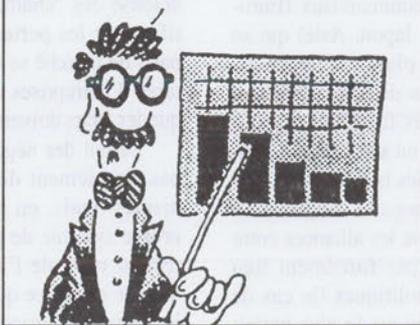
crise de 1929. Les niveaux de cotations des principales bourses, à l'exception de celle de Tokyo, sont encore plus élevés qu'à la veille du krach de 1987, après s'être récupérés de cette épreuve et d'autres semblables. A cause de ces niveaux, qui donnent une rentabilité aux actions inférieure aux intérêts des marchés financiers sans qu'il y ait des perspectives de plus-value, à cause de leur caractère spéculatif et de divers mouvements de capitaux, on ne peut pas écarter la probabilité de nouvelles convulsions financières. Avant d'entrer dans un nouveau cycle d'expansion comme celui des années 80, et surtout avant d'entrer dans une onde longue expansive, un assainissement du système semble indispensable pour détruire une partie du capital financier. Aucune reprise substantielle ne peut se faire tant qu'il y aura l'obstacle de l'hypertrophie et de la dégradation financière.

Ainsi, sans négliger le rôle que la "financiarisation" a joué ces dernières années en tant que régulateur économique, qui a permis de fermer la brèche entre la production et la demande dans certaines conditions de distribution des revenus ; cet effet n'a pas été, à notre avis, si important et il ne peut pas masquer la dimension démente prise par la sphère financière. Le développement de cette dernière en tant que mécanisme permettant de soutenir l'expansion économique répète d'autres moments de l'histoire du capitalisme, mais son ampleur et ses caractéristiques reflètent des conditions spécifiques de son évolution actuelle — internationalisme du capital, décomposition du système monétaire international, dérégulation des marchés — qui rendent plus instable et

Les Etats-Unis réduisent les salaires pour faire concurrence au Japon ; le Japon réduit les salaires pour concurrencer la Corée ; et ainsi de suite...



... jusqu'à ce que partout les travailleurs ne gagnent plus assez pour pouvoir acheter ce que nous produisons !



RECESSION MONDIALE

dangereux le château de cartes construit par l'expansion financière et le développement du crédit. Une nouvelle onde longue sans un assainissement nous semble impossible, même pour une récupération conjoncturelle.

Certains "régulationnistes" soutiennent que le capitalisme traverse une phase de transition entre une onde longue récessive et une autre expansive, cela signifierait une sortie rampante de la crise. A notre avis, ce n'est pas vrai.

Sortie rampante de la crise ?

Il n'y a pas seulement de changements décisifs qui permettraient de dire que les conditions pour que le capitalisme entre dans une nouvelle phase expansive ont été créées et sont en préparation — ce que les "régulationnistes" partagent lorsqu'ils parlent de phase de transition — mais les régulations internes ne sont même pas capables

d'assurer une phase stable modérée de croissance. L'instabilité sera un trait dominant de l'avenir proche, en surface — faible croissance, chômage en hausse, frictions interimpérialistes, tendances protectionnistes, agitation financière — comme au fond du système — possibilité d'une récession généralisée, détérioration de la situation sociale, crises financières. Il n'y a pas de mécanismes garantissant une reproduction et une accumulation soutenues, même à un rythme plus bas que lors des ondes longues expansives, mais, en même temps, il n'y a pas lieu de penser que cette situation pourra se prolonger indéfiniment.

La "dualisation" sociale, à laquelle il est donné tant d'importance, est un processus qui tend à un affrontement des classes. La bourgeoisie tentera de profiter de l'affaiblissement des travailleurs pour imposer une politique nécessaire pour sortir de la crise. Il lui faut une récupération drastique du taux

de profit, et donc une hausse sensible du taux d'exploitation qui nécessite à son tour une défaite politique des travailleurs. Les effets corrosifs de la crise affaiblissent la classe ouvrière, mais la défaite n'est pas inévitable. Les travailleurs, face à une dégradation continue de leur situation et sans perspectives d'amélioration, peuvent offrir une résistance si acharnée et livrer des batailles si dures qu'ils imposent à la bourgeoisie l'arrêt de ses projets pour ne pas mettre en danger le système lui-même. Dans ce cas, il y aurait un retournement dans l'orientation économique dont le libéralisme, en tant que doctrine, et le marché, en tant que panacée, seraient les victimes, cela ouvrirait la voie à une politique interventionniste de l'Etat et de soutien de la demande, retrouvant, pour gagner du temps, la tradition keynésienne. ★

Madrid, 6 février 1992

ETATS-UNIS / EUROPE

La bataille du GATT

La fameuse "globalisation" accrue de l'économie capitaliste n'est pas synonyme de réduction de la concurrence et d'apparition d'un "nouvel ordre" vertueux. Mais elle peut éventuellement indiquer que le marché ciblé par les principaux produits est maintenant celui des 600 millions de consommateurs des pays d'Amérique du Nord, du Japon et d'Europe de l'Ouest.

Tel est un des enjeux de la huitième négociation de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) amorcée depuis 1986, sous le nom d'Uruguay Round.



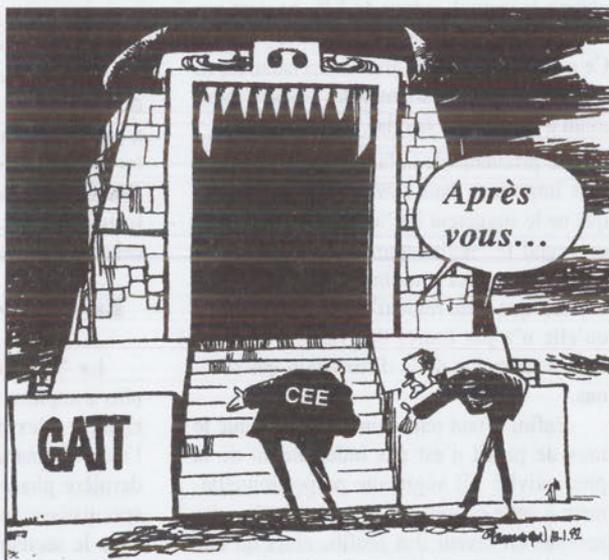
Claude GABRIEL

La mutation de l'économie mondiale est le produit de sa crise. La recherche empirique

de solutions secteur par secteur et de remèdes fragmentaires modèle peu à peu des changements importants du commerce mondial, de la division internationale du travail, des structures des entreprises, etc.

Deux grands problèmes s'entremêlent : celui de la réorganisation des grands groupes industriels et de leur besoin d'accaparer des parts de plus en plus importantes du marché mondial pour leurs principaux produits ; et celui des grands blocs commerciaux (Europe, Amérique du Nord, Japon, Asie) qui se présentent de plus en plus, à l'intérieur, comme de vastes zones de libre échange, mais qui réorganisent aux frontières de nouveaux protectionnismes ou seuils de tolérance, selon les produits et les branches.

Ces deux phénomènes sont évidemment contradictoires. Alors que les alliances entre multinationales n'ont pas forcément lieu selon les découpages politiques (le cas de l'industrie automobile en est le plus parfait



exemple, malgré la "diabolisation" de l'industrie nipponne par les médias nord-américains et européens), les Etats, eux, doivent faire face aux retombées sociales et politiques.

L'accroissement des alliances internationales se combine en effet avec un approfondissement des concentrations proprement "nationales". Et, pour un grand nombre de produits, on en est encore à l'étape de la défense des "champions nationaux" respectifs, dont les pertes de compétitivité et de parts de marché se traduisent par des fermetures d'entreprises et par un chômage accru que les Etats doivent gérer.

Le but des négociations du GATT n'est pas simplement de réduire les protectionnismes, mais, en réalité, de réformer son propre système de protection tout en faisant reculer celui de l'adversaire. C'est notamment le cas en ce qui concerne la bataille sur les échanges agricoles qui oppose les Etats-

Unis et la Communauté économique européenne (CEE) — principalement pour les céréales, les substituts dérivés du soja et du maïs, la production laitière et la viande. Dans la CEE, les Pays-Bas, le Danemark et la France, pays excédentaires, entretiennent le conflit le plus âpre avec les Etats-Unis.

La bataille en cours a donc de nombreuses conséquences d'ordre économique, social et politique, où se retrouvent pêle-mêle le contrôle des déficits publics, la défense des grosses sociétés d'agro-business, les relations politiques entre gouvernements et agriculteurs, le système des prix, le contrôle des marchés, etc. Ainsi, en France, pour chaque emploi dans l'agriculture, existent deux autres emplois dans l'industrie agro-alimentaire

Les produits agricoles et alimentaires représentaient 12 % des échanges mondiaux en 1990 (contre 20 % en 1970), dont 3 % pour les simples produits primaires. Parmi ces derniers, seul le marché du blé est un terrain de concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe. Celle-ci, encore importatrice de cette denrée en 1970, détient maintenant 17 % des exportations mondiales, contre 36 % aux Etats-Unis. Là n'est donc pas la seule raison de la guerre commerciale actuelle.

La pomme de discorde

Le principal problème est celui de la reconversion nécessaire des systèmes de gestion et de régulation agricoles. La crise économique et les déficits budgétaires l'imposent. C'est la fin d'une époque, mais les deux camps veulent en réduire les effets sociaux, politiques et financiers, en faisant d'abord céder les protectionnismes de l'adversaire.

La politique agricole nord-américaine est encadrée par des lois (les *Farm Bills*) qui règlent en principe les prix, l'offre et les aides à l'exportation. La loi, régulièrement corrigée, détermine *a priori* un prix garanti sur lequel sera gagé le prêt d'avance sur récolte fait à l'agriculteur, le *Loan Rate*. L'exploitant peut, si le prix réel du marché est inférieur au *Loan Rate*, placer ses récoltes auprès des services publics de stockage (régulant l'offre) et assurer ainsi le remboursement des avances sur récolte. Il existe aussi un "prix" supérieur au *Loan Rate* mais c'est une subvention à l'agriculteur qui s'oriente vers une limitation de la production, notamment par le gel des terres. Ainsi, alors que la situation excédentaire est la plus courante de nos jours, les producteurs disposent d'un complément de revenu assuré.

En matière d'exportations, les Etats-Unis disposent d'un programme d'aide (5 milliards de dollars par an pour la loi votée

en 1990). Ces subventions sont variables et déterminées en fonction de la destination afin de pratiquer du *dumping* et de gagner des marchés fort peu solvables (ancienne Union soviétique, Chine, Maghreb, etc.). La différence entre le prix sur le marché mondial et celui offert peut être de l'ordre de 40 %.

Tout ce système entre en crise dès lors que le marché exerce durablement une tendance à la baisse que les finances publiques doivent compenser. De 1984 à 1990, la subvention pour inciter à la réduction de la production est passée de 24 dollars à 75 dollars la tonne de blé.

Les faiblesses de la PAC

L'Europe communautaire n'est pas mieux lotie. Son système de "politique agricole commune" (PAC) date de 1962. La CEE dispose d'un système très protégé pour toutes les productions en concurrence avec d'autres pays. A l'inverse, elle offre une grande liberté d'accès à son marché pour le reste : produits tropicaux (Convention de Lomé), mais aussi soja ou gluten de maïs qui constituent l'alimentation pour bétail, souvent importée des Etats-Unis. En ce qui concerne les productions protégées, des prix garantis, bien supérieurs aux prix mondiaux, sont assurés aux producteurs. A l'exportation, la Communauté verse des subventions qui comblent la différence entre le prix mondial et le prix garanti. En outre, elle établit des barrières douanières à l'entrée, qui placent les prix d'importation au-dessus du prix interne. Tout ceci ne la gêne pas, d'ailleurs, pour déverser ensuite sur le marché mondial des surplus à des prix bradés !

De 1960 à 1973, le revenu des agriculteurs de la CEE a augmenté de 5 % par an, alors que la PAC était financée sans difficultés. Une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de 1987 établissait que la politique d'intervention de la Communauté pour la période 1979-1981 représentait en moyenne une subvention de 43 % par produit, alors qu'elle sanctionnait le consommateur de 4 % à 24 % selon les cas (1). Mais, peu à peu, les prix garantis ont poussé à une surproduction sur un marché européen à la demande stagnante. Les surplus devaient donc se reporter de plus en plus sur l'exportation, augmentant d'autant les demandes de subventions pour combler la différence entre le prix mondial et le prix interne. Or, le prix mondial, quant à lui, est très lié aux prix intérieurs nord-américains, compte tenu du rôle des Etats-Unis dans la production mondiale. Pour la CEE, les compensations à l'exportation de céréales sont passées, entre 1984 et 1989, de 918 millions à 2,6 milliards d'écus,

auxquelles il faut ajouter les augmentations des stockages et de leur coût. Pour limiter les dégâts, Bruxelles a imposé des quotas de production laitière et fixé des limites quantitatives sur les céréales pour verser les compensations. En conséquence, le revenu des exploitants a, en moyenne, chuté de 25 % entre 1973 et 1991. Afin de maintenir leurs gains, ceux-ci ont augmenté les productivités nettes par un accroissement de l'investissement mais se sont alors heurtés à la montée des taux d'intérêts... et à l'endettement.

Au bout du compte, la PAC coûte très cher, absorbe 60 % du budget communautaire et ne résoud plus rien quant à la protection de l'électorat des campagnes !

Les montants d'indemnisation sont très proches en Europe et aux Etats-Unis. Cependant, sur le marché intérieur, c'est le consommateur européen qui paye la différence, alors qu'aux Etats-Unis, c'est le contribuable. Ainsi, aux Etats-Unis, on pratique peu ou prou la "vérité des prix" en y adjoignant une aide aux producteurs, alors qu'en Europe on a tenté d'assurer le revenu des agriculteurs en manipulant les prix. Aux Etats-Unis, on a cherché à faire pression à la baisse sur les prix mondiaux tout en gagnant à l'exportation grâce à l'importante productivité de l'agriculture nord-américaine. En Europe, on s'est, dans un premier temps, préoccupé du maintien du revenu des agriculteurs et de la protection du marché intérieur.

Qui va payer ?

Les Etats-Unis veulent sortir de la crise agricole en imposant la "vérité des prix" aux Européens. Ils espèrent ainsi briser les barrières tarifaires à l'entrée et gagner une partie des marchés protégés du vieux continent.

A l'inverse, les Européens ne savent plus comment limiter les entrées de produits dérivés du soja et du maïs (principalement importés des Etats-Unis) exemptés de droits de douanes, qui constituent aujourd'hui la plus grande part de l'alimentation du bétail. Réduire cette dépendance permettrait de revenir partiellement à l'alimentation du bétail avec des céréales et du fourrage et de réduire ainsi les excédents internes.

Mais tout le système antérieur craque à cause de son coût. Un agriculteur nord-américain coûte en moyenne 20 000 dollars par an à la collectivité contre 8 000 dollars pour son homologue européen. L'Uruguay Round a donc vu s'ouvrir le dossier agricole, pour la première fois dans les négociations du GATT. Jusqu'à présent, la doctrine du libéralisme des échanges mondiaux n'avait pas touché cette question. Cette fois-ci, les

1) 1992, *La nouvelle économie européenne*, Editions universitaires, Bruxelles, 1988.

Etats-Unis ont déclenché les hostilités. D'autres pays dont l'agriculture est très protégée ont tendance à s'aligner derrière la CEE (Japon, Suisse, Pays scandinaves) alors que l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou l'Argentine préfèrent jouer la carte de Washington — ce qui n'a pas empêché des manifestations d'agriculteurs australiens lors de la venue de Bush.

Comment préserver le vote agricole ?

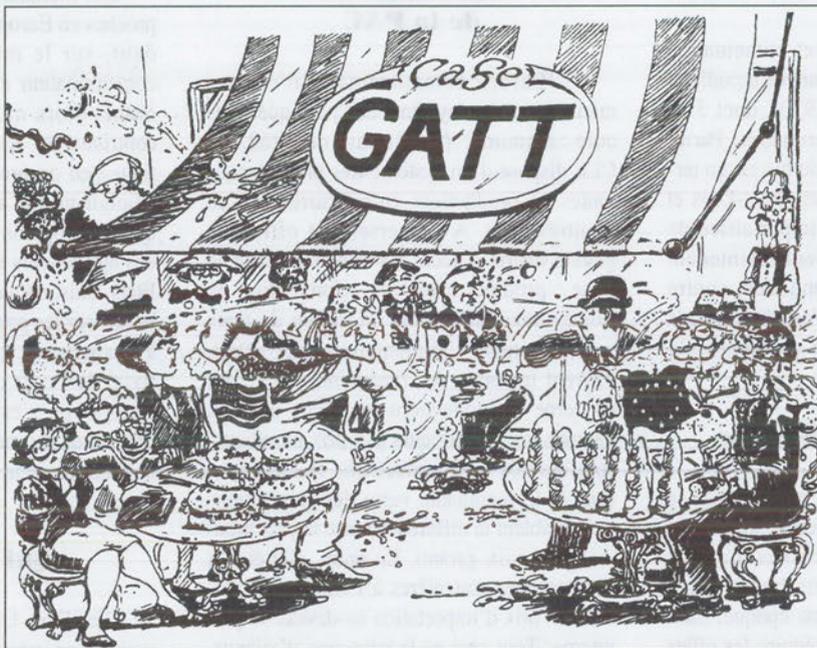
Aujourd'hui, les Nord-Américains proposent aux Européens une réduction de 70 % des indemnités d'ici 1998, principalement en matière d'aides à l'exportation. Une telle solution ruinerait la PAC européenne puisque dans ce système prix intérieurs et politique d'exportation sont liés.

Après une baisse des subventions à l'exportation, il faudrait que les agriculteurs européens acceptent de réduire d'autant leurs revenus pour rester compétitifs sur le marché mondial. On assisterait au démantèlement du système des prix garantis. En outre, l'inertie dans le passage d'un mécanisme à un autre ferait perdre à l'Europe une part très importante de ses capacités exportatrices sans que les Nord-Américains aient été contraints — libéralisme oblige — de réduire leur exportations de substituts de céréales, dérivés du soja et du maïs.

La direction du GATT a élaboré un "compromis" très compliqué qui, au bout du compte, penche plutôt du côté de la radicalité nord-américaine. La Commission de Bruxelles, qui sait qu'il faudra réduire le coût de la politique agricole pour des raisons d'austérité budgétaire, a déjà proposé une baisse étalée de 30 %. En réalité, les Européens pourraient être contraints d'en arriver à un mécanisme à l'américaine : en finir avec des prix artificiels et leur substituer une aide explicite et budgétisée aux agriculteurs. Mais la question des différentes catégories d'agriculteurs, de la diversité des situations régionales et nationales, etc., se poserait alors de manière infiniment plus explosive. Dans ce cas, le système actuel, déjà très inégal, risque d'être remplacé par un mécanisme encore plus inégalitaire. Dans des pays comme la France (34 % de la production communautaire de céréales), l'impact politique et social d'une telle mesure pourrait être très important.

Aux Etats-Unis, en revanche, le gouvernement semble beaucoup moins se préoccuper de l'impact social qu'occasionnerait une suppression des aides à l'exportation. Mais surtout, il peut encore utiliser le mécanisme d'indemnité compensatoire aux producteurs, qui n'est pas directement "manipulatoire des prix".

Cette foire d'empoigne est généralement présentée comme une crise de croissance de l'économie mondiale, comme une nécessité libérale qui clarifierait les marchés agricoles. La doctrine n'a pourtant rien à faire là. Les raisons premières de cette bataille proviennent de la crise budgétaire des Etats et de la déstabilisation respective des pratiques nord-américaines et européennes. Mais aucun des



protagonistes n'a, par exemple, proposé de sauver l'agriculture du tiers monde face à la concurrence des productions du "Nord", ou de mettre fin à la concurrence des "aides alimentaires" par rapport aux productions locales de céréales. Aucun n'a souligné le scandale qui consiste à devoir réduire les productions pour maîtriser les cours, alors que les deux-tiers de l'humanité meurent de faim ou ne disposent pas d'une alimentation suffisante. Quelle est, en effet, la doctrine "libératrice" qui justifie que Bruxelles ait récemment ordonné à l'Etat espagnol de réduire d'un quart sa production laitière et donc de tuer 454 000 vaches (2) ?

La bataille en cours est une guerre commerciale pour s'assurer le monopole des marchés et n'est porteuse d'aucun projet progressiste. Une vingtaine d'entreprises réalisent aujourd'hui l'essentiel des échanges internationaux de produits agricoles. Deux firmes nord-américaines, Cargill et Continental Grain, contrôlent près de la moitié des échanges mondiaux de grains ; 50 % des céréales et des oléagineux vendus dans le monde proviennent aussi des fermes

nord-américaines. Tout changement de la politique des prix agricoles des Etats-Unis aura des conséquences sur le système alimentaire mondial.

Chantage aux "hybrides"

L'agro-alimentaire lui-même connaît maintenant un très haut niveau de concentration avec, depuis plusieurs années, une accélération des rachats et fusions.

L'apparition des semences "hybrides" dans la fabrication de variétés améliorées a consacré l'hégémonie de grands groupes capitalistes dans l'agriculture mondiale. Les "hybrides" sont protégés par des brevets ; ils sont non reproductibles par l'agriculteur, qui

doit racheter des semences chaque année. Or ce sont majoritairement des groupes de la pétrochimie (Shell), de la chimie (ICI) et des sociétés pharmaceutiques (Sandoz, Upjohn) qui contrôlent les industries de semences.

Les négociations du GATT marquent donc la fin d'une époque ; elles cherchent à conclure un long processus d'évolution marqué par diverses étapes : à la fin des années 40, les pays développés ont remplacé les pays du tiers monde comme principaux exportateurs agricoles ; au début des années 60, sont apparus les

PAC et le renforcement de l'interdépendance alimentaire mondiale.

Les Etats et les firmes industrielles orientent l'essentiel du choix de productions des agriculteurs. Les changements d'habitude alimentaire dans les pays du tiers monde ont été spectaculaires, de par l'urbanisation mais aussi par des politiques délibérées. Tout cela rentre en ligne de compte dans la face-à-face Europe-Amérique de l'Uruguay Round. La recherche de nouvelles législations, c'est-à-dire la volonté d'établir de nouveaux rapports de force, découle de ces mutations. L'économie impérialiste est en crise, mais faute d'une alternative sociale globale et radicale, elle engendre sa propre évolution sous la forme de nouvelles monstruosités. ★

10 février 1992

2) El Pais, 4 février 1992.

Le marché pour quoi faire ?

L'ancienne Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est sont entrés avec la décennie 90 dans l'ère de la transition vers l'économie de marché. Ce vocabulaire est utilisé d'une façon quasi universelle y compris dans les pays qui avaient connu depuis les années 60 des réformes faisant largement appel aux mécanismes marchands, comme la Yougoslavie et la Hongrie. En refusant d'utiliser les mots "socialisme" ou "capitalisme", il n'y a pas l'idée d'un double dépassement des deux grands systèmes réellement existants vers une quelconque "modernité post-capitaliste".

C'est le Fond monétaire international (FMI), les crédateurs occidentaux et les idéologues les plus radicaux du libéralisme marchand qui imposent le cours dominant des changements, soutenus par une partie substantielle des anciennes et nouvelles élites au pouvoir.

Catherine VERLA

Les préceptes de Jeffrey Sachs, en Pologne, sont les mêmes qui ont déjà ravagé la Bolivie : la privatisation et l'ouverture à la compétition mondiale sont censées orienter de façon rationnelle les futurs investissements dans le monde sans frontières des multinationales. Le but n'est plus désormais d'étendre le recours au marché dans un système qui demeure non capitaliste, mais de rejoindre ce qui est présenté comme le modèle d'une "économie normale", de fait "capitaliste", car dotée d'un marché du travail et du capital et subordonnée dans sa logique aux critères du profit marchand. Il est plus clair d'appeler un chat, un chat. Faut-il dire que pour les populations des pays concernés, tels n'étaient pas les buts de ces "révolutions contre", dont le "pour" restait vague : contre l'ancien système dit socialiste, pour vivre mieux et plus libre ; voilà ce qui a, en gros, fait office de programme. On comprend que les mouve-



ments et fronts larges, un temps unifiés autour du "contre" ont très vite éclaté (et ne cessent encore de se diviser et de se marginaliser) dès lors qu'il s'agit de parler du "comment" et de construire une autre société. Il va de soi que le modèle populaire, flaté par les idéologues du libéralisme marchand, dit aussi qu'il s'agit aujourd'hui de "reprendre le cours normal de l'histoire", de rejoindre des "pays normaux" et "efficaces", en reprenant leurs méthodes.

Malheureusement, la restauration capitaliste qui se profile ne sera ni efficace (par rapport à l'objectif de vivre mieux, sauf pour une minorité de gagnants) ni démocratique (parce qu'il faudra protéger cette minorité contre la colère croissante des autres). Elle conduit les pays concernés non pas vers la Suède (des années 70) mais sur le chemin d'une tiers-mondialisation où l'éventuelle croissance bénéficiera à une infime portion de la population et sera dominée par la

logique des multinationales. Il s'agira d'un cheminement d'autant plus explosif qu'il se heurtera à des aspirations socio-économiques et culturelles de pays développés et à des valeurs égalitaires profondément enracinées dans les sociétés concernées. La preuve commence malheureusement à en être administrée de façon pratique. Mais il importe aussi de discuter les arguments qui ont été avancés, associant marché, privatisation et démocratie.

L'expérience des pays dits socialistes a associé plan, centralisme bureaucratique, nationalisations et absence de démocratie. Il est donc logique qu'une équation symétrique ait relié marché, décentralisation, privatisations et démocratie. On peut évoquer trois grands types d'arguments avancés en faveur du marché comme moyen de réaliser la démocratie : les vertus de la "main invisible", la lutte contre le bureaucratisme, l'autogestion. Mais les rapports sociaux, les

rapports de propriété qui se combinent au marché imprimeront leur propre logique aux effets du marché, à qui en bénéficie, à qui détermine ce qui est efficace ou pas.

Dans le domaine de la consommation comme dans celui de la production, la liberté de choix et d'initiative a manifestement été brimée par les tristement célèbres contraintes bureaucratiques. Et il est vrai qu'avec la suppression des mécanismes marchands, l'usager se trouve confronté à des monopoles bureaucratiques qui imposent leurs productions avec leurs défauts. Qu'il s'agisse du consommateur ou d'une entreprise qui doit s'approvisionner en équipements ou en matières premières, l'absence de choix est reliée à l'absence de concurrence, et au "rôle passif" de la monnaie (les prix ne reflètent pas les rapports d'offre et de demande et ne sont pas en mesure d'influencer les investissements). On ne peut nier une des vertus réelles de l'argent et du marché : permettre des choix décentralisés, laissant au jugement de l'usager et à la diversité des goûts la possibilité de s'exprimer et d'exercer une pression sur ce qui est produit. Si l'on dispose aussi d'un capital suffisant, il est certain qu'on peut, éventuellement, satisfaire en même temps sa propre soif de profit et certains besoins pour lesquels une demande s'est exprimée sur le marché.

Le pouvoir de la main invisible

Tout cela a été rabâché et porté au crédit de la "main invisible" du marché. Et il est absurde de rejeter en bloc l'argument, en partie fondé. Mais en partie seulement : on connaît depuis longtemps les limites de la pseudo-souveraineté du consommateur et de la capacité du marché à répondre aux besoins. Il y a d'abord tout ce que les producteurs imposent (dans leurs choix technologiques, dans leurs pressions sur les modèles de consommation, etc.). Il y a ensuite le type de besoins pris en compte : il faut pouvoir payer suffisamment pour attirer l'investisseur. Les surproductions agricoles que les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) tentent de limiter côtoient les famines et la pauvreté croissante dans le monde. Quelle démocratie de choix y-a-t-il pour les exclus et les marginaux, et pour tous ceux qui, parmi les égaux, sont un peu moins égaux que d'autres ? Mais, surtout, dans un monde qui se voudrait plus humain et plus respectueux de l'environnement, comment ne pas voir l'ampleur des

besoins qui ne peuvent bien s'exprimer par l'argent (besoins éthiques, écologiques, collectifs, culturels, besoin de vivre et de produire autrement, besoin de sécurité et de plein épanouissement des capacités).

Le marché contre la bureaucratie ?

Mais, dit-on alors, si l'on refuse le marché comme réponse d'ensemble, on tombe inévitablement dans le bureaucratisme et le centralisme qui, on l'a vu, conduisent à de pires catastrophes. C'est possible, mais ce n'est pas fatal. Planifier ne signifie pas nécessairement entrer dans les détails et tout contrôler d'un centre bureaucratique. Les moyens technologiques et informatiques existants aujourd'hui permettraient une très grande décentralisation compatible avec quelques choix stratégiques centraux. La démocratie autant que l'efficacité de ces choix impose même qu'ils soient limités aux grandes priorités. En outre, décentralisation n'implique pas nécessairement marché, pas plus que marché ne signifie forcément moins de bureaucratie et d'Etat.

Le dépérissement de l'Etat, la lutte contre le bureaucratisme, c'est d'abord la démocratisation des institutions, leur transparence, leur mise sous contrôle des intéressés ; c'est ensuite l'extension des relations directes, non marchandes, entre usagers et producteurs qui portent un jugement qualitatif sur ce qui est produit, la recherche de formes de démocratie locales et régionales

renforcer leurs propres pouvoirs avec des méthodes similaires à celles des anciens maîtres tout en étendant les relations marchandes. Finalement, la bureaucratie peut parasiter le marché comme elle parasite le plan. Elle cherchera alors à faire fonctionner l'argent pour son profit (elle fera des "affaires") ou se mettra au service de nouveaux maîtres capitalistes dont le souci n'est pas moins d'Etat et plus de démocratie, mais un Etat fort à leur botte. Certes, dira l'interlocuteur entêté, mais si l'autogestion s'empare du marché elle peut alors être le contre-poison du mal bureaucratique.

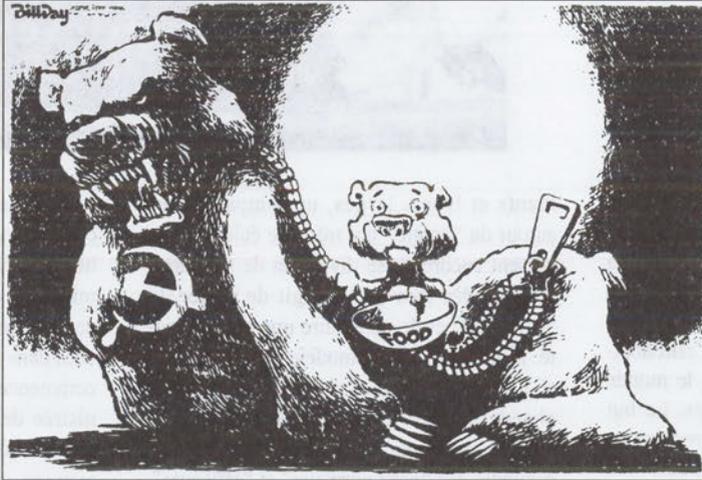
L'argument paraît raisonnable. Et pendant toute une phase historique, en Yougoslavie, puis en Pologne, les revendications autogestionnaires ont été formulées par les "trois auto" : autogestion, autofinancement, autonomie. L'ensemble recouvre bien un modèle d'autogestion se réalisant à l'échelle des entreprises atomisées, reliées par le marché. Celui-ci apparaît comme le libérateur vis-à-vis d'un plan (et d'un Etat) jusque là omniprésent et strictement contradictoire par ses ordres avec toute notion d'autogestion.

Et il est certain que la responsabilité de gestion doit signifier une remise en cause des fournisseurs obligatoires et des ordres administratifs.

Mais à nouveau, l'expérience yougoslave montre que l'autogestion reliée par le marché est compatible avec l'absence de démocratie : on peut même, à bien des égards, estimer que le marché a prolongé le règne du parti unique. On peut de ce point

de vue estimer que le but initial de la perestroïka de Gorbatchev était d'incorporer au règne du parti des mécanismes marchands supposés efficaces et compatibles avec une certaine libéralisation. Quand opère le marché, les responsabilités sont plus diluées, les questions économiques sont moins directement politiques. Elles finissent par échapper au domaine de la démocratie en relevant de la responsabilité des "experts", d'une part, des "lois du marché" de l'autre. La délégation de pouvoir, la passivité, le comportement de salarié tend

alors à se développer au détriment de la responsabilité autogestionnaire. C'est ce qui s'est produit en substance en Yougoslavie, bien que l'extension du marché se soit accompagnée d'une extension des droits autogestionnaires (donc d'une certaine démocratie d'entreprise). En pratique, les travailleurs délaissaient tout ce qui semblait relever le plus de questions "financières" ou monétaires obscures (d'autant plus obscures qu'elles étaient présentées par les "experts"



participatives, etc. Utopies passées ? C'est loin d'être démontré alors qu'on peut trouver de multiples traces d'un tel besoin et d'un tel potentiel dans le monde actuel. Symétriquement, l'expérience capitaliste, mais aussi yougoslave, démontre que la décentralisation marchande est compatible avec le cancer bureaucratique. L'éclatement des empires n'implique pas non plus une plus grande démocratie des pouvoirs locaux capables d'exploiter le nationalisme pour

sans grande transparence et sans choix alternatifs). Ils se concentraient sur le seul "concret" qui leur était laissé : défense de l'emploi, des revenus, de la consommation collective, sans vision d'ensemble des interdépendances économiques, même au plan de l'entreprise, de la localité et de la branche, sans cohérence d'ensemble des choix atomisés. Par conséquent, le savoir-faire des travailleurs n'a pas été réellement mobilisé alors même que l'autogestion aurait pu porter sur les conditions de travail, sur l'organisation de la production et de la distribution. Mais il aurait fallu tourner l'autogestion vers le "travail concret", producteur de valeurs d'usage consommées et réalisées par des êtres humains...

Il aurait fallu remonter de l'atelier à l'entreprise, de l'entreprise à la localité et à la région, ou encore à la branche : autrement dit, permettre que l'organisation de la production et de la distribution s'insère dans la vie quotidienne, que l'autogestion ne soit pas seulement exercée au plan de l'entreprise et que d'autres critères que ceux du marché permettent de guider les réorganisations efficaces et justes. Voilà pourquoi il faut partir des buts (humains) pour redéfinir les moyens. Ceux-ci recouvrent plan, marché, rapports de propriété, sans recette générale sur la combinaison optimale, mais avec un fil conducteur : la démocratie politique et sociale pour en juger. Le marché qui fut associé à l'autogestion en Yougoslavie n'était pas réellement contrôlé par les collectifs de travailleurs et consommateurs librement associés ; il n'était donc pas subordonné à des objectifs démocratiquement déterminés.

La démocratie comme régulateur

Mais il n'avait pas non plus tous les attributs d'un marché capitaliste : la concurrence pour le profit n'était pas le régulateur des investissements. Le statut de gestionnaires en droit (quelle que soit la réalité) accordé aux travailleurs allait de pair avec une critique de l'exploitation capitaliste ou de l'enrichissement sur le dos du travail d'autrui. La propriété privée capitaliste était donc étroitement limitée et il n'existait pas de marché du capital. De même, les droits autogestionnaires n'auraient eu aucun sens pour les travailleurs s'ils avaient signifié des licenciements. Mais il y avait là un problème de cohérence d'ensemble : des mécanismes capitalistes étaient introduits et rejetés à la fois ; il n'existait pas de régulateur non capitaliste pour résorber les gaspillages et les déséquilibres (déséquilibres entre branches,

déficit extérieur, inflation, chômage par insuffisance de création d'emplois, inégalités régionales). Le marché avait remplacé le plan sans être capable de résoudre ces problèmes. En outre, il se combinait avec des choix bureaucratiques (investissements de prestige des pouvoirs locaux) ; et surtout, les pertes n'étaient jamais sanctionnées par des restructurations et fermetures d'entreprises. La logique du risque privé n'existait pas dans ce système de propriété "sociale" spécifique. L'endettement réciproque entre entreprises et le déséquilibre extérieur financé par des crédits massifs au cours de la décennie 70 sonnera le glas du



système. L'autogestion était inefficace face au marché. Mais on pouvait en déduire que l'autogestion avait besoin d'autres régulateurs pour développer son potentiel de progrès. Pourtant, on ne cherchera pas dans l'insuffisance de démocratie, derrière les relations marchandes, les causes de la crise. On rendra au contraire l'autogestion responsable de l'inefficacité du marché...

Une ère nouvelle

Solidarité, en Pologne, avait aussi, contre le parti/Etat dominant le plan, revendiqué plus de marché pour plus d'autogestion. Il ne s'agissait pas alors de privatiser, mais de socialiser une propriété étatique (de la mettre sous le contrôle de la société). On était encore récemment en URSS dans cette phase-là d'association de la revendication autogestionnaire (dans la grève des mineurs, par exemple) à plus de décentralisation marchande. Mais les décrets d'Eltsine après le coup d'Etat manqué mettent les montres de l'ex-URSS à l'heure des autres pays de l'Europe de l'Est. Ce ne sont pas seulement, ni même d'abord, des bureaucraties de l'ex-

nomenklatura qui seront chassés des entreprises avec la dissolution du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS). Eux savent se reconvertir aux nouveaux dogmes de la privatisation pour en tirer bénéfice. C'est le droit d'organisation dans les entreprises qui sera visé. Ce sera bientôt explicitement toute forme d'autogestion des travailleurs. Comme en Pologne, en Tchécoslovaquie et ailleurs, l'actionariat populaire ou ouvrier sera éventuellement proposé à condition qu'il reste dispersé et compatible avec la logique du droit de licenciement selon les critères et mécanismes marchands.

Les experts ès privatisation comme Jeffrey Sachs le répètent suffisamment : pour que le marché fonctionne comme régulateur des investissements, il faut des rapports de propriété "clairs" adaptés aux exigences de la compétition marchande. Il faut au moins un noyau dur de "vrais propriétaires" fonctionnant sur la base des critères de profit. Il faut supprimer toute illusion d'autogestion déconnectée des règles capitalistes. Le programme est clair, même s'il est loin d'être démontré qu'un marché, sans autogestion, assurera la sortie de crise et le développement.

Est-il besoin de souligner à quel point c'est la démocratie elle-même qui est menacée : les plus farouches partisans du libéralisme marchand ont désormais abandonné le discours initial associant marché et démocratie. On en revient à une vision plus réaliste des faits : c'est Pinochet qui

devient le modèle et l'on ne se prive pas dans la presse dite libérale de dire que le marché ne s'est jamais imposé sans Etat fort. Les conflits apparaissent certes sur cet Etat lui-même : doit-il être fédéral ou républicain dans des pays comme l'URSS ou la Yougoslavie ? Mais il s'agit d'une question de pouvoir, pas de démocratie.

Des divergences surgissent également sur les stratégies alternatives pour faire "passer la pilule". Mais la substance ne fait pas de doute. L'enjeu démocratique est totalement subordonné au choix préalable fait par certains — l'"économie de marché". D'une part, les programmes mis en avant, les changements avancés par les nouvelles équipes au pouvoir, n'ont fait nulle part l'objet de débats démocratiques. La désaffection des populations est croissante aux élections dès lors que la première phase (le "contre" l'ancien système) fait place à la seconde (pour faire quoi ?) et aux désillusions. Mais, d'autre part, la portée de ce qu'on appelle "démocratie" est dans tous les cas limitée au pluralisme électoral. La démocratie dans la vie quotidienne, dans l'entreprise, dans les grands choix de société — il n'en est pas

question. Pire : on est passé du règne de l'arbitraire bureaucratique, de la censure, de la corruption et du dogme d'un pseudo-marxisme apologétique... aux mêmes maux mis au service d'un néo-libéralisme qui nous renvoie au XIXe siècle. Un nouveau terrorisme tend à s'imposer contre toute approche critique envers le marché et le capitalisme...

Au lieu de procéder à l'analyse des systèmes réellement existants, au lieu de mesurer les effets déjà visibles des remèdes proposés, on se contente d'inverser les couleurs de ce qui était hier noir ou blanc dans ce qui est une nouvelle propagande officielle.

Bien s'entendre sur les mots

Les recettes et les "modèles" universalistes conduisent à des impasses désormais bien connues. Si certains mots ont été dévalorisés, le creux des nouvelles formules n'aide pas à comprendre les enjeux. Revenons à notre point de départ : l'économie de marché veut dire, en réalité, une économie de marché généralisé, avec marché du travail et du capital, marché de moyens de production et règles marchandes basées sur le profit. Ce n'est pas par dogmatisme qu'il faut rejeter cet objectif. Mais parce qu'il conduit les pays concernés, dans le contexte de leur crise et du marché mondial capitaliste, à de colossales régressions. Mais cela ne

signifie pas le rejet de tous les mécanismes marchands, le rejet d'un certain usage de l'argent, y compris d'un recours aux capitaux privés et au marché mondial. La notion d'"économie mixte" n'est pas réellement plus éclairante que celle d'"économie de marché". Car, d'une certaine façon, toutes les économies existantes mélangent diverses formes de propriété, différents mécanismes de gestion, des traits empruntés souvent à divers modes de production.

La véritable question est : qui décide ? Quelle est la logique dominante ? Ou encore : les investissements privés, les échanges mondiaux, le marché ou le plan, pour quoi faire ? C'est donc la question du contrôle par les intéressés qui est essentielle. Il n'y a pas d'économie politique au-dessus des systèmes, des sociétés, des êtres humains qui les composent. Un "vieux" que l'on enterre régulièrement l'a déjà dit. Et il n'est pas inutile de le répéter aujourd'hui, quand, au nom de pseudo-lois économiques universelles, on veut supprimer tout choix de société.

Mais qui sont les "intéressés" ? Individus, classes, sexes, communautés nationales, régionales, internationales ? Chaque être humain étant doté de facettes multiples, la satisfaction pleine de ses besoins ne peut être réalisée par un mode simple de prise de décision et de contrôle : le citoyen est à la fois producteur et consommateur, inséré

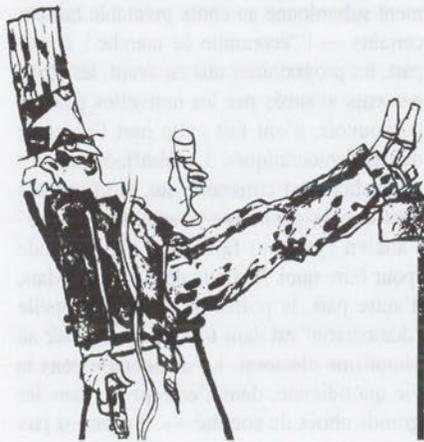
dans des rapports collectifs à divers niveaux, affecté dans sa vie par des problèmes de nature différente, sur des espaces-temps variables. Un des enjeux majeurs des réflexions à venir sur les modalités d'une démocratie adéquate à cette complexité est de déterminer quel est le "lieu" et le mécanisme efficace et juste de la prise de décision et du contrôle, selon le problème à résoudre.

La suppression de la propriété privée ne fait pas le socialisme. Mais la "privatisation forcée" actuellement engagée sera une aventure aussi désastreuse que la "collectivisation forcée" de triste mémoire. S'il faut balayer l'illusion de planificateurs qui puissent connaître par avance l'ensemble des besoins et y répondre de façon centralisée, la libre concurrence marchande dans un monde inégalitaire n'aurait pas davantage de succès. Elle est tout aussi capable de "totalitarisme", cachant derrière ses prix des rapports d'oppression sociale et nationale aussi cruels que la dictature bureaucratique. Inventer la démocratie radicale, économique, sociale et politique, capable de subordonner l'économie à des finalités humaines, n'est pas une tâche simple face à une économie de plus en plus mondialisée, face à la barbarie montante. ★

Janvier 1992

ETATS-UNIS

En attendant la reprise



Aux Etats-Unis, la situation économique faible et chancelante, les faillites bancaires, le déficit fédéral croissant, et l'érosion de la confiance des consommateurs ont conduit les capitalistes à remettre en cause la direction de George Bush qui semble n'avoir aucune perspective économique claire pour le redressement du pays (voir *Inprecor* n° 345 du 31 janvier 1992).

David FINKEL *

L'année 1992 a commencé avec un nouveau traumatisme : General Motors (GM) a annoncé la fermeture de 24 unités de production en 1995, sans préciser lesquelles. Cette imprécision n'est pas anodine : deux usines de la GM — à Willow Run, dans le Sud-Est du Michigan, région profondément touchée par la crise, et à Arlington, dans le Texas — seront en compétition directe pour leur survie. Les branches locales du Syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) des deux entreprises manœuvrent déjà pour être épargnées en annonçant d'importantes concessions.

Dans ce climat, on assiste à de nombreuses attaques contre le Japon, avec une violence jamais vue depuis le début des années 80. A l'époque, les branches locales et la direction de l'UAW étaient à l'avant-garde de la campagne antijaponaise ; cette fois-ci, ce sont les firmes elles-mêmes, en la personne du président de la Chrysler Corpo-

* D. Finkel est membre de la rédaction de la revue marxiste nord-américaine *Against The Current*.

ration, Lee Iaccocca, qui montent au créneau. Un fort sentiment antijaponais s'est déjà installé très profondément dans la classe ouvrière — le Japon deviendra sans aucun doute le Saddam Hussein de 1992 aux Etats-Unis.

Iaccocca a commencé à tonner contre le *dumping* pratiqué par les firmes automobiles japonaises sur le marché nord-américain juste après son retour de la tournée désastreuse de George Bush au Japon — à ce propos, l'image du dirigeant du "monde libre" vomissant sur les genoux des députés japonais restera gravée dans les mémoires.

Les diatribes antijaponaises de Iaccocca semblent à la fois dévoiler le manque de confiance en Bush d'un secteur de la classe dirigeante industrielle, et annoncer la plateforme économique du Parti démocrate. Les démocrates chercheront à arriver à la Maison blanche en s'appuyant sur le sentiment antijaponais, tout comme Bush, en 1988, avait fait campagne contre l'image du Noir violeur et assassin Willie Horton (1).

Dans son dernier discours sur l'"état de l'Union", fin janvier 1992, Bush a présenté un budget qui ne prévoit pratiquement rien pour reconstruire sur le long terme l'infrastructure sociale et productive en déclin des Etats-Unis. En revanche, de nouvelles réductions d'impôts pour les plus riches et de modestes coupes dans les budgets militaires sont en vue, dans l'espoir de produire un stimulant qui maintiendra l'économie jusqu'à l'élection présidentielle de novembre 1992.

Pagaille à Wall Street

A la mi-novembre 1991, un incident a résumé les contradictions économiques actuelles et leurs conséquences politiques. Le 15 novembre 1991, lors d'un discours à New York, Bush avait exprimé son soutien à une proposition qui visait à instaurer un plafond légal d'environ 14 % pour les taux d'intérêts payés par les détenteurs de cartes de crédit — contre 18 % actuellement. La Bourse a été immédiatement prise de panique, perdant plus de 100 points en quelques heures et imposant un *veto* décisif à ce projet. Dans un commentaire sarcastique sur Bush, le *Barron's Weekly* du 18 novembre 1991 soulignait : « Cette petite proposition inoffensive, visant uniquement à montrer la préoccupation du président pour les questions économiques et à prouver qu'il n'est pas uniquement intéressé par son prochain voyage à Rio ou à Rome, a eu des conséquences inattendues. »

Cet incident illustre pourtant des facteurs graves :

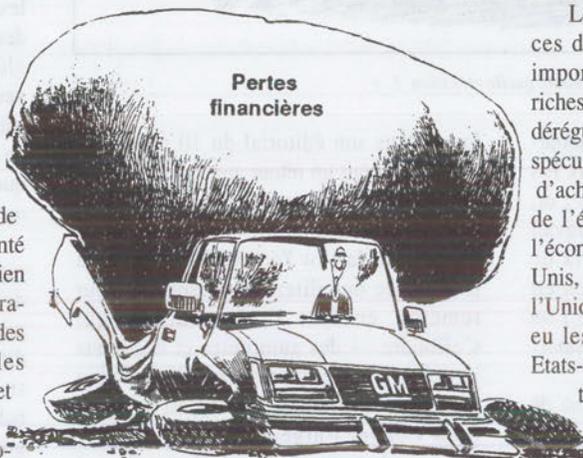
- l'ampleur de la dette des consommateurs, qui empêche toute nouvelle dépense ;

- la fragilité des banques, dont la survie dépend précisément de cette dette ;

- la nervosité générale des investisseurs et des hommes d'affaires dans un climat où toute nouvelle proposition économique provoque la crainte tant qu'elle n'a pas fait ses preuves ;

- la perte de toute confiance dans les compétences économiques du président.

Pendant des mois, la seule stratégie claire de l'administration Bush a été de proposer une baisse des taux d'intérêts pour les emprunts commerciaux, et le président a apparemment essayé de faire un geste populiste en étendant cette mesure à la consommation familiale qui se porte très mal. Un cadre de chez Shearson Lehman Brothers (2)



soulignait, quelques jours avant le minikrach du 15 novembre : « La réserve fédérale est en train de tester la politique monétaire. Après avoir calmé l'économie par les effets de la restriction du crédit et l'érosion de l'optimisme des consommateurs, la réserve fédérale n'a pas hésité à faire baisser le taux d'escompte à 4,5 % — son niveau le plus bas depuis 1973, et cinquième réduction des taux en 1991. » Les banques, à leur tour, ont ramené les taux de leurs prêts à 7,5 %.

De telles mesures sont censées stimuler l'investissement et les indicateurs économiques qui sont au rouge mais, à part une augmentation de 7 % dans le secteur du logement en octobre 1991, elles ont échoué pour l'instant. L'industrie, dont les perspectives de récupération étaient essentielles durant une année d'élection présidentielle, est en perte de vitesse. Le rapport gouvernemental sur le chômage d'octobre 1991 recensait 32 000 licenciements dans l'industrie, une baisse de 0,7 % du nombre d'heures travaillées, une chute probable de 0,3 % de la production industrielle et le passage de ses capacités de 79,7 % à 79,2 %. Les nouvelles de novembre ont été encore plus mauvaises — avec la disparition nette de 250 000 emplois au total — ; cela a conduit

à une nouvelle réduction des taux d'intérêt durant la première semaine de décembre. Une autre compagnie aérienne importante, la Pan Am, a fait faillite, peu après Midway Airlines, qui avait fermé ses portes au début de l'automne.

Le handicap du déficit fédéral

Les principales raisons qui expliquent la pauvreté du programme économique du gouvernement fédéral sont simples : l'administration est trop profondément endettée pour entreprendre des dépenses capables à la fois de créer des emplois et de commencer à remettre sur pied l'infrastructure en ruines de l'éducation, du transport et de la santé.

Les ressources consacrées auparavant à ces domaines se sont taries à cause des importantes réductions d'impôts pour les riches pratiquées dans les années 80 ; de la dérégulation qui a provoqué un boom de la spéculation boursière et des offres publiques d'achat (OPA), conduisant à la disparition de l'épargne ; et enfin de l'effort final de l'économie de guerre permanente des Etats-Unis, qui a si bien réussi à mettre en faillite l'Union soviétique, mais qui a pratiquement eu les mêmes effets désastreux pour les Etats-Unis. Entre 1982 et 1990, le pourcentage d'investissements dans des usines et des équipements nouveaux a représenté un tiers de celui enregistré dans la période allant des années 50 à la fin des années 70. Cette longue phase d'expansion s'était achevée avec la profonde récession de 1979-81. C'est à cette époque qu'a eu lieu la réalisation la plus spectaculaire de Ronald Reagan et, en fin de comptes, la plus ruineuse : il s'est embarqué dans la plus grande campagne de déficit du budget de l'histoire des Etats-Unis (et du monde), mettant l'économie en liberté surveillée — en redistribuant massivement la richesse entre les riches — sous couvert de politique fiscale conservatrice !

Aujourd'hui, il faut payer la facture, et le déficit fédéral de la prochaine année fiscale dépassera sans doute 300 milliards de dollars. Les obligations du gouvernement envers l'énorme trou des caisses d'épargne sont estimées à quelques centaines de milliards de dollars, voire à 1 ou même 3 mille milliards (3). Or, l'impact des faillites bancaires risque d'être encore plus fort. La faillite imminente et le besoin de financement du fonds de la Corporation de garantie

1) Willie Horton, condamné pour viol, purgeait sa peine dans l'Etat du Massachusetts, gouverné par Mikael Dukakis, le candidat démocrate à la présidence. Libéré sous caution durant un week-end, il commit une série de crimes, ce qui déclencha une vaste campagne des républicains contre la politique "laxiste" des démocrates.

2) Shearson Lehman Brothers est l'une des plus fameuses entreprises de courtage de Wall Street.



« Récession, quelle récession ? »

des dépôts fédéraux, qui est censée rembourser les détenteurs de comptes dans les banques ayant fait faillite, est notoire ; or, une responsable syndicale, que son travail met en contact avec des conseillers de banques, nous a déclaré : « La situation est bien plus effrayante que tout ce que l'on peut raconter, des banques vraiment importantes risquent de faire faillite. »

Cela explique bien sûr, la panique de Wall Street face au spectre de la diminution des profits bancaires sur les cartes de crédit, bien qu'une telle nouvelle aurait dû, en principe, encourager au moins le secteur du petit commerce.

Le cauchemar du quotidien

De plus en plus de gens ne peuvent plus rien consommer : les chômeurs de longue durée et les sans-logis. Les déficits du gouvernement fédéral ont été transférés aux gouvernements des Etats et aux administrations locales sous la forme d'une réduction drastique de l'aide fédérale, voire de sa suppression, précisément au moment où le besoin s'en faisait le plus sentir. Cela a entraîné des coupes sombres des services sociaux dans plus des deux tiers des 50 Etats. Dans le Michigan, frappé de plein fouet par l'effondrement de l'industrie automobile et par l'administration brutale d'un gouverneur de la droite dure, toutes les allocations pour les adultes non handicapés ont été supprimées en novembre 1991, ce qui a presque instantanément jeté 100 000 personnes à la rue dans le Michigan, dont 50 000 dans la seule ville de Détroit.

Les observateurs bourgeois ont des opinions très divergentes sur ce qu'il faudrait faire face à cette situation. Le rédacteur financier du très conservateur *Chicago Tri-*

bune, dans son éditorial du 10 novembre 1991, suggérait un retour aux principes keynésiens des investissements gouvernementaux. Felix Rohatyn, dans une série d'articles de la *New York Review of Books*, a proposé de mobiliser des ressources pour remettre en état l'infrastructure qui s'effondre — des autoroutes et des ponts jusqu'au désastreux système d'éducation publique. La question, bien sûr, est de savoir d'où viendra l'argent, après plus d'une décennie de boom de la spéculation financé par la dette — Keynes n'a jamais proposé que les gouvernements provoquent des déficits massifs en période (ostensiblement) prospère.

Robert Heilbroner, dans la *New York Review of Books* du 24 octobre 1991, observe que, logiquement, il faudrait accroître la pression fiscale pour financer les investissements publics, car la population des Etats-Unis (notamment ses secteurs à plus forts revenus) est l'une des moins imposées du monde. Cela va, cependant, violemment à l'encontre du cours idéologique actuel, selon lequel la "disparition des classes moyennes" aux Etats-Unis est due à des impôts ruineusement élevés. Cela facilite une mystification massive, d'autant plus que le terme de "classe moyenne en voie de disparition" met dans le même sac des *yuppies* courtiers en bourse, des spéculateurs ruinés par des OPA et des faillites financières, et des familles de la classe ouvrière qui perdent leur logement et leur assurance médicale en même temps que leur emploi.

En fait, entre 1980 et 1990, le poids des impôts sur les 10 % les plus riches de la population a chuté d'environ 10 %, alors que le poids de la fiscalité pour les 20 % les plus pauvres (ceux qui sont "en dessous" des classes moyennes) a augmenté de 15 %. Les 5 millions de familles les plus riches des

Etats-Unis ont bénéficié de 370 milliards de dollars de réductions fiscales entre 1981 et 1988.

Encore moins d'impôts pour les riches

Début décembre, dans une circulaire interne, les cadres de Shearson Lehman Brothers écrivaient : « Si les dépenses pour les achats de Noël ne sont pas assez importantes, il faudra s'attendre à un ajustement fiscal durant le premier trimestre car les politiciens se mettront d'accord pour faire plaisir à l'électorat avant novembre 1992. » Un "ajustement fiscal", c'est, en clair, une réduction d'impôts pour cause d'année électorale ; elle découle des négociations entre les démocrates qui cherchent à engranger des voix en aidant la "classe moyenne étranglée", alors que Bush et les républicains veulent augmenter les bénéfices des grands capitalistes (payés sur les profits des ventes en bourse, etc.), sous le prétexte fallacieux que cette mesure « encouragera l'investissement et créera des emplois ».

En réalité, de telles mesures n'ont qu'un rapport douteux avec le rythme et la vigueur de la reprise, qui pourrait commencer au printemps 1992, ou qui sera peut-être encore différée par l'assaut d'une "double récession". Quoiqu'il en soit, il est très peu probable qu'elle parvienne à réduire le déficit gouvernemental ; or cette tumeur est assez énorme pour bloquer un afflux de ressources pour les investissements publics de plus en plus urgents — si dramatiquement urgents que certains des plus brillants penseurs du capitalisme nord-américain y voient aujourd'hui la clé de l'avenir du pays.

Au contraire, la "communauté d'investissement" traditionnelle, les firmes de courtage et les requins de la Bourse saluent avec enthousiasme toute nouvelle annonce de licenciements et de "vaches maigres". Dans leur logique perverse, une récession vraiment sévère constitue le vrai signe avant-coureur de la reprise. Wall Street atteint de nouveaux sommets, alors que des milliers d'ouvriers industriels viennent grossir les rangs des chômeurs et des demandeurs d'allocations. ★

Détroit, décembre 1991

3) Les caisses d'épargne des Etats-Unis avaient, à l'origine, la possibilité de faciliter des prêts pour le logement et l'épargne familiale. L'ère de la dérégulation de Reagan leur a permis de garder leur garantie fédérale de dépôts, tout en s'engageant dans des "investissements" allant jusqu'à la spéculation immobilière et boursière.

La fin du miracle

La question décisive pour l'Allemagne et, dans une grande mesure, pour le monde entier est la suivante : l'économie allemande pourra-t-elle continuer à rester une île épargnée par le tourbillon d'une récession mondiale ? Si tel était le cas, la crise de la Communauté économique européenne (CEE) serait sérieusement amortie pendant un moment. L'Allemagne pourrait jouer un rôle de locomotive pour l'économie mondiale ; la stabilisation en Europe enverrait des signaux positifs aux deux autres centres économiques — l'Amérique du Nord et le Japon. Mais, tout cela ressemble de plus en plus à un vœu pieux (voir *Inprecor* n° 326 et 339 des 15 mars et 25 octobre 1991).

Winfried WOLF

A la mi-décembre 1991, on peut affirmer que le boom allemand s'est achevé durant l'été 1991. Depuis, l'économie allemande a, en fait, connu un déclin — à ce

sujet, les chiffres officiels sont trompeurs car ils utilisent un point de référence faux. Ainsi, le produit national brut (PNB) de l'Allemagne de l'Ouest, au second trimestre 1991, était de 4,8 % plus élevé que celui de 1990, contre 2,5 % de hausse seulement au troisième trimestre. Cependant, la référence est faussée à cause du taux de croissance élevé de la seconde moitié de 1990 et du début 1991. Si on compare ce chiffre avec le trimestre précédent, alors le PNB et la production industrielle ont chuté depuis le second trimestre de 1991. Au second trimestre, il a diminué de 0,5 % par rapport au premier, et il en a été de même au troisième trimestre par rapport au second (*Süd-deutsche Zeitung*, 16 décembre 1991). De toute apparence, il ne s'agit pas d'un recul à court terme, tel celui de 1986-1987, mais du début d'une crise.

Les statisticiens de l'ancienne République fédérale utilisent encore le terme "Allemagne de l'Ouest" et ils ne donnent que les chiffres du développement économique de cette partie du territoire ; pour l'Allemagne de l'Est, on ne trouve que des estimations. Il n'existe donc pas de données pour l'ensemble de l'Allemagne. C'est inadmissible pour deux raisons. D'abord, une zone monétaire commune existe maintenant depuis plus de 18 mois, le deutschmark (DM) ouest-allemand ayant été introduit

avant l'unification politique. Il est donc faux de prétendre que des données économiques essentielles ne peuvent pas être recueillies pour l'Allemagne de l'Est. Les mouvements de capitaux, les investissements et la consommation sont comptés en DM et pourraient donc être traités de manière statistique.

Le chaînon manquant

Ensuite, cette façon de présenter les choses conduit à une falsification, puisqu'une part significative de la croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest se fait au dépens de l'ancienne République démocratique allemande (RDA). D'une part, parce que la destruction de l'ancienne RDA ouvre un immense marché nouveau à l'économie ouest-allemande, à cause du grand potentiel de consommation de sa population, à la suite de l'échange d'un deutschmark ouest-allemand contre un mark est-allemand, et du niveau important de l'épargne à l'Est. De l'autre, la croissance économique ouest-allemande est redevable à l'Allemagne de l'Est d'une manière très directe : chaque mois, environ 10 000 personnes quittent l'Est pour aller s'installer à l'Ouest, où la plupart trouve du travail. De plus, 500 000 Allemands de l'Est vont travailler du côté Ouest, faisant le trajet quotidiennement ou une fois par semaine.

Le fait qu'en 1990 et en 1991 l'ancienne économie est-allemande se soit effondrée d'environ un tiers par rapport à 1989 montre l'ampleur du "profit de l'annexion" récupéré par l'économie ouest-allemande. Cela, et cela seulement, explique la situation relativement stable de cette économie jusqu'en 1991.

Dans le même temps, la défunte RDA a contribué de manière décisive à l'approfon-



dissement de la crise en Union soviétique et en Europe de l'Est. Si l'Allemagne de l'Ouest avait avalé l'Autriche et s'y était comportée de la même manière, cela aurait aussi représenté un plus pour le *business* allemand. Mais les bénéfices auraient été moindres, car une part significative de l'économie autrichienne est déjà sous contrôle du capital allemand — une telle politique aurait eu un aspect cannibale pour des firmes comme Siemens, Daimler et BMW.

La situation de l'ancienne RDA était différente. Son économie était presque complètement tournée vers l'Est. A l'Est, c'était l'économie avec le développement des forces productives le plus important et le lieu d'implantation d'une série d'industries-clés, décisives pour l'existence de tout le bloc du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) — avec, par exemple, Robotron pour les ordinateurs, ou Zeiss-Jena pour le secteur militaire et l'espace. La perte de l'Allemagne de l'Est a donc représenté l'un des coups les plus forts, si ce n'est le coup décisif, pour l'économie soviétique. C'est comme si, d'une année sur l'autre, le Japon disparaissait comme force motrice de l'industrie occidentale et si, par exemple, la technologie japonaise des semi-conducteurs n'était plus disponible ; cela aurait des effets énormes sur l'Ouest, surtout si, comme c'était le cas à l'Est entre 1989 et 1990, il existait déjà une situation économique critique.

Ces différenciations sont plus évidentes dans le domaine social. Le nombre officiel des chômeurs en Allemagne de l'Ouest est passé de 2,2 millions au début 1990 à 1,62 million en novembre 1991. Simultanément, le chômage à l'Est est passé d'environ 200 000 personnes au début 1990 à 1,03 million en novembre 1991. Les travailleurs à temps partiel étaient 204 000 à l'Ouest à la

fin 1991, alors que dans les nouveaux *lander* ils dépassaient déjà la barre du million. La plupart des travailleurs à temps partiel de l'Est doivent être considérés comme des chômeurs cachés (ils travaillent souvent moins de 10 % de l'horaire hebdomadaire), et plus de 300 000 personnes ne s'en sortent que par de prétendus "stages de création d'emplois" ; on peut donc raisonnablement évaluer le chômage à l'Est en additionnant les chômeurs et les travailleurs à temps partiel, pour atteindre le chiffre de 2,1 millions en novembre 1991.

Ainsi, vers la fin 1991, le chômage dans l'ensemble du territoire allemand touchait environ 4 millions de personnes — 1,65 à l'Ouest, 1,03 à l'Est et 1,1 million à temps partiel à l'Est, et 200 000 à l'Ouest.

Le fardeau du chômage

Ces chiffres ont des conséquences significatives pour la société, car ils entraînent des coûts élevés pour l'Etat. Tous les crédits sociaux vont aux chômeurs et aux travailleurs à temps partiel. C'est particulièrement net pour l'ancienne RDA. Bonn a publié pour l'instant les chiffres du chômage pour l'Ouest et l'Est, mais ne donne les chiffres de l'emploi que pour l'Ouest. Quelle est donc, en fait, la situation de l'emploi à l'Est ? Ce chiffre a disparu.

La raison en est simple : depuis le début 1991, plus de 5 millions d'emplois ont disparu dans l'ancienne RDA. La dissymétrie entre le million de chômeurs reconnu officiellement à l'Est (avec 1,1 million de plus à court terme) et les 5 millions d'emplois perdus est dissimulée par les méthodes classiques de décompte du chômage dans le capitalisme : des centaines de milliers de

personnes sont parties en "pré-retraite", environ 300 000 sont dans des réseaux qui fournissent un pseudo-emploi et, surtout, environ 1,5 million de femmes ont perdu leur emploi sans être enregistrées comme chômeuses ou travailleuses à temps partiel. Alors qu'aujourd'hui elles travaillent dans leur foyer, s'occupant des hommes et des enfants, elles n'apparaissent pas dans les chiffres comme économiquement actives car elles ne sont pas salariées.

Comme le soulignait le journal *Wirtschaftswoche* du 11 décembre 1991 : « *Les feux sont à l'orange. 5 millions d'Allemands de l'Est vont-ils se retrouver au chômage ?* » En fait, depuis octobre 1991, le nombre des sans-emploi et, surtout, des travailleurs à temps partiel a augmenté en Allemagne de l'Est. La tendance à la crise en Allemagne de l'Ouest est indéniable. « *Une nouvelle vague de licenciements menace la Rhénanie du Nord-Westphalie. Dans les régions des mines de charbon, plus de 30 000 emplois devraient disparaître dans les toutes prochaines années, alors que le premier producteur d'acier, Thyssen, licenciera 2 000 ouvriers cette année* », selon le *Wirtschaftswoche*. En particulier, les tendances à la crise sont évidentes dans le Sud de Allemagne — Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat et Bavière — qui semblait à l'abri jusqu'ici, car les plus grandes compagnies de la région prévoient de licencier des milliers de personnes dans les mois à venir.

Tout comme aux Etats-Unis, les possibilités du gouvernement de Bonn pour combattre la crise sont limitées (voir l'article de D. Finkel en p. 25) : « *Le déficit du budget [allemand] a explosé* », comme l'annonce le titre du *Süddeutsche Zeitung* du 27 novembre 1991. D'après les plans de finan-

cement actuels, le déficit du budget allemand devrait passer de 1 000 milliards de DM en 1989 à 1 700 milliards, au moins, en 1995.

Ce chiffre pèse à un tel point dans le PNB, qu'en 1995, l'Allemagne ne répondra plus aux critères d'appartenance à l'Union monétaire européenne — en tout cas pas si les décisions prévues à Maastricht sont adoptées. Un facteur supplémentaire au moins réduit la marge de manœuvre de Bonn en matière financière : l'effondrement de l'Union soviétique et l'arrêt des paiements des intérêts et du principal de la dette de Moscou fera perdre à l'économie ouest-allemande quelques 40 milliards de DM et environ 30 milliards de DM à Bonn.

Pari sur la crise

Que se passerait-il si le gouvernement de Bonn et la Deutsche Bank songeaient à pouvoir s'accommoder d'une crise ? S'ils cherchaient consciemment à en instaurer une, afin de poursuivre leurs objectifs de classe ? Cela reviendrait ni plus ni moins qu'à achever et à continuer la politique du "tout ou rien" appliquée en 1990-1991 à l'ancienne RDA. Le système d'aide sociale allemand ne tiendrait pas avec 4 ou 5 millions de chômeurs. « *Des cotisations de retraite plus élevées dès 1993* » et « *L'unification assèche les fonds sociaux* » : voilà ce qu'annonçaient le *Süddeutsche Zeitung* en septembre et en novembre 1991.

La Banque fédérale allemande, lors de la réunion du 5 décembre 1991, a annoncé son intention de réaffirmer une « *ligne monétaire stricte* », ce qui signifie, en premier lieu, une maîtrise totale de l'inflation. Dans ce domaine, cette banque agit à contre-courant : aux Etats-Unis et au Japon, les banques nationales ont fixé des taux d'escompte exceptionnellement bas, quand en Allemagne ils sont exceptionnellement élevés — le crédit pour les entrepreneurs est plus cher, la construction est étouffée et la consommation privée est réduite. Autant de facteurs qui tendent à l'accélération de la crise. ★

SoZ,
19 décembre 1991



L'héritage empoisonné



« Si ça ne fait pas mal, ça ne marche pas. » Pour faire mal, ça fait mal. Mais alors pourquoi ça ne marche pas ? Pourquoi l'économie britannique ne parvient-elle pas à sortir de la récession ? On peut trouver deux raisons immédiates : l'accumulation massive de dettes par les compagnies privées à la fin des années 80 ; et les effets de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Système monétaire européen (SME).

A. KILMISTER - J. LISTER

En 1990, les compagnies britanniques totalisaient 27 milliards de livres de dettes (pour 21 milliards en 1989), soit plus que jamais auparavant — alors que les huit années précédant 1988 avaient été bénéficiaires. Depuis deux ans, la dette des ménages a également beaucoup augmenté, surtout dans l'immobilier. Dans de telles circonstances, les taux d'intérêts élevés de 1990 et de 1991 ne pouvaient que conduire à un effondrement de l'économie (1).

On savait que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le SME aurait une influence déflationniste sur l'économie — la participation de la France à ce système a été suivie par plusieurs années d'augmentation du chômage et l'Etat espagnol semble connaître aujourd'hui un processus similaire. Comme la livre est faible par rapport au mark allemand, toute tentative pour développer l'économie britannique plus rapidement que l'économie allemande conduirait à une croissance rapide du déficit de la balance des paiements, à cause de l'augmentation des importations. Cela signifie que les taux d'intérêt doivent rester élevés pour empêcher les gens de vendre des livres sterling.

Le SME oblige les économies européennes à stimuler la demande interne plus ou moins au même rythme que l'Allemagne ; or c'est un rythme très lent.

Cela ne provoque pas un chômage très important en Allemagne — à l'Ouest du

moins (voir l'article de W. Wolf en p. 27) — à cause de la capacité des firmes allemandes à exporter leurs produits. Mais dans les économies faibles du SME, comme la britannique, qui n'ont pas une telle demande à l'exportation, le chômage augmente à tout va.

Le gouvernement et les hommes d'affaires comprennent cela très bien : ils veulent utiliser le SME comme un moyen pour mettre les travailleurs au pas ; la menace du chômage vise à encourager les bas salaires et une forte productivité. Mais cela va créer un problème à court terme, car il va être difficile d'encourager un boom économique pré-électoral (2).

La dette et le SME constituent les raisons immédiates du marasme économique. Mais pourquoi l'économie ne repart-elle toujours pas alors que les taux d'intérêts ont diminué ? Par peur d'une augmentation du chômage et aussi, paradoxalement, à cause de la diminution de l'inflation.

Comme les prix augmentent plus lentement, le poids des dettes individuelles et commerciales et du paiement des intérêts s'accroît en termes réels, décourageant la consommation. Certains économistes, comme ceux du *Financial Times*, ont commencé à parler de cette sorte de mécanisme de récession "dette-déflation".

Miracles et mirages

Mais il existe des raisons plus profondes. La politique économique conservatrice appliquée depuis 1979 visait deux objectifs principaux : une augmentation notable du taux de profit, à travers la diminution des hausses salariales et le développement de la productivité ; ainsi qu'une stabilité économique suffisante pour assurer la réalisation de ce taux de profit.

La récession actuelle prouve leur échec sur ces deux terrains. Les salaires réels n'ont pas diminué depuis 1979, contrairement à la fin des années 70. Ainsi, toute croissance du taux de profit dépendait de l'augmentation de la productivité. Dans les années 80, sous Thatcher, on parlait beaucoup du "miracle de la productivité", qui s'avère être un "mirage de la productivité". Le taux de croissance de la productivité au travail est passé de 3,1 % en 1987 à 1,9 % en 1989, puis à 0,2 % en 1990.

Même si des profits sont possibles grâce au processus de production, il faut ensuite vendre les produits. Et, à ce niveau, le besoin d'investissement est crucial. En 1991, le total des investissements britanniques a chuté de 11 %, et dans l'industrie, ils avaient diminué d'environ 6,5 % par rapport à 1979.

D'autres sources de demande sont limitées ; il y a peu d'exportations à cause de la récession qui sévit dans toute l'Europe. Même si le gouvernement voulait augmenter ses dépenses, il serait limité par sa dette publique (19 milliards de livres), qui risque d'augmenter encore en 1992. Tout cela a conduit à une baisse du taux de profit d'environ 11 % en termes réels entre 1990 et 1991. Mais les compagnies ont maintenu le paiement des dividendes tout en réduisant leurs emprunts, ce qui signifie qu'il y a de moins en moins d'argent disponible pour de nouveaux investissements, et il ne serait pas surprenant que le marasme continue.

L'étendue de l'échec du thatchérisme peut être mesurée par plusieurs indicateurs, dont, en premier lieu, le déclin de l'industrie manufacturière. La production industrielle n'est aujourd'hui que de 5 % supérieure à celle de 1979, alors que la production mécanique a chuté de 15 % en 1991 par rapport à 1990. Les espoirs gouvernementaux de croissance économique étaient centrés sur une expansion de la production pétrolière de la Mer du Nord, or elle est aujourd'hui en déclin.

Le cas de l'industrie automobile est le plus grave, avec, en 1991, une baisse des ventes de voitures de 20 %, et des véhicules commerciaux de 30 % par rapport à 1990. Même le secteur des voitures de luxe est en crise profonde : Jaguar et Rolls Royce ont perdu plus de 50 % de leurs ventes aux Etats-Unis et la demande intérieure s'est effondrée. Rolls Royce a fermé une usine et licencié 1 300 ouvriers : toute la compagnie risque aujourd'hui d'être vendue à BMW.

Dans le même temps, le directeur de British Aerospace a annoncé que plus de 20 % des 194 000 employés risquaient de perdre leur emploi en 1992. La récession a aussi fortement touché le secteur primaire, avec la fermeture accélérée des hauts-fourneaux de Ravenscraig.

Toute tentative pour relancer l'économie provoquera le retour de l'inflation et le déficit de la balance des paiements. Pire encore, si l'Allemagne relève ses taux d'intérêts à cause des concessions salariales qu'elle vient d'accorder, la récession britannique n'en sera qu'à ses débuts. ★

Socialist Outlook, février 1992

1) Voir *Inprecor* n° 335 et 342 des 19 juillet 6 décembre 1991.

3) Des élections législatives doivent avoir lieu en Grande-Bretagne avant juin 1992.

A la recherche du temps perdu

Alors qu'on commente avec angoisse les mauvais résultats des économies des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en particulier des Etats-Unis, le taux de croissance des pays latino-américains en 1991 — 3 % — semble donner raison à ceux qui annoncent que la "décennie perdue" — c'est ainsi que la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations-Unies (CEPAL) avait qualifié l'évolution négative des économies latino-américaines — s'est achevée. « Nous sommes confiants parce que cette année [1991], la région a été capable de relancer la croissance. Apparemment, le processus de récession a commencé à se dissiper et les années 90 se présentent bien », a déclaré, avec un optimisme notoire, le secrétaire général de la CEPAL, Gert Rosenthal, à la mi-décembre 1991 (1). Il est facile de se laisser emporter par l'optimisme après les résultats catastrophiques des dix dernières années. Mais il faut aussi prendre gare aux apparences.

Alfonso MORO

Voici les différents éléments sur lesquels compte le "nouveau modèle d'accumulation" du capitalisme latino-américain en cette fin de siècle.

- Depuis juin 1990, les gouvernements et les bourgeoisies latino-américaines sont polarisés par l'"Initiative pour les Amériques" lancée par le président Bush, à laquelle tous les régimes du sous-continent se sont ralliés dans les faits (2).

- La "réforme de l'Etat" — qui représente un double changement qualitatif des rapports entre l'Etat et l'économie, et entre l'Etat et le mouvement de masse — est en bonne voie dans la région. La bannière du néolibéralisme a quasiment détrôné le nationalisme.

- Dans toute l'Amérique latine, les programmes d'ajustement dessinés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) se développent et s'approfondissent : application drastique de politiques d'austérité ; contrôle monétaire ; et approfondissement des programmes de privatisation des entreprises et des biens de l'Etat.

- Une forte instabilité sociale et poli-

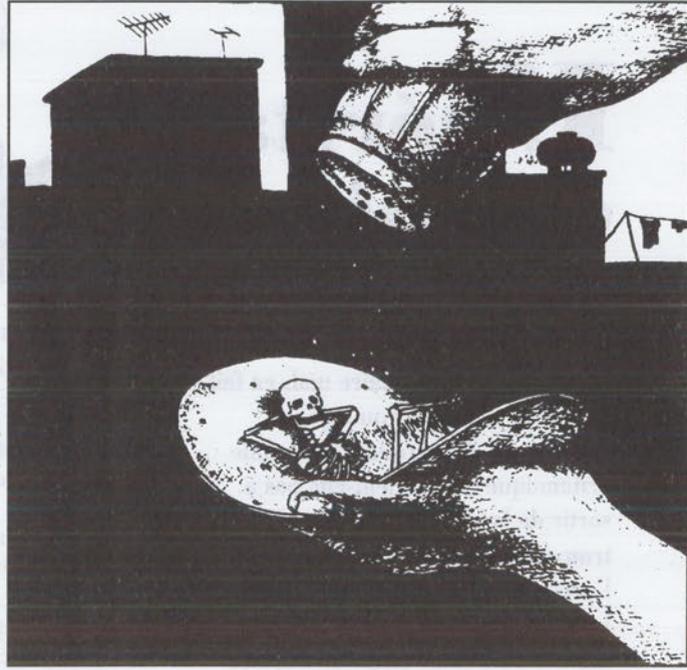
tique persiste, bien que l'inflation ait considérablement diminué et que la majorité des pays aient connu, en 1991, des taux positifs de croissance réelle.

- La dette extérieure, même si elle n'est plus à la "une" des journaux, demeure un problème essentiel à résoudre.

- Le régime de domination bourgeois, en place depuis les années 40, est en crise depuis longtemps et, pour l'instant du moins, aucun projet alternatif sur le long terme n'est consolidé.

- La restructuration capitaliste engendre une profonde réorganisation globale du monde du travail ; les travailleurs sont confrontés à une offensive de déstructuration et de dérégulation. Tous les acquis historiques, sociaux et économiques qu'ils avaient obtenus sont remis en question, à commencer par leurs formes d'organisation. La restructuration touche l'ensemble de la société.

Le processus de globalisation mondiale de l'économie capitaliste et de formation de nouveaux blocs économiques régionaux traverse aussi l'Amérique latine. En ce sens, l'"Initiative pour les Amériques" illustre le nouveau schéma politico-économique de la région à la veille de l'an 2 000. Le paradis promis par Bush, où le libre échange de marchandises pourrait s'effectuer sans entraves, commence à prendre forme. Les accords bilatéraux et multilatéraux entre



gouvernements se multiplient à un rythme effréné : en 1992, devraient être signés le Traité de libre échange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, et des accords similaires pour la formation du Mercosur, de la Zone de libre commerce des Andes, du Marché commun centraméricain, du Bassin des Caraïbes, etc. (3). Le président des Etats-Unis lui-même a déclaré à la presse, après sa tournée en Extrême-Orient : « J'ai porté notre enthousiasme pour le Traité de libre échange (TLC) de l'autre côté du Pacifique et j'y ai montré comment il pourra contribuer à la prospérité de tous en réduisant les barrières commerciales » (4).

Une petite fête

Il est évident qu'il s'agit là d'un soutien politique solide, surtout quand on connaît l'opposition de certains lobbys au Congrès des Etats-Unis, la poursuite de la récession (voir les articles en p. 4 et 5), le fait que c'est une année électorale où Bush joue sa place, et que, au Canada, pays englouti dans une profonde crise, plus de la moitié de la population s'oppose à cet accord trilatéral dans un récent sondage (5).

Le TLC, comme les autres accords commerciaux en discussion, apportera divers avantages au secteur capitaliste tourné vers le marché extérieur et aux couches de la population de différents pays qui, grâce à leur important pouvoir d'achat, sont assurées d'un niveau de consommation élevé ; mais

1) Voir *Excelsior*, 19 décembre 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 329 et 339 des 26 avril et 25 octobre 1991.

3) Le Mercosur regroupe le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine et le Paraguay. Voir *Excelsior* du 2 janvier 1992, *Libération* du 11 janvier 1992 et *Latin American Newsletters*.

4) Voir *Excelsior*, 11 janvier 1992.

5) *Le Monde*, Bilan économique et social 1991.

la grande majorité des populations de ces pays continuera à s'appauvrir (6).

En réalité, ces accords provoqueront des effets similaires à ceux du plan Brady : il y aura peu d'heureux élus. Ainsi, Lawrence Summers, directeur des économistes de la BM, a signalé cyniquement, en faisant le bilan du plan Brady, mis en place en mars 1989 : « *Ceux qui ont participé à la fête en ont bien profité ; mais cela n'a pas été une très grande fête* » (7). Jusqu'à présent, seuls cinq pays du sous-continent et trois d'autres régions ont obtenu de réels avantages grâce à ce plan, qui leur ont permis de réduire leur dette de 26 milliards de dollars ; mais ce chiffre est faible comparé au montant de la dette.

Le problème central de l'"Initiative pour les Amériques" est le suivant : les gouvernements pourront-ils continuer à appliquer la politique économique actuelle et à maintenir en même temps une stabilité sociale sans un afflux massif et permanent de capitaux disposés à s'installer sur le long terme dans des secteurs productifs des différents pays de la région ? Or, jusqu'à présent, aucune de ces deux conditions n'est remplie.

Ainsi, des économistes officiels japonais ont souligné que, pour 1992, le manque de capitaux au niveau international se monte à la bagatelle de 100 milliards de dollars (8). Et, un rapport de la Banque du Mexique (pays donné en exemple aux gouvernements latino-américains), note qu'« *alors qu'en 1990, 41,8 % des ressources étrangères se dirigeaient vers l'investissement direct, dans les six premiers mois de 1991, cette proportion s'est réduite à seulement 19,1 %* ». La même source signale que « *pour 10 dollars entrés au Mexique durant le premier semestre 1991 au titre des investissements étrangers, 8 sont allés à l'achat d'actions et seulement 2 à des projets productifs* » (9).

Economies faibles et Etats forts

A partir du déclenchement de la "crise de la dette" en 1982, les gouvernements latino-américains se sont embarqués dans un projet de "réforme structurelle" où l'Etat s'est retrouvé au banc des accusés. Depuis lors, a été appliquée une politique économique qui tend à diminuer le poids de l'Etat dans l'économie, par la vente de toutes sortes d'entreprises, dont celles des secteurs stratégiques. Aujourd'hui, c'est le capital privé qui assure le taux de croissance dans la majorité des pays ; mais il ne s'agit plus du capital national qui existait à l'époque des "substitutions d'importations" ; ce sont surtout des capitaux multinationaux ou mixtes qui tiennent les rênes de l'économie.

La "réforme de l'Etat" signifie que dans des pays qui avaient connu des révolutions

(Mexique, Bolivie, Nicaragua) et/ou des gouvernements populistes (Pérou, Argentine), entre autres, on démantèle les bases sociales sur lesquelles reposaient les rapports entre l'Etat et les masses — en cherchant à former une nouvelle forme de domination — au moment où l'Etat se retire de la sphère économique. Cela provoque une réduction importante des investissements sociaux (infrastructures, éducation, santé, logement, etc.), cela conduit à une paupérisation généralisée de la population et approfondit la mondialisation de ces économies dépendantes.

George Landau, président de la Société des Amériques, a une vision très claire de ce phénomène : « *Alors qu'avant les entreprises d'Etat étaient considérées comme des symboles nationaux, aujourd'hui un symbole national c'est de disposer d'actions à la Bourse des valeurs de New York* » (10).

La "réforme de l'Etat" ne débouche absolument pas sur une démocratisation de la société ; au contraire, nous assistons au renforcement de ses éléments les plus antidémocratiques. Que ce soit au Mexique, au Panama, en Argentine, au Brésil, au Venezuela, ou au Pérou, etc., l'autoritarisme, la gestion par décrets et la négation de la "société civile" (nouveau terme à la mode) sont plus présents que jamais. L'attitude néolibérale en matière économique se conjugue avec des procédés dictatoriaux en matière politique.

La longue austérité

Les "programmes d'ajustement" imposés dans la région depuis dix ans se concrétisent tous par une politique d'austérité, variable qui, à la différence de ce qui s'est passé en Europe, se reflète par une chute verticale du niveau de vie de la majorité de la population : perte du pouvoir d'achat réel des salaires, chômage, diminution de la consommation interne, et développement accéléré de la pauvreté.

Entre 1981 et 1990, la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant en Amérique latine a enregistré un taux négatif de - 9,6 % ; la légère croissance de 0,9 % en 1991 ne compense pas, et de loin, la chute du niveau de vie de la population, qui, entre autres phénomènes, s'est matérialisée dans des épidémies comme celle du choléra.

Tant que les "programmes d'ajustement" resteront la condition *sine qua non* fixée par le FMI et la BM, la majorité de la population ne pourra pas attendre une amélioration de son niveau de vie, ni à court ni à moyen terme. En outre, comme le projet d'intégration économique continentale se

base sur le développement des exportations et pas sur l'expansion des marchés internes, les inégalités sociales et économiques tendent à se développer.

L'"ajustement économique", qui à son tour, comprend l'abandon du protectionnisme d'Etat, est une politique à long terme. Le capital n'est pas seulement intéressé par la diminution des salaires, il veut surtout avoir des garanties sur le fait que les changements actuels seront irréversibles. C'est aussi pour cela que les bourgeoisies et leurs gouvernements ont étendu leur offensive à des aspects considérés comme tabous il y a encore quelques années — comme, par exemple la "contre-réforme agraire" du gouvernement Salinas au Mexique, ou la tentative de privatisation généralisée des mines en Bolivie (11).

Il est évident que les politiques néolibérales avancent dans toute la région, mais cela va de pair avec le spectre de l'instabilité. Hormis le Mexique, le Chili et la Bolivie, où, grâce à des méthodes différentes, les gouvernements ont réussi à appliquer des plans d'ajustement avec des résultats globalement positifs pour le capital, dans le reste du sous-continent, l'instabilité politique, économique et sociale est une constante, qui se reflète dans la recherche permanente de mesures économiques permettant une réelle stabilité sociale.

Les gouvernements de Chamorro, de Fujimori, de Collor de Melo, de Menem, etc., ont été obligés de remplacer les équipes arrivées au pouvoir en promettant une politique de stabilité économique et de paix sociale. Même au Venezuela, où le gouvernement social-démocrate de l'Action démocratique (AD) dirigé par Carlos Andres Perez se vantait d'être stable et démocratique, on entend des bruits de bottes.

Nous n'avons pas fini de payer

Cette instabilité n'équivaut pas à des situations prérévolutionnaires, mais elle signifie qu'il n'existe pas aujourd'hui de conditions objectives pour que la restructuration capitaliste soit menée à bien sans convulsions sociales importantes. Dans la plupart des cas, les programmes de restructuration capitaliste sont appliqués par des gouvernements ayant une faible base socia-

6) *Informe Latinoamericano* n° 5, 6 février 1992.

7) Voir *Excelsior*, 17 décembre 1991.

8) Voir *Excelsior*, 27 décembre 1991.

9) Voir la revue *Expansion* n° 57, Mexique, 11 décembre 1991.

10) La Société des Amériques est une organisation dont les membres détiennent 80 % des investissements des Etats-Unis en Amérique latine. Voir *El Financiero*, Mexico, 30 décembre 1991.

11) Rapport de la CEPAL, 1991.

le. Dans tous les cas, les mesures de "stabilisation" adoptées par divers pays latino-américains ont besoin de davantage de temps pour se consolider, ce qui ne dépend pas exclusivement de la dynamique économique de chaque pays. Atteindre une stabilité globale est l'objectif clé, tant des bourgeoisies latino-américaines que du capital international. Si l'on avance seulement sur le terrain des accords commerciaux et si le flanc politique et social reste à découvert, alors l'intégration du bloc géopolitique promue par les Etats-Unis se fera sur un baril de poudre.

Ceux qui ont une vision optimiste de l'évolution économique de l'Amérique latine, devraient, pour être conséquents, l'avoir aussi de la crise de la dette. En 1991, neuf pays ont été obligés de passer des accords de restructuration et/ou de renégociation de leur dette avec le FMI, ce qui entraînera (ou entraîne déjà) une diminution du capital, ou des intérêts ou des deux à la fois, alors que douze autres pays ont eu des retards dans le paiement du service de la dette pour une valeur de 26 milliards de dollars.

On peut se demander si, après dix ans de transfert nets de capitaux de l'économie latino-américaine vers l'extérieur, ce problème a été résolu ou, au moins, si la situation a qualitativement changé. Le rapport de la CEPAL montre qu'en 1991 cette région a enregistré des revenus dérivés des prêts et/ou des investissements supérieurs à ses dépenses. L'Amérique latine n'exporte plus de capitaux et sa dette a atteint 426 milliards de dollars. Les recettes pour la réduction de la dette (achats, restructurations, etc.), remises à l'ordre du jour avec le plan Brady, semblent produire des résultats. Cependant, selon le dernier rapport de la Banque mondiale, portant sur 1990, ces remèdes n'ont pas produit les effets escomptés. En effet, les données de la Banque mondiale montrent que sur les 26 pays étudiés « *seulement six doivent actuellement moins qu'il y a cinq ans* », alors que le total de leur dette atteint presque 78 % de plus qu'en 1980. Cette institution estime que, en 1992, l'Amérique latine devra déboursier plus de 24 milliards de dollars pour l'amortissement du capital et 23 milliards supplémentaires pour les intérêts. Une telle hémorragie ne laisse pas beaucoup de place à l'optimisme, même si les gouvernements ont bénéficié de la réduction des taux d'intérêt internationaux en 1991.

Même si les prêts extérieurs recommencent à augmenter et si certains pays comme le Mexique ont eu de nouveau accès aux marchés financiers internationaux, la mèche

qui pourrait faire exploser la bombe de la dette est toujours allumée. Les conditions internationales ne sont pas les mêmes que lors de l'explosion de la "crise de la dette", en 1982. A l'époque, l'économie capitaliste internationale était en train de sortir d'une phase de récession généralisée : des pays comme le Mexique, le Venezuela, la Colombie ou le Pérou pouvaient encore bénéficier des prix internationaux du pétrole (qui chutaient déjà) ; il y avait un effet d'accumulation dérivé de la croissance qui, jusqu'au début des années 80, existait dans cette région ; les banques privées qui faisaient des prêts n'étaient pas protégées contre cette



éventualité, etc. Aujourd'hui, la situation est tout autre : croissance moindre des pays impérialistes — voire même récession — ; pénurie de capitaux ; globalisation mondiale de l'économie ; accroissement de la concurrence intercapitaliste pour attirer les capitaux ; prix des matières premières à la baisse et un sous-continent qui, durant ces dix dernières années, a réalisé un transfert brutal de capitaux vers les pays impérialistes.

Les pays impérialistes créditeurs et le FMI insistent sur la nécessité de se "serrer davantage la ceinture", ce qui, dans les faits, suppose une réduction des dépenses publiques, une dévaluation des monnaies, et une accélération des réformes fiscales et monétaires pour disposer des ressources nécessaires au paiement de la dette. Dans ce domaine, et à cause du poids de sa dette, la situation au Brésil sera déterminante ; son gouvernement vient de négocier un crédit de 2 milliards de dollars avec le FMI — qui va accroître les tensions avec les travailleurs et la population.

Quel projet de domination ?

La bourgeoisie latino-américaine s'est embarquée dans un projet très risqué. Suite à la crise du régime de domination populiste et nationaliste de la fin des années 70, elle essaye de mettre sur pied un nouveau pacte social qui corresponde à ses besoins actuels — c'est-à-dire qui diminue le poids économique de l'Etat, tout en modifiant le rapport de forces face aux travailleurs et à la population dans son ensemble, et en avançant dans le processus de restructuration capitaliste pour disposer de nouvelles cartes de négociations avec l'impérialisme. Ce projet est clairement défini, et veut être une alternative au modèle en vigueur durant la période de "substitution des importations" (12). La bourgeoisie n'a que le choix de l'intégration

économique et politique telle que la propose les Etats-Unis.

Les risques de ce pari résident dans une plus forte dépendance (il suffit de savoir que le seul point actuellement en discussion entre le Mexique et les Etats-Unis pour la signature du traité de libre échange concerne le pétrole), ainsi que dans le fait que l'application de la politique néolibérale détruira la base sociale antérieure de ces gouvernements, sans que le projet actuel n'ait été consolidé. On pourrait nous répondre qu'il faut du temps, ce qui est vrai, mais le temps peut aussi jouer contre les gouvernements, comme dans la dernière décennie.

Depuis un moment, certains analystes et des hommes politiques prônent l'avènement de gouvernements sociaux-démocrates dans cette région, du type de ceux qui dirigent la France ou l'Etat espagnol (13). Ils oublient que des pays comme le Venezuela, la Bolivie, la Jamaïque ou l'Equateur sont déjà gouvernés par la social-démocratie et que les programmes d'austérité et la libéralisation des marchés y ont été appliqués de façon frénétique. Pire encore, ils négligent le fait que, en tout cas pour le moment, ces gouvernements ne sont pas les plus à même d'attirer le capital international ou les bourgeoisies locales.

Restructuration et dérégulation

En Amérique latine, le capitalisme essaye de se mettre à l'heure de l'impérialisme. C'est une course de vitesse à la recherche du temps perdu : le temps de la modernisation et de la restructuration capitaliste qui s'est développé en Europe, au Japon et aux Etats-Unis à partir de 1982. Les conséquences de ce choix apparaissent aussi dans les attaques frontales dont sont victimes les acquis, arrachés durant les décennies passées, des travailleurs et d'autres secteurs de la population. Il s'agit d'accroître la productivité des travailleurs à tout prix, tout en aggravant les conditions de travail ; et d'instaurer une supposée politique de "charité de l'Etat" (l'Etat solidaire) pour le reste de la population (14).

La bourgeoisie latino-américaine et l'impérialisme ont besoin d'une modification substantielle de l'ensemble des rapports qui régissent le monde du travail ; voilà pourquoi on assiste à une mue du vieux syndicalisme latino-américain dans un but essentiel : le syndicalisme né dans les années 30, utile jusque dans les années 70,

12) *Informe Latinoamericano* n° 2, 16 janvier 1992.

13) Voir, par exemple, les déclarations du commandant salvadorien J. Villalobos, dans *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991.

14) Voir l'article de Jorge Catafeda, "Les nouveaux dogmes en Amérique latine", *El Pais*, 31 janvier 1992.

ne correspond plus aux besoins du capital. Il faut réduire le poids des syndicats sur le terrain même qui justifie leur existence, c'est-à-dire en matière de contrôle de la production et de la représentation des travailleurs comme un tout. On essaye de réduire ce rôle par les cercles de qualité, l'"ouvrier universel" et la flexibilisation (15).

Derrière le licenciement de millions de travailleurs en Amérique latine (plus de 1 million d'emplois supprimés en 1991), il y a une politique qui vise les structures syndicales — et qui a partiellement réussi. Cela a provoqué l'affaiblissement du poids politique de la classe ouvrière — la masse de ceux qui vendent leur force de travail pèse de plus en plus sur le marché informel ; ils n'ont ni revenus fixes ni prestations sociales.

On assiste aussi à un phénomène naissant de réorganisation de la classe ouvrière et d'autres secteurs dont dépendra, à moyen terme, la réussite du pari actuel. Les mobilisations de 1991 et de ce début d'année dans certains pays, si elles n'ont pas réussi à freiner l'offensive capitaliste — ce qui est impossible sans l'appui des travailleurs des pays impérialistes —, ne doivent pas être minimisées. Il s'agit de luttes défensives, mais qui démontrent que quelque chose bouge.

L'économie latino-américaine a connu une croissance en 1991, mais on peut douter qu'elle enregistre des données globales positives dans un avenir immédiat. La récession dans les pays impérialistes, le non dépassement de l'onde longue dépressive de l'éco-

nomie mondiale, ainsi que la marge de manœuvre limitée laissée par les mesures de privatisation aggravent sa situation. Les entreprises publiques, qu'il s'agisse des banques, des mines ou du pétrole, ne peuvent être vendues qu'une seule fois. L'"Initiative pour les Amériques" de Bush et les différents accords commerciaux qui sont en cours profiteront à certains, mais sûrement pas à la population. ★

13 février 1991

15) Voir *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991.

COTE D'IVOIRE

Faillite d'un pays modèle

"Pays modèle" : aux yeux de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), la Côte d'Ivoire a mérité ce titre à deux reprises. Dans les années 60 et 70, pour son ouverture aux investissements étrangers et sa croissance basée sur ses exportations agricoles. Dans les années 80, pour son zèle à appliquer les programmes de stabilisation et d'ajustement de la BM et du FMI (1). A elle seule, cette succession devrait faire réfléchir... D'autant plus que dix ans après la signature du premier programme d'ajustement structurel (PAS), « les dernières mesures énoncées par les autorités ivoiriennes ne sont qu'une répétition très minutieuse des programmes établis à l'origine » (2). Un cas d'école, donc, pour étudier l'impact durable de la politique du FMI.

Jean-François MARQUIS



Selon les critères mêmes du FMI et de la BM, l'état des lieux actuel est édifiant. A la fin 1990, le total de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire s'élevait à 16,5 milliards de dollars, presque le triple de ce qu'elle était en 1980. Le service de cette dette, la plus élevée *per capita* de toute l'Afrique, représentait 63,8 % des revenus d'exportations, les paiements effectifs s'élevant à 29,5 % (3). De 1980 à 1989, le produit national brut (PNB) par habitant — si la précision des statistiques est discutable, généralement les estimations sur ce point sont faussées à la hausse — a diminué tous les ans, à l'exception de 1985. La chute est de près de 20 % pour la période 1987 à 1989 (4). Les investissements, qui s'élevaient à 18 % du PNB en 1980, n'en représentaient plus que 6 % en 1987 (5). La production industrielle progressa de 11,7 % par an entre 1973 et 1980 ; elle a diminué de 2,4 % entre 1980 et 1987 (6).

De 1981 à 1987, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé d'un cinquième (7). L'appauvrissement est généralisé. Les revenus des planteurs de cacao et de café (principales cultures de rente de la Côte d'Ivoire) ont chuté de 75 % au cours des deux dernières années (8). Le chômage frappe un tiers de la force de travail. Entre 1980 et

1984, la consommation par habitant de poisson et de viande a reculé de 20 % (9) ; et le glissement de la consommation vers des produits vivriers de moindre prix confirme cette tendance croissante. Les investissements dans la santé et l'éducation ont diminué en moyenne de 2,8 % par an depuis 1978, alors que la population, dont 70 % a moins de 20 ans, croît au rythme de 4,4 % par an (10). Au-delà du problème de la répartition des biens, l'effondrement du marché de l'automobile — 71 % depuis 1980 — est un indicateur de la relation appauvrissement/crise du transport.

Ce constat de catastrophe économique et sociale concerne un pays qui « s'administre avec une docilité à bien des égards remarquable la purge des programmes d'ajustement prescrits par les bailleurs de fonds, le

1) John Loxley, "The IMF, the World Bank, and Sub-Saharan Africa : Policies and Politics", in K. J. Havnevik (éd.), *The IMF and the World Bank in Africa*, Uppsala, 1987.

2) *Marchés Tropicaux* du 21 septembre 1991.

3) *Africa South of the Sahara*, London, Europe Publication, 1991.

4) Michael Hood, *Economics of Africa*, London, 1991.

5) *Africa confidential* du 22 avril 1991.

6) *Africa recovery*, juin 1991.

7) Nghia Nguyen Tinh et Harmut Schneider, "L'emploi en période d'ajustement : le cas du secteur moderne en Côte d'Ivoire", in *Revue Tiers Monde*, avril-juin 1991.

8) *Africa confidential* du 22 avril 1991.

9) Gilles Duruflé, *L'ajustement structurel en Afrique, Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar*, Paris, Karthala, 1988.

10) *Marchés Tropicaux* du 21 septembre 1991.

FMI en particulier », et auquel la Banque mondiale applique « sans doute » le programme « le plus élaboré » de tous ceux mis en œuvre en Afrique noire « pour tenter de modifier en profondeur l'environnement économique intérieur » (11).

Les limites d'une croissance

Il est aujourd'hui de bon ton de désigner du doigt l'incurie et la corruption des « élites » du tiers monde, qui auraient conduit leurs pays à la banqueroute. Grande découverte... de l'évidence. Dans un pays dont le président depuis 30 ans, Félix Houphouët-Boigny, a fait construire une nouvelle capitale dans son village natal de Yamoussoukro et y a fait ériger une basilique estimée à 280 millions de dollars (12) inaugurée par le pape, la symbolique est aussi ajustée. Les dénonciateurs, souvent tardifs, oublient cependant un peu vite que Félix Houphouët-Boigny, ancien ministre d'Etat du général de Gaulle, et que son Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), l'unique jusqu'en 1990, sont largement des produits de la colonisation. Ils n'ont jusqu'à ce jour jamais perdu l'appui de la France, l'ancienne puissance tutélaire, y compris de la France miterrandiste et social-démocrate. « La principale garantie de la sécurité de l'Etat a continué de résider dans une base militaire française, et dans de fréquentes manœuvres conjointes franco-ivoiriennes. » De même, le modèle de croissance économique, qui aboutit à la crise de la fin des années 70, a été mis en place « juste avant l'indépendance et pendant les deux décennies qui l'ont suivies » (13).

Durant les années 60 et 70, les produits agricoles ont continué à représenter plus de 80 % des exportations de la Côte d'Ivoire. Même si des efforts de diversification ont eu lieu, le café et le cacao, qui font vivre 400 000 exploitants et leurs familles, sont restés les deux principales cultures de rente (78 % des exportations agricoles en 1982) (14). La fragilité découlant de cette dépendance vis-à-vis de deux produits fut mise en évidence dès le recul, en 1978, de leurs cours sur le marché mondial : la crise de l'économie ivoirienne éclata immédiatement.

La Caisse de stabilisation et de soutien des prix des produits agricoles (CAISTAB), autre héritage colonial, contrôle la commercialisation de ces deux cultures. Elle est le véritable cœur du régime ivoirien. Payant aux planteurs un prix fixé d'avance, elle ne leur a pas transféré la totalité de la hausse des cours mondiaux du café et du cacao qui eut lieu durant les années 70. Cette période a donc impliqué une forte croissance pour les exportateurs dont la marge est garantie, mais aussi l'accumulation de fonds importants

dans les coffres de la CAISTAB (15). C'est adossé à ces revenus que l'Etat ivoirien s'est lancé dans un vaste programme d'investissements (22 % du produit intérieur brut — PIB — en 1977) et d'endettement — la dette extérieure à long terme passant de 26 % du PIB en 1975 à 55 % en 1981 (16). Au passage, quelques détournements de fonds sont opérés, et aboutissent en partie dans des coffres de banques occidentales (les helvétiques étant mieux cotées que le cacao).

En outre, la Côte d'Ivoire est restée marquée par le type de polarisation sociale qui a été consolidée et remodelée par le pouvoir colonial. En 1986, les 10 % les plus riches de la population accaparaient officiellement 36 % des revenus (17). Les riches planteurs de café ou de cacao, souvent absentéistes, forment l'ossature historique de cette « élite » ivoirienne. Leur contrôle de l'Etat et de la commercialisation de ces deux cultures ont été les leviers de leur enrichissement. La communauté libanaise joue également un grand rôle commercial. A l'opposé, les 20 % les plus pauvres devaient se contenter de 5 % des revenus (18), chiffre de la BM qui, comme les études de cas l'ont montré, sous-estime en ce domaine la réalité. Parmi ces plus défavorisés, il faut compter en premier lieu les travailleurs migrants, notamment burkinabés, qui, depuis l'époque coloniale, fournissent la main-d'œuvre extrêmement peu payée sur laquelle reposent les cultures du café et du cacao. Ces immigrés représentent plus du quart de la population de Côte d'Ivoire (19).

Inégalités et développement

Cette polarisation sociale, avec sa distribution des revenus, sa typologie de demande (modèles de consommation) et d'offre (type d'investissements) liée à la « mondialisation », a eu de lourdes conséquences sur les possibilités de développement économique.

Une partie des investissements — dont le quartier du Plateau à Abidjan, le Manhattan africain, est le symbole — ont été effectués pour des infrastructures qui profitent aux « élites » ivoiriennes et aux maîtres d'œuvre européens. Elles vont à l'opposé des besoins de développement du pays, sans même parler des besoins sociaux élémentaires de la majorité de la population.

Les tentatives d'industrialisation par substitution aux importations se sont heurtées au caractère étriqué du marché intérieur. De même, les exportations agricoles, contrôlées par des firmes étrangères, ont donné naissance à très peu d'industries de transformation de ces produits, et n'ont enclenché aucun processus cumulatif d'industrialisation ; sans même parler d'industrialisation appropriée au type de pays et de la population.

La concentration des revenus a accru les importations de produits de consommation... et favorisé la fuite des capitaux. Dans les années 70, jusqu'à 7 % du PIB était transféré sous forme de revenus privés à l'étranger, une grande moitié étant imputable aux Ivoiriens et Libanais (20). Ces deux phénomènes ont contribué à alourdir le déficit extérieur du pays.

L'enlèvement

Avec la baisse du prix des matières premières, la Côte d'Ivoire s'est retrouvée fortement endettée sans que ses investissements aient permis l'émergence d'un nouveau secteur susceptible de dégager les devises nécessaires au paiement de la dette. La contrainte du recours au FMI et à la BM était inscrite dans le modèle de développement proposé par le Nord et adopté par les « élites » ivoiriennes. Un accord fut signé avec le FMI en 1981, et régulièrement prolongé depuis. Avec la BM, trois prêts d'ajustement structurel ont été conclus en 1981, 1983 et 1986. Un quatrième est en négociation.

Comme l'indiquent les quelques chiffres cités plus haut, l'application, dix années de suite, de la potion du FMI n'a abouti qu'à « une gestion de l'enlèvement où, de refinancement en refinancement, l'austérité s'accroît, les coûts sociaux de l'ajustement progressivement sa capacité productive et organisationnelle et compromettant, du fait de la compression des dépenses d'éducation et de santé, son capital humain » (21). L'évolution des prêts effectifs avec garantie publique des banques commerciales — ils ont chuté de 634 millions de dollars en 1980 à 22 en 1988 et 1 en 1989 — indique leur confiance dans les remèdes du FMI pour générer une nouvelle croissance (22). Ces banques commerciales sont — après avoir récupéré une partie de leurs prêts et provisionné les créances irrécupérables (en déduisant la provision de leurs bénéfices et en payant moins d'impôts) — des juges pratiquement plus sévères de la faisabilité des projets du FMI/BM que les néo-convertis à ces institutions.

Comment expliquer cet échec, payé au

11) Gilles Duruffé, *op. cit.*

12) *International Herald Tribune* du 10 février 1989.

13) G. Duruffé, *op. cit.*

14) *Ibidem.*

15) Richard Crook, "Politics, the Cacao Crisis and Administration in Côte d'Ivoire" in *Journal of Modern African Studies*, 28, 1990.

16) *Marchés Tropicaux*, *op. cit.*

17) Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Washington, 1990.

18) *Ibidem.*

19) *Africa South of the Sahara*, *op. cit.*

20) *Ibidem.*

21) *Ibidem.*

22) *World Debt Tables*, 1990-1991.

prix fort par les Ivoiriens ? Afin de dégager les surplus nécessaires au remboursement de la dette, le FMI et la BM ont misé sur le développement des exportations (agricoles et industrielles), ainsi que sur des mesures d'austérité. Dans un premier temps, les choix de la BM (revalorisation des prix aux producteurs, amélioration des infrastructures routières, bénéficiant de la majeure partie de ses prêts, etc.) ont certes stimulé la production de café et de cacao. Mais le marché de ces deux produits est durablement excédentaire, non seulement suite à l'arrivée de nouveaux producteurs (la Malaisie, pour prendre l'exemple du cacao), mais aussi parce que les mêmes remèdes sont appliqués à d'autres exportateurs importants (comme le Ghana voisin). Sans oublier que, pour le cacao toujours, la production ivoirienne est telle (35 % du marché mondial) que sa croissance peut suffire à déséquilibrer le marché. Le résultat de cette politique a donc été l'effondrement des cours dès 1986. Dès lors, en 1989, une crise financière sans précédent éclate en Côte d'Ivoire. Et, à la demande expresse du FMI, est imposée une dévalorisation du prix payé aux producteurs (de 400 francs CFA le kilo pour les deux plantes à 200 francs pour le cacao et 50 francs pour le café) (23).

Les autres cultures d'exportations n'ont pas pris le relais : la saturation du marché ne les épargne pas. Seule, l'industrie du bois, après un long déclin, a connu une certaine reprise, sous l'impulsion d'un programme de la Banque mondiale. Or, ce « projet "d'exploitation forestière viable" (...) a des chances d'aboutir à une accélération de l'abattage des arbres et du déboisement » dans un pays où la forêt tropicale est passée, en moins de 30 ans, de 15 millions d'hectares à 1 seul (24). On constate une première fois le fossé entre les scénarios de sortie de crise combinés du FMI et de la BM et la réalité. C'est la faisabilité de cette politique qui est systématiquement mise en question par la crise réellement existante et croissante.

L'alibi du privé

L'industrie, qui aurait dû être stimulée, selon les programmes, par la libéralisation des échanges, des primes à l'exportation et les privatisations, n'a pas connu meilleur sort. Les investissements publics, qui s'effondrent, ne peuvent plus jouer le rôle d'entraînement qu'ils avaient à l'égard des capitaux privés. Vu le contexte de déflation généralisée et durable (crise), les investisseurs privés ne sont guère enclins à prendre le relais : « Dans les conditions actuelles,

l'appel au dynamisme de l'investissement privé (dont on voit mal d'où il pourrait venir) n'est au mieux qu'un artifice pour masquer le désinvestissement du secteur public » (25).

D'ailleurs, les partisans du FMI peuvent-ils citer un seul cas d'industrialisation d'un pays sans que l'Etat ait joué un rôle de premier plan ? Seules, quelques multinationales de l'agro-alimentaire (comme Unilever et Nestlé) ont profité des nouvelles conditions pour étendre leurs opérations. Mais ce sont des implantations qui sont loin d'avoir un effet d'entraînement sur le reste de l'industrie. Par contre, elles renforcent leur contrôle sur ce secteur décisif de l'économie ivoirienne.

Quant aux mesures d'austérité, qui contribuent à la déflation, elles sont souvent



justifiées par la BM avec l'argument fallacieux de rééquilibrer les revenus en faveur de la campagne, plus pauvre, aux dépens des villes privilégiées. Le nouveau Premier ministre, A. D. Ouattara, ancien responsable du département Afrique du FMI, a refusé toute mesure contre la fuite des capitaux. Elle est pourtant estimée à des montants impressionnants, puisque la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest (dont il était aussi le directeur) l'établit à 750-900 millions de francs suisses par an, pour les pays qu'elle recouvre (26).

Mais les "Ivoiriens fortunés" ne sont qu'une infime minorité des 46 % de la population vivant en ville, dont 2,5 millions (23 %) à Abidjan (27). Or, la structure des revenus y est encore plus inégalitaire que dans le reste du pays : à Abidjan, les 10 % les plus riches concentrent 42 % des revenus. A l'opposé, le chômage frappe d'abord en ville, de même que les hausses de prix ont des répercussions plus brutales dans cette économie davantage monétarisée. Il n'est dès lors pas surprenant que des enquêtes sur le terrain indiquent une sérieuse croissance de la pauvreté à Abidjan dès 1980 (28).

D'autre part, comparer les salaires des fonctionnaires (par exemple dire que les enseignants gagnent autant que leurs collègues espagnols) est aberrant. Il existe en Côte d'Ivoire toute une chaîne de droits et d'obligations reliant les salariés du secteur moderne à leur communauté d'origine, qui impliquent d'importants transferts, notamment vers la campagne. Avec la baisse des revenus de 35 % entre 1980 et 1988, des enquêtes ont montré que 40 % des fonctionnaires d'Abidjan ont des obligations supérieures à leur revenu total (29).

On comprend dès lors que l'annonce, en février 1990, du nouveau paquet d'austérité imposé par le FMI, impliquant des baisses de salaires de 11 % à 40 % dans la fonction publique, ait provoqué les plus sérieuses manifestations depuis l'Indépendance. La répression a sévi. Mais le régime a dû reculer un peu et effectuer une timide ouverture.

Dix ans après la signature de son premier accord avec le FMI, la Côte d'Ivoire est donc plus que jamais étranglée par sa dette. En 1988 et 1989, ses transferts nets négatifs vers la BM se sont élevés à 298 millions de dollars (30). La dépendance de la Côte d'Ivoire s'est renforcée. A l'égard des multinationales du commerce, comme la française Sucden ou Phibro, qui se disputent le contrôle du cacao ivoirien (31). Et à l'égard de la BM qui « en vient à intervenir directement pour remode-

ler selon ses vues les choix nationaux dans des domaines aussi cruciaux que l'éducation, l'insertion dans l'environnement international ou le rôle de l'Etat dans le développement » (32).

Et aucune des conditions minimales d'un redémarrage n'est en voie de réalisation, elles ne font pas partie des objectifs du FMI : annulation de la dette et mise à disposition de nouveaux crédits ; revalorisation du prix des matières premières ; création d'un réel marché intérieur, national et régional, susceptible de servir de base à une coopération productive... ★

La Brèche
Novembre 1991

23) *Africa confidential* du 22 avril 1991.

24) Lester R. Brown, *L'Etat de la planète 1991*, Paris, 1991.

25) G. Duruflé, *op. cit.*

26) *Financial Times* du 17 octobre 1990.

27) *Africa South of the Sahara*, *op. cit.*

28) Claudine Vidal, "Quand les petits deviennent des pauvres" in *Politique Africaine*, septembre 1990.

29) Marie-France Jarret et François Régis Mahieu, "Ajustement structurel, croissance et répartition : l'exemple de la Côte d'Ivoire" in *Revue Tiers Monde*, janvier-mars 1991.

30) *World Debt Tables*, 1990-1991.

31) *Agefi* du 17 septembre 1991.

32) G. Duruflé, *op. cit.*

Les crimes de la "démocratie"

AU NOM du FIS et de la *dawla* islamique (l'Etat islamique), les jeunes se sont mis à harceler les barrages de police pour marquer leur refus du quadrillage policier, du filtrage humiliant qui interdisait aux "barbus" de circuler en bus ou en taxi les vendredis. On est très vite passé des tirs de sommation aux tirs à balles réelles pour les jeunes.

Contrairement à juin 1991, la répression, cette fois bien plus meurtrière, ne provoque pas la solidarité populaire. Les jeunes étaient à l'initiative des incidents, ils ouvraient le cycle de la violence alors que les masses populaires se résignaient et appréhendaient la guerre civile.

Pourtant, de vendredi en vendredi, les incidents ont changé le climat et ont enlevé à Boudiaf son seul argument sur la sécurité. Le FIS s'est alors enhardi et a envisagé, pour le vendredi 7 février 1992, une mobilisation générale. Il est significatif que les incidents les plus importants aient eu lieu à Batna (capitales des Aurès), suite à une rumeur sur des désertions d'unités militaires dans cette région.

Rien à perdre... que la vie

Et on a vu alors se généraliser les incidents à travers tout le pays, se multiplier les morts et les blessés. Il ne s'agit pas d'une insurrection concertée, mais de la généralisation de révoltes locales contre la présence policière.

Des jeunes non intégristes sont l'avant-garde et la chair à canon ; les "barbus" restent néanmoins discrets. Ce qui frappe, c'est la banalisation de la mort ; les jeunes chômeurs partent au combat sans armes et la fleur à la bouche. Ils n'ont rien à perdre que la vie. La révolte contre l'injustice sociale qui les frappe a su trouver une direction, le FIS, un drapeau, l'"Etat islamique". Mais le FIS est aux abonnés absents et n'organise en rien ces manifestations qui se font en son nom.

Au lendemain de la démission de Chadli, les intégristes du Front islamique du salut (FIS) avaient le profil bas, et la direction Hachani n'a finalement eu aucune peine à convaincre sa base de l'inutilité de s'affronter au nouveau pouvoir — la leçon de juin 1991 avait été bien apprise (1). M. Boudiaf, installé par l'armée à la tête du Haut comité d'Etat, dans le rôle du "sauveur de la nation", annonçait alors que les partis ne seraient pas interdits, pas même le FIS. Mais l'étau se resserrait sur les intégristes : chaque déclaration grandiloquente était suivie d'arrestations ; les meetings-prières du vendredi étaient progressivement empêchés. Alors que la consigne était de ne pas donner prétexte à l'interdiction du FIS, la riposte est venue des jeunes des quartiers.

Chawki SALHI

Le dimanche 8 février, alors que le pays avait repris son calme, l'état d'urgence a été proclamé pour douze mois — au même moment, les barrages étaient levés dans les villes.

On attendait plutôt l'"état d'exception", non pour réprimer — le nouveau pouvoir disposant de tous les moyens pour cela — mais pour permettre à Boudiaf de légiférer sans l'Assemblée nationale. Les experts du pouvoir n'en sont pas encore là de leurs réflexions. Pour l'instant, ils s'occupent d'interdire le FIS, comme si on pouvait effacer un phénomène politique de cette ampleur par une décision administrative et quelques arrestations. Le FIS est certes apparu impuissant à diriger la révolte, mais pour lui arracher l'hégémonie au niveau populaire, il faudrait une alternative politique. Pour l'instant, nombreux sont ceux qui accordent un délai à Boudiaf, malgré ses prestations télévisées plutôt ternes, car il s'agit du dirigeant du déclenchement de la

guerre de libération du 1er novembre 1954 — mais de 1954 à 1992 l'eau a coulé sous les ponts...

Après trente années d'exil, Boudiaf n'a ni expérience politique, ni connaissance du pays. Piètre orateur, ce n'est pas non plus un intellectuel ; inconnu des jeunes, il ne dispose que de son titre de propriétaire de la lutte de libération nationale. Mais si la situation se stabilise, si une relance économique même modeste est engagée, ce projet bonapartiste a alors des chances — l'état d'urgence de douze mois n'est-ce pas aussi un clin d'œil aux banquiers occidentaux qui rechignent à renégocier la dette extérieure, à investir dans le pétrole, dans une Algérie déstabilisée à l'avenir incertain ?

La fiction démocratique

Pour l'instant, l'état d'urgence signifie perquisitions libres, réunions publiques ou grèves sous haute surveillance — les chemins qui, en ce moment, dans leurs assemblées générales, sont en train de voter la grève pour exiger des hausses de salaires, seront sûrement les premières victimes de ces mesures d'intimidation.

Bien sûr, la fiction démocratique continue, les partis ne sont pas interdits. Même si le pouvoir peut parvenir à contenir la révolte générale programmée par le FIS, le vendredi 14 février, s'il n'émerge pas d'alternative politique au FIS, quel barrage de gendarmes pourrait s'opposer au retour de bâton et à un nouveau raz-de-marée intégriste, plus légitime encore après l'arrêt des élections et l'état d'urgence ? ★

Alger, 12 février 1992